

Face au RN, la France du front républicain

- « Le Monde » a collecté les déclarations de tous les candidats pour établir la carte des désistements en cas de triangulaire
- Le Nouveau Front populaire a retiré, à six exceptions près, ses candidats arrivés troisièmes ou quatrièmes, pour faire barrage à l'extrême droite
- Ensemble s'est désisté dans 81 circonscriptions, et 14 candidats se sont maintenus
- Les Républicains ne retirent que trois de leurs neuf candidats arrivés troisièmes, même s'ils bénéficieront du front républicain dans une trentaine de cas
- Dans le camp présidentiel, on échafaude des hypothèses sur une grande coalition alternative au RN, rassemblant de gauche à droite, après le 7 juillet

PAGES 2 À 11 ET 29 À 31



Panneaux électoraux à Beaurepaire (Isère), le 3 juillet.
PABLO CHIGNARD POUR LE MONDE

À QUI A PROFITÉ LA PARTICIPATION ?

Les premières données montrent que le RN et Ensemble ont mieux mobilisé leurs électeurs

PAGE 5

LE COÛT RÉEL DE L'IMMIGRATION

Les études indiquent que l'impact est quasiment neutre sur les finances publiques

PAGES 6-7

LE TROUBLE DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES

Dans les grands groupes (SNCF, RATP, EDF, La Poste...), l'heure est à l'inquiétude sur l'éventuelle arrivée du RN au pouvoir

PAGE 10

Ukraine

Des prisonniers volontaires pour aller au front

Confrontées à des difficultés de recrutement pour remplacer les lourdes pertes dans les rangs de l'armée, les autorités ukrainiennes ont voté une loi permettant à certains détenus de s'engager

PAGE 12

INDUSTRIE SPATIALE L'EUROPE TENTE DE COMBLER SON RETARD

MARDI 9 JUILLET, le décollage d'Ariane-6 depuis Kourou, en Guyane, devrait signer, en cas de succès, le retour de l'Europe dans la course à l'accès à l'espace. Mais ce lancement, qui intervient avec du retard sur le calendrier prévu, ne peut masquer l'ascendant très net pris ces dernières années par la société SpaceX, d'Elon Musk. Avec sa fusée Falcon-9 réutilisable, il a bouleversé les règles du secteur en permettant la mise en orbite de milliers de satellites, et la construction de constellations à

même de révolutionner les liaisons Internet. L'arrivée, dans les années à venir, de Starship, qui pourra emporter des charges allant jusqu'à 100 tonnes, soit dix fois plus qu'actuellement, et celle de son concurrent, américain également, New Glenn, de Jeff Bezos, pourraient marquer un nouveau tournant. L'Europe a été handicapée dans cette course par les dissensions entre les principaux pays moteurs que sont la France, l'Allemagne et l'Italie.

PAGES 16-17

Etats-Unis

Le dilemme du remplacement de Joe Biden

Au vu de l'état de santé préoccupant du président, apparu affaibli lors du débat télé, l'hypothèse d'un désistement n'est plus taboue chez les démocrates

PAGE 14

Culture

Au festival d'Aix, des Atrides très actuels

Le metteur en scène russe Dmitri Tcherniakov fait l'ouverture, avec un diptyque d'opéras de Gluck, autour d'Iphigénie

PAGE 22

Paris 2024

La course aux porte-drapeaux, une campagne dépolitisée

PAGE 20

Justice

Dati perd une manche devant la cour d'appel dans l'affaire Ghosn

PAGE 15

VU PAR HERRMANN (SUISSE)

CARTOONING FOR PEACE



ÉDITORIAL
ÉTATS-UNIS : COUR SUPRÊME VERSUS DÉMOCRATIE
PAGE 32

Mesdames et Messieurs les députés, il est un siège que vous êtes sûrs de conserver.

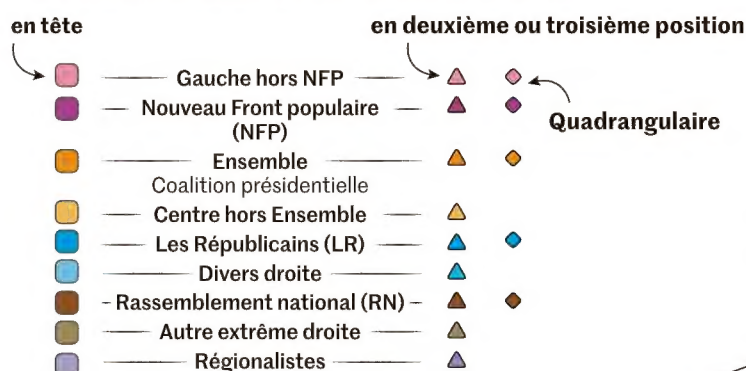
ENSEMBLE ROYAL
Fauteuil inclinable et son pouf
2490€

L80xP81xH101, pouf L38xP51xH39 cm, coque en bois noyer, cuir vachette fleur corrigée pigmentée, piètement alu. Fabriqué en Europe. Offre valable uniquement dans les coloris et cuir présentés. Ecopart incluse, prix hors livraison.

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

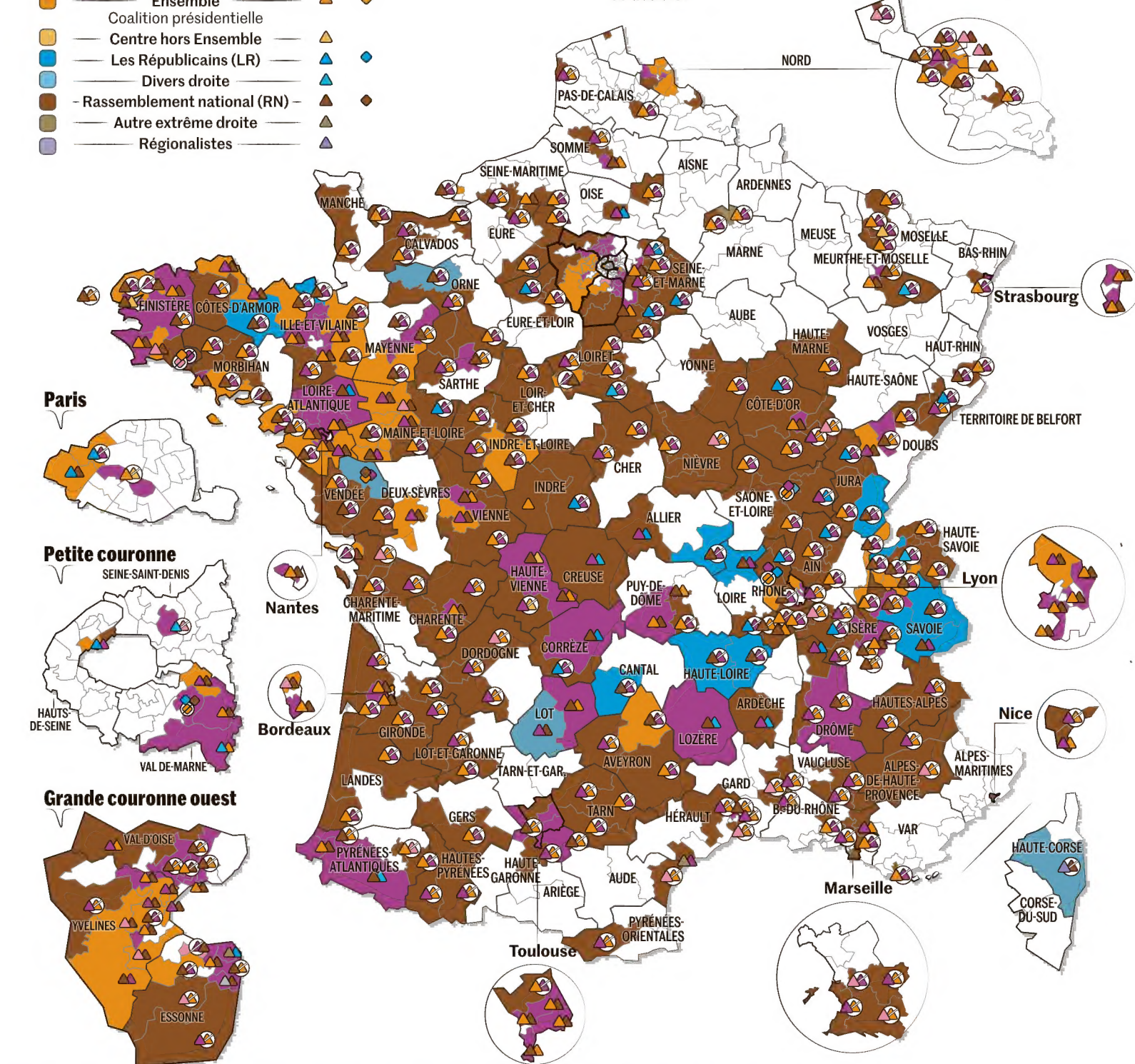
LE PLUS GRAND ESPACE RELAXATION À PARIS
Distributeur officiel des fauteuils Stressless® et Himolla
63 rue de la Convention Paris 15 • 7J/7
M° Charles Michels • 01 45 77 80 40
54 cours de Vincennes • 7J/7 • M° Nation • 01 40 21 87 53
Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur www.topper.fr

Couleur politique du candidat arrivé...



□ Circonscriptions où le candidat a été élu au premier tour ou est en situation de duel à l'issue du premier tour

⊗ Candidat en situation de triangulaire ou de quadrangulaire qui a annoncé se désister



Source : Le Monde ; Les Décodeurs, d'après les annonces des candidats connues au 3 juillet (10 heures) • Infographie Le Monde

Ensemble

321 candidats qualifiés au second tour 2 élus

63 duels

253 candidats en situation de triangulaire
5 en situation de quadrangulaire

81 candidats ont annoncé se désister...

81 désistements

... face à un candidat RN...

59 21 1 en 4^e

arrivé en 2^e
en tête

... pour laisser place à un candidat
mieux placé de gauche

56 25 LFI

non LFI

14 candidats se maintiennent
alors qu'ils sont en 3^e position face à...

9 LFI 5 gauche non LFI

Nouveau Front populaire

415 candidats qualifiés au second tour 31 élus

109 duels

301 candidats en situation de triangulaire
1 en situation de quadrangulaire

129 candidats ont annoncé se désister...

129 désistements

... face à un candidat RN...

90 33 5 en 3^e

arrivé en 2^e
en tête

(1 face à des candidats non RN)

... pour laisser place à un candidat
mieux placé

99 27 3

Ensemble droite

dissident

6 candidats se maintiennent
alors qu'ils sont en 3^e ou 4^e position face à...

3 Ensemble

2 droite

1 extrême droite

Un front républicain d'ampleur contre le RN

Depuis dimanche, 221 candidats se sont retirés du second tour, afin de réduire le nombre de triangulaires

Un mouvement d'ampleur aux retombées incertaines. En moins de quarante-huit heures, les 221 désistements de candidats comptabilisés par *Le Monde* pour le second tour des élections législatives, dimanche 7 juillet, ont bouleversé la nature de la confrontation électorale entre le Rassemblement national (RN) et les autres formations politiques.

Le 30 juin, à l'issue du premier tour, 306 triangulaires étaient recensées par le ministère de l'intérieur, pour 5 quadrangulaires et 190 duels. Mercredi 3 juillet au matin, on ne dénombrait plus que 94 triangulaires, une quadrangulaire et 405 duels, selon un décompte provisoire des décodeurs du *Monde*, basé sur les annonces des candidats, susceptible d'évoluer. Cent cinquante-neuf opposent le RN au Nouveau Front populaire (NFP), 133 voient des candidats de la majorité sortante affronter ceux de l'extrême droite.

La domination électorale du parti de Marine Le Pen et de son allié Eric Ciotti a précipité l'alliance de la gauche et la coalition présidentielle à dicter un mot

d'ordre commun pour la dernière ligne droite de la campagne : faire barrage à l'extrême droite.

Avec toutefois des nuances. Si le NFP indique qu'il retire l'ensemble de ses candidats arrivés en troisième position, le premier ministre, Gabriel Attal, a précisé que les désistements au sein de son camp devaient avoir lieu uniquement pour des candidats ayant « choisi les valeurs républicaines ». Et là « où existe un risque de victoire de l'extrême droite », laissant une possible liberté d'interprétation aux concernés, alors que la Macronie se divise sur la définition du front républicain.

Une ambiguïté que l'alliance de gauche rejette face au péril de l'arrivée au pouvoir du RN. Mardi soir, l'ex-président de la République François Hollande, candidat en Corrèze, a estimé que « le front républicain s'est reformé dans la douleur notamment pour la majorité, mais dans la clarté pour la gauche ».

Dans le détail, le NFP a renoncé à présenter 129 de ses candidats sur les 415 qualifiés pour le second tour. Les consignes de désistement édictées dès dimanche soir par l'ensemble des leaders de l'alliance de gauche ont été appli-

quées. Le NFP s'est désisté 90 fois quand un candidat RN est arrivé en tête et à 33 reprises dans le cas où l'extrême droite se place à la deuxième position. Dans la 10^e circonscription du Nord, Leslie Mortreux, candidate (LFI) pour le NFP, s'est par exemple désistée pour permettre à Gerald Darnin, le ministre de l'intérieur, de battre le RN. Quelques exceptions cependant. Dans la 5^e circonscription de la Loire, le candidat (LFI-NFP), Ismaël Stevenson, se maintient après être pourtant arrivé derrière ceux du parti Les Républicains (LR) et du RN.

DES CRISPATIONS

Dans l'ensemble, la consigne du front républicain a été également suivie au sein de la coalition présidentielle puisque 81 candidats se sont retirés, dont 59 lorsque le RN est en tête et 21 quand il est deuxième. Mais le mot d'ordre est moins respecté qu'au sein du bloc des gauches puisque 14 candidats se maintiennent, bien qu'en troisième position, là où seulement 6 NFP ne se sont pas désistés dans des triangulaires avec l'extrême droite.

Les cas des Renaissance Anne-Laurence Petel (14^e des Bouches-

LES ÉLECTEURS FERONT-ILS EUX AUSSI TABLE RASE DE TROIS SEMAINES D'UNE CAMPAGNE PARTICULIÈREMENT BRUTALE ?

du-Rhône) et Emilie Chandler (1^{re} du Val-d'Oise) suscitent le plus de crispations : dans leurs circonscriptions, le RN est arrivé premier, avec une faible avance sur le NFP, ce qui rend leur désistement décisif pour faire barrage. A Nice, Graig Monetti (Horizons), troisième, qui se maintient aussi, pourrait faciliter la victoire d'Eric Ciotti, largement en tête au premier tour.

A cela s'ajoutent six configurations où le RN est deuxième mais avec un écart de moins de 5 points face au NFP, en tête. La situation de la candidate du MoDem Aude Luquet (1^{re} circonscription de Seine-et-Marne) est la plus explosive. La députée sortante est arrivée près de 4 points derrière le RN et

le NFP, qui se tiennent dans un mouchoir de poche avec 0,4 point d'écart, mais elle ne veut pas se retirer. « Il n'y a ni de bons, ni de mauvais LFI, mais seulement des LFI qui incitent à la haine, fracturent la société et vont dans des manifestations avec le drapeau palestinien », se justifie-t-elle.

« NI-NI » CHEZ LR

Dans sept autres circonscriptions, le candidat de la majorité sortante s'est maintenu en troisième position, mais l'écart entre le RN, second, et le NFP, premier, est suffisamment grand pour éloigner le risque d'une victoire de l'extrême droite. Leur maintien permettrait même de faire barrage au RN, selon le candidat (Renaissance) Loïc Signor (23,8 %) arrivé derrière celui d'extrême droite, Arnaud Barbotin (27,3 %), et l'« insoumis » Louis Boyard (42,2 %) dans la 3^e du Val-de-Marne. « Je ne me suis pas désisté, pour éviter qu'il y ait un report massif des voix des gens qui ont voté pour moi vers le RN », se justifie-t-il.

Les LR, qui ont opté pour un « ni-ni » (ni consigne de vote, ni désistement), profitent de ces retraits sans aucune réciprocité vis-à-vis de leurs adversaires de gau-

che. Seulement trois d'entre eux se sont retirés, contre six qui se maintiennent bien qu'en troisième position. Ils prennent ainsi le risque de favoriser une victoire RN. A l'inverse, vingt-sept de leurs candidats ont bénéficié des désistements du NFP pour affronter l'extrême droite en duel. Au-delà des récriminations de la droite et de l'extrême droite, le front républicain acté par la coalition présidentielle et la gauche est aussi menacé par ses propres électeurs. Feront-ils eux aussi table rase de trois semaines d'une campagne particulièrement brutale entre les différents blocs ? Leur mobilisation pour le scrutin du 7 juillet et le report de leurs voix vers les candidats en position de force pour battre le RN demeure un enjeu crucial.

Compte tenu des résultats du premier tour, il est certain que ni la gauche ni le camp macroniste ne peuvent obtenir la majorité absolue. Reste à savoir si les deux blocs peuvent endiguer la vague RN et empêcher l'extrême droite et ses alliés d'avoir une majorité absolue à l'Assemblée nationale pour gouverner. ■

ROBIN D'ANGELO
ET MARIAMA DARAME

La piste d'un gouvernement de coalition anti-RN

La possibilité de construire une majorité alternative, rassemblant de gauche à droite, est évoquée

Y aura-t-il un gouvernement « arc-en-ciel » à l'automne ? A l'approche du second tour des élections législatives, la coalition qu'Emmanuel Macron n'est pas parvenu à construire, depuis 2022, semble vouloir prendre forme, alors que l'extrême droite est au seuil du pouvoir.

Le président du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, a redit, dans *Le Figaro* du mercredi 3 juillet, qu'il n'accepterait d'être premier ministre qu'en cas de majorité absolue – soit 289 députés. Si le parti lepéniste, « le seul capable d'obtenir une majorité absolue à l'Assemblée nationale », selon le premier ministre, Gabriel Attal, n'obtenait qu'une majorité relative, le 7 juillet, notamment en raison des désistements mis en œuvre pour limiter le nombre de députés RN, il faudrait alors, prévenait François Bayrou, mardi sur Franceinfo, « trouver des réponses inédites » afin d'éviter le blocage institutionnel.

Seule une vaste coalition anti-RN permettrait de constituer cette majorité alternative. Aussi le président du MoDem a-t-il appelé « républicains » et « démocrates » à « s'asseoir autour d'une table » et à « prendre leurs responsabilités ». Dès lundi, Gabriel Attal avait évoqué comme option au RN « une Assemblée plurielle », avec « plusieurs groupes politiques de droite, de gauche, du centre, qui, projet par projet, travaillent ensemble au service des Français » et mettent en œuvre « une gouvernance et une manière de fonctionner nouvelles ».

Démarche de la coalition

La France insoumise (LFI), qui devrait représenter la première force de gauche dans l'Hémicycle, a exclu, mardi, de participer à cette éventuelle coalition. « Les "insoumis" ne gouverneront que pour appliquer leur programme, rien que le programme », affirmait, mardi, Manuel Bompard, le coordinateur national du parti de Jean-Luc Mélenchon. La secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts, Marine Tondelier, a, de son côté, jugé, lors du « 20 heures » de TF1, qu'« il faudra sûrement faire

des choses que personne n'a jamais faites auparavant dans ce pays », dans l'hypothèse d'une Assemblée sans majorité claire. Mais la dirigeante estime que cette coalition « devrait se construire autour de la formation arrivée en tête, c'est-à-dire autour du Nouveau Front populaire » et non du camp présidentiel.

Au même moment, sur France 2, l'ancien président François Hollande s'inscrivait, lui aussi, dans la démarche de la coalition. « La gauche doit être une solution, pas seulement un barrage », affirmait le candidat socialiste, en ballottage favorable dans son fief de Tulle, en Corrèze.

A droite, le président Les Républicains (LR) de la région des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, plaide pour un « gouvernement de sursaut national » ou encore « un

gouvernement provisoire de la République, comme ça existait à une époque quand il a fallu reconstruire ». Une effervescence comme on n'en avait pas observé depuis longtemps. « Beaucoup de ceux qui, hier, étaient de manière acharnée dans l'opposition réfléchissent », apprécie M. Bayrou.

L'expérience, inédite sous la V^e République, exige cependant que plusieurs conditions préalables soient remplies. D'abord, un accord programmatique entre les différents partis. Ce « gouvernement à cinq pattes », comme le surnomme l'ancien garde des sceaux Jean-Jacques Urvoas, professeur de droit public à l'université de Bretagne-Occidentale, borné dans le temps et destiné à éviter une crise de gouvernance, ne serait pas habilité à prendre de grandes initiatives politiques. Les

partis devront s'entendre, précise M. Hollande, sur « des promesses minimales, au moins pour un an, pour que le pays soit gouverné ». Ce qui, pour le politiste Dominique Reynié, serait plutôt une bonne chose. Le directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, un laboratoire d'idées libéral, imagine un « gouvernement de réparation », qui proposerait aux Français, fatigués des « réformes » et des « bouleversements », selon lui, de simplement « réparer ce qui ne marche pas ».

Les partis devraient s'accorder sur le nom d'un premier ministre, ce qui ne serait pas le plus simple. Une personnalité respectée, se situant au barycentre de cette majorité gaullo-communiste, dénuée d'ambition présidentielle et assez agile pour faire tenir cet assemblage « baroque », selon le mot du

constitutionnaliste Benjamin Morel, ferait l'affaire. M^{me} Tondelier a rejeté, mardi, l'idée d'un « nouveau premier ministre macroniste ». François Hollande, qui refuse de se mettre dans cette « compétition », rappelle que « c'est le président qui nomme le premier ministre. Et pour que ce premier ministre soit accepté par l'Assemblée, il faut qu'il ait déjà une majorité ».

Participation en baisse

Enfin, pour que ce gouvernement puisse fonctionner, l'effacement relatif d'Emmanuel Macron semble indispensable à ses promoteurs. « Il devrait avoir une posture beaucoup plus en retrait, avec une forme de déflation de l'ambition, mais devrait rester, car son maintien en place contribuerait au sentiment que les institutions sont rétablies », préconise M. Reynié. Un

L'EXPÉRIENCE, INÉDITE SOUS LA V^e RÉPUBLIQUE, EXIGE D'ABORD UN ACCORD PROGRAMMATIQUE ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTIS

proche d'Edouard Philippe décrit le gouvernement de coalition en « cohabitation » avec le chef de l'Etat, « car cette majorité inédite lui serait imposée ».

Parmi les 81 désistements de candidats du camp présidentiel pour faire barrage au RN, une vingtaine bénéficie à un candidat LFI, tandis qu'une cinquantaine va en direction de candidats du Nouveau Front populaire non LFI. Calibrés pour réduire l'influence du parti de Jean-Luc Mélenchon, ils permettent de jeter les bases d'une coalition avec les sociaux-démocrates.

Encore faut-il que les électeurs aillent voter le 7 juillet. Le gouvernement s'attend à une baisse de la participation par rapport au 30 juin. Les appels à une coalition dans cet entre-deux-tours visent aussi à motiver ceux qui refusent le RN, en leur offrant la perspective de ce gouvernement alternatif. Le politiste Bertrand Badie doute de l'efficacité de cette stratégie. « La coalition n'est jamais entrée dans les mœurs, car elle rappelle de très mauvais souvenirs de la IV^e République », souligne-t-il. Regardez comme on se moque des coalitions de M. Scholz en Allemagne ! »

Il y aurait, par ailleurs, un paradoxe à nommer un gouvernement incluant les partis « raisonnables » de l'arc républicain, alors que 10,6 millions de Français ont voté pour le parti de Jordan Bardella au premier tour. Marine Le Pen ne manquerait pas d'expliquer qu'on l'a empêchée de gouverner et de se présenter comme une victime du « système ». ■

NATHALIE SEGAUNES



Accueil des députés élus dès le premier tour des législatives, à l'Assemblée nationale, à Paris, le 1^{er} juillet. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

La dissolution, un dangereux « boomerang » pour celui qui en use

Depuis 1816, la France aura expérimenté dix-neuf dissolutions. Censé offrir la possibilité d'une sortie de crise, cet outil n'est pas sans risque

De la première, décidée par Louis XVIII en 1816, à celle déclenchée le 9 juin par Emmanuel Macron, le pays aura expérimenté dix-neuf dissolutions. Dans des circonstances très différentes. Le roi voulait échapper à l'emprise réactionnaire d'une majorité de députés plus royalistes que lui. C'est « une temps de clarification indispensable », a jugé le président de la République, après le désaveu infligé à sa coalition par les Français, lors du scrutin européen. Mais il y a une constante : la dissolution porte rarement chance à celui qui en use.

Le congé donné aux parlementaires pour permettre au peuple de « trancher une crise politique », comme l'avait dit Jacques Chirac, est « un outil classique du régime parlementaire », rappelle l'historien Alain Chatriot, professeur à Sciences Po. Une sorte d'« équilibre de la terreur » : les députés peuvent censurer le gouvernement, mais le chef de l'Etat peut dissoudre l'Assemblée nationale en vertu de l'article 12 de la Consti-

tution de 1958. « C'est un instrument de stabilité gouvernementale », poursuit le chercheur : les fondateurs de la V^e République, marqués par l'instabilité délétaire de la IV^e République, voulaient « se prémunir contre la censure ou les divisions internes » en plaçant au-dessus de la tête des élus l'épée de Damoclès de la dissolution.

« De Gaulle tenait beaucoup à ce qu'en cas de crise, le président de la République puisse requérir l'arbitrage du peuple », rappelle Marie-Anne Cohendet, professeure de droit constitutionnel à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. En 1962, après l'attentat du Petit-Clamart, il annonce vouloir faire adopter par référendum le principe de l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel direct. Mécontents, les députés censurent le gouvernement de Georges Pompidou. Et Charles de Gaulle dissout. Un cas d'école : le désaccord entre l'exécutif et le Parlement sera réglé par le peuple. « 1962, c'est la première crise et elle est cruciale, car elle pose les bases de la

pratique de la V^e République », note M^{me} Cohendet.

La légitimité du président de la République, désormais choisi par le pays entier, est telle que le régime n'est dès lors plus tout à fait parlementaire ; il est dit « semi-présidentiel ». Mais la dissolution est « toujours une tentative de trouver une solution à une crise, de clarifier une situation », note l'historien Serge Berstein, professeur émérite à Sciences Po.

Elle devient aussi un moyen, pour le chef de l'Etat, de refonder son pouvoir et de conforter sa majorité. En 1968, après la crise sociale qui a déchiré le pays en mai, Charles de Gaulle dissout pour s'assurer de la confiance du peuple. En 1981 et en 1988, François Mitterrand use de cet outil pour obtenir une majorité cohérente avec son programme. En 1997, Jacques Chirac tente de conjurer l'impopularité grandissante de son camp en convoquant des législatives anticipées.

Mal lui en a pris. Les Français, en effet, désignent une majorité qui

lui est hostile, et il doit nommer le socialiste Lionel Jospin à Matignon. Car, souligne M. Berstein, « il y a un élément de hasard » : le chef de l'Etat peut se tromper sur la situation politique. La dissolution de 1997 entraîne une cohabitation de cinq ans ; celle de juillet 1830 (intervenant après celle de mai) se termine par une révolution, rappelle l'historien.

« Présidentielle à l'envers »

Bref, remarque-t-il, « c'est un outil utile, mais dangereux » : « Il est assez rare que la dissolution aboutisse à la clarification que l'on espère. » En 1955, le président radical du Conseil, Edgar Faure, pensait faire un bon coup politique en prenant Pierre Mendès France de court. Pour contrer la montée en puissance de son rival de gauche, il dissout l'Assemblée nationale. Sous l'étiquette du Front républicain, c'est pourtant la gauche qui gagne, imposant le socialiste Guy Mollet à la tête du gouvernement.

Et que dire de la dissolution de 1877, revenue là aussi comme un

boomerang sur le nez du président de la République, Patrice de Mac Mahon ? La III^e République est alors toute jeune. Dans cette période où l'on essuie les plâtres, le maréchal royaliste veut imposer « un exécutif fort, une lecture présidentielle de la Constitution », raconte l'historien Pierre Altorant. Là encore, l'opération tourne à la catastrophe pour le chef de l'Etat. « Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, croyez-le bien, Messieurs, il faudra se soumettre ou se démettre », prévient Léon Gambetta, à la tête des républicains.

Après la victoire de ces derniers aux législatives, Mac Mahon, de plus en plus affaibli, finira par démissionner, en 1879. La dissolution est discréditée, il n'y en aura plus jusqu'en 1955. La III^e République devient un pur régime parlementaire. « Au moins, ça tranche la question du régime et cela donne le pouvoir aux républicains jusqu'en 1940 », conclut M. Altorant.

A l'instar d'Edgar Faure ou de Patrice de Mac Mahon, beaucoup

de constitutionnalistes considèrent que la dissolution d'Emmanuel Macron va se retourner contre lui. « Le plus probable, c'est qu'il y ait trois blocs qui se neutralisent. Le pari [du chef de l'Etat] est donc déjà perdu. Quel que soit le résultat du 7 juillet, la question de sa démission va se poser », considère M. Altorant, également président du Comité d'histoire parlementaire et politique, qui voit dans ce scrutin « une sorte de présidentielle à l'envers ».

« En 2024, ce qui provoque la crise, c'est précisément l'usage de la dissolution », constate Cécile Guérin-Bargues, professeure de droit public à l'université Paris-Panthéon-Assas, en prévoyant que la situation gouvernementale va devenir « encore plus inextricable qu'avant. C'est soit l'instabilité, soit la paralysie ». Et au-delà du sort personnel d'Emmanuel Macron, cette dissolution représente donc « un risque énorme pour les institutions », conclut l'historien Serge Berstein. ■

BENOÎT FLOC'H

Dans le Nord, Darmanin met en sourdine ses accents droitiers

Le ministre de l'intérieur a besoin des voix de la gauche pour gagner au second tour face au candidat RN

Mutique. Ce lundi 1^{er} juillet, Gérard Darmanin, assis en face du président de la République, ne dit mot. Depuis le salon Murat, à l'Élysée, Emmanuel Macron, comme le premier ministre, Gabriel Attal, tonnent contre le Rassemblement national (RN) et grondent ceux qui, au sein du gouvernement, mettent sur le même plan la menace de l'extrême droite, aux portes du pouvoir, et La France insoumise (LFI), qui n'a aucune chance d'avoir une majorité absolue. Pour le second tour des législatives, le 7 juillet, la ligne du «ni-ni» (pour «ni RN ni LFI»), à même de faire gagner des sièges à l'extrême droite, n'a plus sa place dans cette dernière semaine de campagne, expliquent les deux têtes de l'exécutif.

Les ministres Bruno Le Maire, Catherine Vautrin, Christophe Béchu, Olivia Grégoire, Aurore Bergé protestent. Cette dernière, candidate dans les Yvelines, parle du «deshonneur de la gauche» de s'allier à LFI, guettant un soutien de Gérard Darmanin. «Bergé et Darmanin s'envoyaient des papiers», observe un participant. Le ministre de l'intérieur est un ancien du parti Les Républicains (LR), comme tous les partisans du «ni-ni». Et «Gérald» est coutumier des algarades avec Jean-Luc Mélenchon et ses soutiens.

Le 27 juin, il commente une intervention télévisée du leader des «insoumis» contre la police. «Jean-Luc Mélenchon et l'extrême gauche une nouvelle fois dans l'infâme et dans la haine des forces de

l'ordre. (...) Cracher sur le cercueil de nos policiers et de nos gendarmes pour quelques voix... à vomir», écrit-il sur son compte Facebook. Mais lorsque Aurore Bergé se tourne vers lui, il baisse les yeux.

Dans sa circonscription du Nord, Gérard Darmanin sait qu'il a besoin des voix de la gauche pour l'emporter. S'il est arrivé en tête, le 30 juin, avec 36 %, moins d'un millier de voix le séparent de son adversaire RN Bastien Verbrugghe (34,3 %). Au dire des sondeurs, l'ex-LR a toutes les chances de l'emporter depuis que la candidate LFI, arrivée en troisième position avec 24,8 %, s'est désistée en sa faveur pour éviter une triangulaire. Mais le ministre de l'intérieur n'a pas droit à la faute. Alors, il se tait.

L'image du premier flic de France, prompt à attaquer les «écoterroristes» et à fustiger «l'ensauvagement» du pays, n'est pas vendeuse auprès des sympathisants de gauche. Pas question de les dissuader de voter en sa faveur. Fini, donc, les attaques contre le «terrorisme intellectuel d'extrême gauche», tout comme les caméras et les grands reportages dans *Paris Match*, où il pose avec ses enfants dans son bureau du ministère de l'intérieur, façon Nicolas Sarkozy. Gérard Darmanin ne veut plus de presse «parisienne» autour de lui, de peur de faire fuir les électeurs, fait savoir son entourage.

«Malin», disent ses aficionados, «cynique», fustigent ses contempteurs, Gérard Darmanin est apparu, ces derniers jours, «tendu» mais pas inquiet. «Le Nord tient!», s'est-il félicité au soir du premier



Gérald Darmanin, à Tourcoing (Nord), dimanche 30 juin, au soir du premier tour des élections législatives. THIERRY THOREL/MAXPPP

tour, lors de la soirée, au palais présidentiel, pour suivre, aux côtés du chef de l'Etat, les résultats. Gabriel Attal n'a pas été aperçu ce soir-là, mais «Gérald», lui, chuchotait à l'oreille d'Emmanuel Macron, alors que les convives trinquaient au champagne pour fêter l'anniversaire de l'ex-président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand, a appris *Le Monde*, confirmant une information du *Point*.

Circonscription «bien difficile»

Quand d'autres sont amers, il se dit content de quitter son ministère et répète qu'il compte, avec ses enfants, «les dodos qu'il reste avant de rentrer à Tourcoing». Avant même l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin, Gérard Darmanin avait prévenu le président de la République de son souhait de quitter la place Beauvau. Meurtri de n'avoir pas été promu à Matignon à l'été 2023, sonné par le fiasco de son projet de loi sur l'immigration en décembre 2023, le quadragénaire veut prendre le large, conscient que son bilan sécuritaire, jugé trop répressif à gauche et indigent à droite, pourrait finir par le lester.

L'IMAGE DU «PREMIER FLIC DE FRANCE», PROMPT À FUSTIGER L'«ENSAUVAGEMENT» DU PAYS, N'EST PAS VENDEUSE AUPRÈS DES SYMPATHISANTS DE GAUCHE

L'ex-sarkozyste, qui se décrit en privé comme le «beau-fils» mal-aimé en Macronie, veut écrire une nouvelle page de sa vie politique: «Nous incarnons l'élite qui a fait sécession avec le peuple. Les responsables de la majorité apparaissent comme des gens sans souci de la vie quotidienne.» Maintenant que le camp présidentiel a implosé, il rêve de «reconstruire une ligne politique claire de la droite et du centre. Ferme sur l'autorité, avec une fibre sociale, notamment sur l'économie», précise son entourage.

Ami d'Edouard Philippe, Gérard Darmanin assure ne pas soutenir

l'ex-premier ministre, qui agace tant Emmanuel Macron, après l'avoir considéré, fin 2023, comme «le mieux placé» pour la présidentielle. Sans doute rêve-t-il à son propre destin, croyant en ses chances pour 2027. L'ancien maire de Tourcoing ne se morfond pas d'avoir fait partie de ceux qui ont défendu l'idée de la dissolution auprès du chef de l'Etat, quand bien même sa circonscription est, dit-il, «bien difficile», contrairement à celle des Hauts-de-Seine, choisie par Gabriel Attal, souligne-t-il, avec une pointe de fiel.

C'est au retour d'un déplacement en Nouvelle-Calédonie avec Emmanuel Macron, dans la nuit du 23 au 24 mai, que le ministre fait valoir les bienfaits de cette idée explosive auprès du chef de l'Etat. Une hypothèse parmi d'autres, minimise-t-il aujourd'hui.

Avant d'évoquer la dissolution, lors de ce tête-à-tête à bord de l'avion présidentiel, Gérard Darmanin dit avoir parlé au président de la République de la pertinence de mener un «gros remaniement» après les européennes du 9 juin. Le ministre propose de faire grimper à bord du gouvernement des LR

pour nouer une coalition avec le parti de droite et éviter la censure promise par ses députés à la rentrée. «Mais vous n'avez aucune envie de le faire», dit-il à Emmanuel Macron. Finalement, le choix de la dissolution «s'est imposé» au président, assure Gérard Darmanin, regrettant l'«inélégance» de ceux qui critiquent, aujourd'hui, le chef de l'Etat.

«La politique, ce n'est pas le pouvoir à tout prix. On pèse 14 % aux européennes, qui étaient pourtant le grand engagement de la majorité et on avait une Assemblée bloquée», énumère-t-il. Avant de prendre ses distances avec cette décision, qui pourrait avoir comme conséquence d'offrir le pouvoir à l'extrême droite. «Je n'ai pas milité pour la dissolution: j'avais les Jeux olympiques cet été», se défend-il, conscient que la pilule est difficile à avaler pour les députés restés sur le carreau. «Ma Sab, je n'en attendais pas moins de toi», a-t-il écrit à Sabrina Agresti-Roubache, secrétaire d'Etat à la ville, après l'annonce de son désistement dans les Bouches-du-Rhône pour éviter la victoire du RN. ■

CLAIRE GATINOIS

Courtisée par le RN, la droite au défi de son autonomie

Le parti d'extrême droite espère séduire les députés LR pour former une majorité absolue, mais ceux-ci affirment vouloir rester indépendants

Le Rassemblement national (RN) connaît bien le concept de «béquille» parlementaire. Pendant deux ans, le parti d'extrême droite a moqué le groupe Les Républicains (LR) comme «la béquille de la Macronie» à l'Assemblée nationale. Il l'a observé parfois se dérober, comme lors de la réforme des retraites, en 2023. Si dans un entretien en *Figaro* du mercredi 3 juillet, Jordan Bardella invite les futurs députés LR non ralliés à leur président contesté, Eric Ciotti, à prendre leurs «responsabilités» dans l'intérêt du pays, le chef du RN ne s'avance plus sur la dizaine d'élus de droite susceptibles de constituer une force d'appoint s'il n'obtient qu'une majorité relative au soir du second tour, dimanche 7 juillet.

Sur France Inter, Marine Le Pen a évoqué, mardi 2 juillet, les «quelques LR qui ont exprimé par le passé une proximité avec nos options» si le RN venait à manquer de quelques députés pour atteindre la majorité absolue. Mais un proche de la triple candidate à

l'élection présidentielle préfère renvoyer ces discussions «de boutique» au lendemain du second tour. Avant, le message doit être simple: le RN demande aux électeurs de lui octroyer au moins 289 députés (avec l'aide des élus proches de M. Ciotti).

Jusque dans les dernières minutes, mardi 2 juillet, avant le dépôt des candidatures en préfecture pour le second tour, Eric Ciotti a espéré attirer à lui quelques autres élus LR dans sa coalition avec le RN. En vain. Au-delà du fait d'avoir brisé le tabou de l'union des droites, le Niçois paye encore auprès des députés sortants son mensonge assumé devant eux

DEPUIS DEUX ANS, LA DROITE SEMBLE CONDAMNÉE À CE RÔLE DE PARTI CROUPION

lors de la réunion du 10 juin, au lendemain de la dissolution de l'Assemblée nationale, lorsqu'il avait nié un rapprochement avec le RN pourtant déjà scellé.

Mais, pour l'instant, les candidats LR n'ont pas la tête à penser à cette France du 8 juillet, qui sera peut-être dirigée par une extrême droite alliée à un président de parti qu'ils cherchent en vain à exclure. «J'attendrai patiemment les équilibres de dimanche et l'ampleur de la relativité de la majorité, de plus en plus certaine avec tous les désistements», résume le député (LR) sortant de la Manche Philippe Gosselin.

Cure d'amaigrissement

Certains ont une position de principe plus affirmée. «Je ne me confondrai pas dans le RN», assure Raphaël Schellenberger, en ballottage défavorable pour sa réélection dans le Haut-Rhin. Un autre sortant, bien parti pour retrouver le chemin du Palais-Bourbon, signifie son refus de siéger dans un groupe supplétif du RN: «Que l'on

vote des textes mineurs, c'est la vie du Parlement, mais je ne vais pas aller me compromettre sur des textes majeurs qui seront censurés par le Conseil constitutionnel.»

«Les Républicains, quel numéro de téléphone?», s'interroge sans doute les stratèges RN. Voisine de banc des députés LR, Marine Le Pen a remarqué le goût pour l'autonomie d'un groupe présenté comme un potentiel allié aussi exigeant que défaillant par la précédente majorité. «Le Pen a compris en tout cas que notre groupe ne lui garantirait aucune stabilité», observe un cadre LR. Et une partie est bien capable de voter la première motion de censure déposée par la gauche. Bien parti pour sauver son siège dans le Lot, Aurélien Pradié a le profil pour incarner cette droite à l'offensive face à la probable majorité (relative ou absolue) constituée par le RN.

Depuis deux ans, la droite semble condamnée à ce rôle de partit croupion, plus proche de la IV^e République que de la V^e. Un déclassement cruel pour une formation

d'essence gaulliste. «Nous serons le groupe pivot sans lequel rien ne pourra se faire», préfère croire Brice Hortefeux. Les chiffres, eux, sont moins optimistes que l'ancien ministre de l'intérieur.

De 61 députés dans la précédente législature (moins les deux RN-compatibles, Eric Ciotti et Christelle d'Intorni), le groupe LR risque de subir une nouvelle cure d'amaigrissement. Cinquante-sept sortants affrontent un candidat RN, qui, dans 26 de ces duels, a dépassé les 40 % au premier tour. Sur les 33 députés LR en ballottage défavorable, 13 profitent d'un désistement d'un candidat de gauche.

C'est le cas d'Olivier Marleix dans l'Eure-et-Loir. Avec Xavier Bertrand, l'ex-président de groupe à l'Assemblée nationale est le seul «baron» à ne pas avoir signé le communiqué publié dimanche 1^{er} juillet soir pour renvoyer dos à dos «les outrances d'une extrême gauche dominée par La France insoumise» et le «programme démagogique» du RN. A droite, chacun voit midi et sa réélection à sa

porte. Déjà observé en 2022, le syndrome du survivant risque d'être encore plus développé chez la possible quarantaine d'élus LR le 7 juillet. «Nous sommes d'abord des députés de terrain, connus de nos électeurs», rappelle Frédérique Meunier, en ballottage en Corrèze.

Au pays du jacobinisme, la droite n'a jamais été aussi décentralisée et sans chef, dans l'attente d'une reprise en main possible par Laurent Wauquiez, en ballottage favorable en Haute-Loire. Toujours absent du débat national, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes espère emmener à Paris 14 des 18 députés sortants de sa région. De quoi faire de lui l'interlocuteur privilégié pour le RN. Mais, avant même de discuter, son entourage réaffirme la ligne d'autonomie de la droite «aussi bien avec le RN qu'avec la Macronie». Quand on rêve d'être le recours pour barrer la route de l'Élysée à Marine Le Pen en 2027, pas question de devenir sa canne ou sa béquille. ■

ALEXANDRE PEDRO

La forte participation a profité au RN et à Ensemble

Le camp présidentiel et l'extrême droite et ses alliés ont attiré 2,8 millions de voix de plus qu'aux européennes

C'est un vrai mouvement de foule. Pour le premier tour des législatives, dimanche 30 juin, 7,4 millions d'électeurs se sont exprimés en plus par rapport aux européennes : 32,9 millions de votants, contre 25,5 millions le 9 juin. Et c'est même 9,6 millions de plus qu'aux législatives de 2022. « C'est une élection inédite, qui a trouvé ses électeurs, relève le directeur général de l'IFOP à la tête du pôle opinion, Frédéric Dabi. Les enjeux ont été compris par tout le monde. » La participation a été majoritaire partout.

Entre les jeunes et les personnes âgées, les ruraux et les urbains, les riches et les pauvres, « les écarts se sont énormément réduits, note pour sa part le vice-président d'OpinionWay, Bruno Jeanbart. Le corps électoral est donc plus représentatif que lors d'un scrutin avec une faible participation ».

Aux élections législatives, les macronistes ont attiré 2,8 millions de voix de plus qu'aux européennes, le Nouveau Front populaire (NFP) 1,2 million (en additionnant les scores réalisés par les partis de gauche, le 9 juin) et le Rassemblement national (RN) 2,8 millions également. Le parti d'extrême droite, arrivé en tête le 30 juin, a rassemblé 9,4 millions de voix au premier tour des élections législatives, auxquelles il faut ajouter 1,2 million de suffrages de ses alliés Les Républicains (LR) avec Eric Ciotti, soit 10,6 millions. Il en avait obtenu 6,4 millions de moins aux législatives de 2022 (4,2 millions).

« La plupart des électeurs de Jordan Bardella, le 9 juin, se sont facilement transmués en électeurs RN pour les législatives, constate Emmanuel Rivière, spécialiste de l'opinion, enseignant à Sciences Po. Il y a en outre un million de voix qui viennent sans doute de Reconquête!, passé de 1,3 million de voix aux européennes à 240 000 aux législatives. »

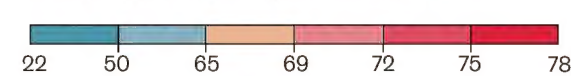
Dans un scrutin, le mental du citoyen joue. « Il y avait chez ces électeurs la conviction que leur camp allait gagner et que Jordan Bardella serait premier ministre, explique Emmanuel Rivière. Et c'est l'un des moteurs de la participation. » Parmi les électeurs du RN, ceux qui considéraient que « voter, ça ne sert à rien » sont nombreux, mais « quelque chose a changé », poursuit-il. Toujours aussi mécontents, ils sont cette fois venus l'exprimer.

Les ouvriers se sont déplacés
L'enquête sur « la sociologie des électors et le profil des abstentionnistes », réalisée par l'institut Ipsos-Talan pour France Télévisions, Radio France et Public Sénat, diffusée le 30 juin, montre que les citoyens qui se disent « plutôt pas » ou « pas du tout » satisfaits de leur vie se sont mobilisés. Entre les élections européennes et les élections législatives, ils ont gonflé (respectivement de 6 points et de 8 points) les scores obtenus par le RN. Les ouvriers, qui ne votent guère qu'à la présidentielle, se sont déplacés. Leur participation est passée de 38 % aux législatives de 2022 à 44 % aux européennes, puis à 54 % dimanche. Cette mobilisation a profité au RN : 53 % le 9 juin, 57 % le 30 juin.

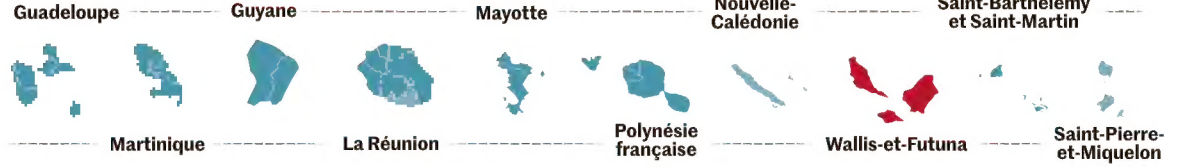
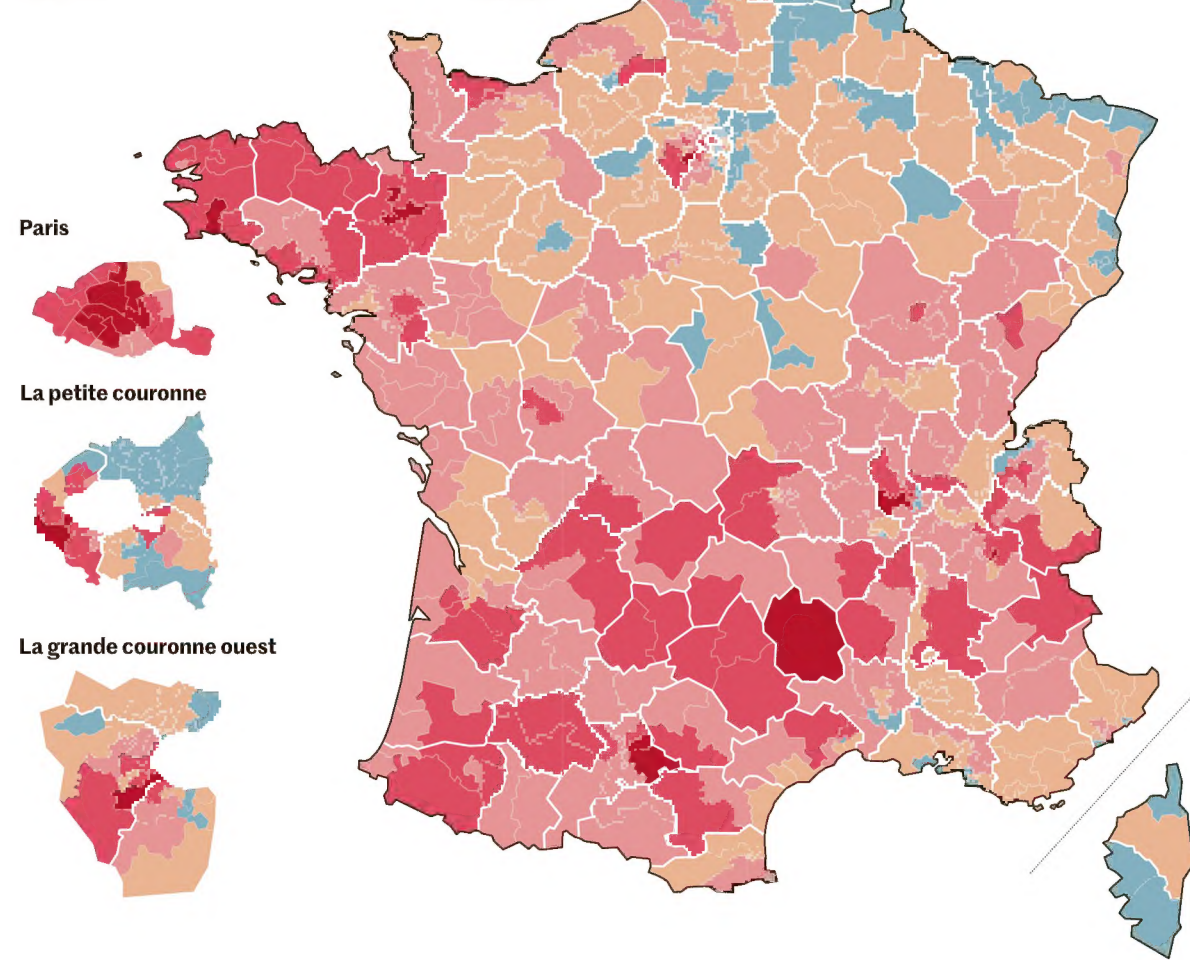
Ipsos a également analysé le vote selon les revenus. Chez ceux qui gagnent moins de 1250 euros net par mois ou plus de 3000 euros, on a voté davantage. Et cela a provoqué une inversion du bénéficiaire : entre les deux

Taux de participation au premier tour des élections législatives 2024

Le 30 juin, par circonscription, en % des inscrits

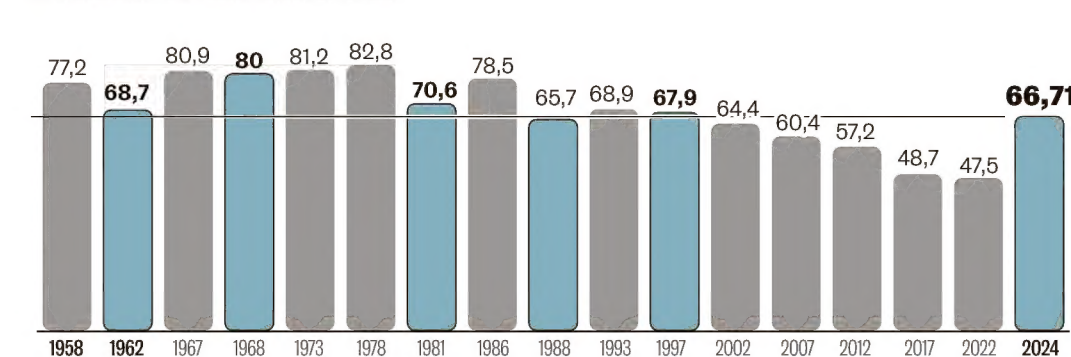


inférieur à la participation nationale 66,71 % supérieur à la participation nationale



Taux de participation au premier tour des élections législatives depuis 1958

en % des inscrits (France entière)
■ Dissolution de l'Assemblée nationale



LES CITOYENS QUI SE DISENT « PLUTÔT PAS » OU « PAS DU TOUT » SATISFAITS DE LEUR VIE SE SONT MOBILISÉS. ILS ONT GONFLÉ LES SCORES OBTENUS PAR LE RN

scrutins, le RN est passé de 32 % à 38 % chez ceux qui perçoivent le moins, quand le NFP a baissé de 38 % à 35 %. Même chose chez les plus riches : 30 % pour le RN aux européennes, 32 % aux législatives, tandis que le NFP chutait de 32 % à 26 %. La plus forte participation des plus riches a conduit à une droitisation de leur vote : le score d'Ensemble dans cet électoralat (de 16 % à 23 %) et de LR (de 8 % à 12 %) a bondi de 50 % entre les deux scrutins.

La gauche, qui est arrivée en deuxième position aux élections législatives, a augmenté son total de voix entre les européennes (7,8 millions) et les législatives (9 millions), et gagné 3,2 millions supplémentaires par rapport à celles de 2022 (5,8 millions). La mobilisation dans les quartiers populaires y a contribué : seuls 43,33 % des habitants de Seine-Saint-Denis ont voté aux élections européennes. Ils sont six sur dix pour les législatives.

Les jeunes y ont aussi beaucoup participé : selon Ipsos, la participation des 18-24 ans a bondi de 26 points entre les législatives de 2022 (31 %) et celles de 2024 (57 %). Elle était de 40 % aux européennes. Pour les 25-34 ans, c'est 22 points (29 % aux législatives en 2022, 51 % deux ans plus tard). Or, ces jeunes ont placé le NFP en tête (48 % chez les 18-24 ans et 38 % chez les 25-34 ans). « Le NFP a bénéficié du vote des jeunes, résume Bruno Jeanbart, sans doute les urbains et les diplômés. » Reste que le score global de l'union de la gauche dans les grandes villes a baissé (de 37 % à 33 %).

La participation a bondi de plus de vingt points chez les sympathisants de gauche. Mais cela s'est accompagné aussi d'une déperdition de voix : 17 % des électeurs qui avaient voté pour la liste de Raphaël Glucksmann (Parti socialiste-Place publique) aux européennes se sont repor-

tés sur la liste du camp Macron aux législatives. Pareil pour une petite partie des électeurs écologistes. Bref, « le camp macroniste a attiré des électeurs de gauche que le NFP ne satisfaisait pas », analyse Bruno Jeanbart.

Mobilisation des cadres

De même, selon Ipsos, c'est à la coalition présidentielle que l'éclatement de LR a profité le plus : si 55 % de ceux qui ont voté François-Xavier Bellamy aux élections européennes du 9 juin ont de nouveau choisi le parti de droite aux législatives, 28 % ont voté pour Ensemble et 11 % pour le RN et ses alliés.

Cela a conforté la coalition macroniste au premier tour des élections législatives. « Dans un moment politique pas très favorable, observe Emmanuel Rivière, les macronistes ont attiré les électeurs qui pensent la situation dangereuse. » Ceux qui se disent « satisfaits de leur vie » dans

l'enquête d'Ipsos se sont mobilisés. Et ils ont voté pour Ensemble : de 19 % à 25 % pour les « plutôt satisfaits » et de 26 % à 30 % chez les « très satisfaits ».

La coalition présidentielle a bénéficié d'un surcroît de mobilisation des cadres en sa faveur (49 % aux européennes contre 65 % aux législatives), même si cette catégorie a surtout voté pour la gauche, selon Ipsos. Les retraités ont aussi voté davantage pour Ensemble (de 22 % à 29 %). Mais c'est le RN qu'ils ont mis en tête : 31 %.

Quelle leçon en tirer pour le second tour des législatives ? « On observe souvent une augmentation de la participation de quelques points dans les présidentielles ou dans les législatives serrées, rappelle Bruno Jeanbart. Mais, le 7 juillet, certains électeurs à qui l'offre électorale de second tour ne convient pas [avec les multiples désistements] pourraient choisir de s'abstenir. » ■

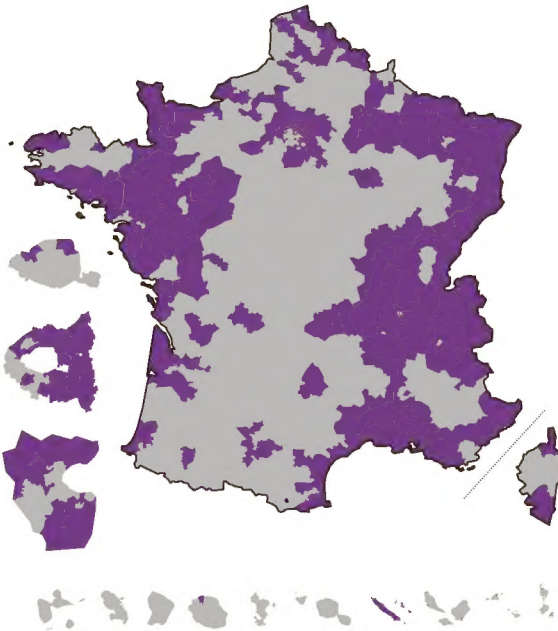
BENOÎT FLOC'H

La participation du 30 juin 2024 par rapport...

... au premier tour des élections législatives 2022

Circonscriptions où la progression de la participation a été supérieure à 19 points par rapport à 2022

Moyenne de la participation en 2022 : 47,51 %
Progression 2022-2024 : + 19,2 points



... par rapport aux élections européennes du 9 juin 2024

Circonscriptions où la progression de la participation a été supérieure à 15 points par rapport à juin 2024

Moyenne de la participation en 2024 : 51,49 %
Progression 9 juin 2024-30 juin 2024 : + 15,2 points



Source : ministère de l'intérieur • Infographie Le Monde

Coût de l'immigration : fausse idée, vrai moteur électoral du RN

Les études démontrent que l'impact de l'immigration est à peu près neutre en matière de finances publiques

Si le Rassemblement national (RN) arrive au pouvoir à l'issue du second tour des élections législatives, ce sera notamment parce qu'il aura fait de l'hostilité à l'immigration un déterminant-clé du vote en sa faveur, un sujet catalyseur des angoisses de certains Français, face à l'insécurité, réelle ou redoutée, face au risque de déclassement social ou au sentiment de tensions identitaires.

Lors de la campagne des législatives, comme lors de celle des européennes, le président du parti d'extrême droite, Jordan Bardella, aura en particulier martelé son souhait de « mettre fin à l'immigration de guichet social ». Dans un entretien à *Ouest France*, le 27 juin, il a redit sa volonté de faire des économies « sur le coût social que représente aujourd'hui l'immigration pour les finances de l'Etat » ; sur France 2, le 11 juin, il avait déjà affirmé que « l'Etat est trop généreux avec des gens qui viennent de l'étranger, qui n'ont jamais travaillé, et qui bénéficient pourtant de prestations sociales ». C'est sur cette conviction d'une immigration qui plombe les finances publiques que le RN défend des mesures de préférence nationale dans l'accès aux prestations sociales, contraires à la Constitution.

Un discours qui imprègne les mentalités. « Une nette majorité de l'opinion rend les immigrés en partie responsables de la situation économique et sociale actuelle du pays », analyse la Commission nationale consultative des droits de l'homme, dans son rapport annuel sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, le 27 juin. Ainsi, 60 % des Français pensent que « de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale », un chiffre en hausse sur deux ans (+ 8 points) et qui atteint un niveau record depuis 2016.

« Immigration = chômage », scandait le Front national (ancien nom du RN) de Jean-Marie Le Pen lors des élections législatives de 1978. Près de cinquante ans plus tard, la rhétorique a changé pour épouser la conjoncture. « Dans un contexte de chômage bas, les tensions se cristallisent sur l'accès aux ressources et au logement, relève Laurence de Nervaux, du think tank Destin commun. Il y a un sentiment de concurrence dans la précarité, en particulier chez certains Français, les retraités modestes, les mères célibataires et les travailleurs précaires. »

IMPACT RELATIVEMENT NEUTRE

Le RN flatte à l'envi cette idée, alors qu'elle ne repose sur aucune réalité. « Ce n'est pas la baisse de l'immigration qui va rétablir l'équilibre des comptes publics, prévient Jean-Christophe Dumont, chef de la division des migrations internationales à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). C'est une idée fallacieuse car l'immigration n'est ni la cause du déficit ni la solution à ce déficit. » Une étude menée par l'OCDE sur l'impact budgétaire de l'immigration de 2006 à 2018 a démontré que « si on regarde toutes les dépenses publiques, la contribution budgétaire nette totale des immigrés oscille entre -1 % et +1 % du produit intérieur brut », souligne-

t-il. L'impact de l'immigration est donc relativement neutre. Un constat corroboré par une étude intitulée « L'impact budgétaire de trente ans d'immigration en France », publiée en 2022 par le Centre d'études prospectives et d'informations internationales, un centre de recherche en économie internationale rattaché au premier ministre. « L'impact de l'immigration est proche de zéro, entre 1979 et 2011, sauf pour 2011 où on observe un impact négatif consécutif à la crise de 2008 car les travailleurs immigrés ont été les premiers et les plus affectés sur le marché du travail », affirme Lionel Ragot, et des coauteurs et professeur à l'université Paris-Nanterre.

Pour adopter une approche comptable, le calcul de la contribution nette a consisté, dans ces études, à faire la différence entre les recettes (impôt sur le revenu, TVA, cotisations sociales, CSG...) et les dépenses publiques (allocations de chômage et familiales, aides au logement, retraites, santé, éducation...). D'après l'OCDE, pour 1 euro perçu, les immigrés ont contribué en moyenne à 0,88 euro. « Ils reçoivent plus qu'ils ne contribuent mais c'est aussi vrai pour les natifs, qui, pour 1 euro de dépense publique, ont contribué à hauteur de 0,93 euro », insiste M. Dumont. Cette différence de contribution entre natifs et immigrés s'explique par des taux d'emploi inférieurs et des taux de pauvreté supérieurs chez les immigrés mais pas par le fait qu'ils recevraient plus de prestations individuelles », développe M. Dumont, selon lequel si la France souhaite améliorer le niveau de contribution des immigrés, elle doit investir dans des politiques publiques d'intégration. En 2021, selon l'Insee, 38 % des immigrés n'avaient aucun diplôme, contre 16 % des non-immigrés.

Reste que les immigrés, en moyenne, perçoivent moins d'argent public que les natifs. Selon

Un serveur sri-lankais, qui travaille dans le même restaurant depuis dix-sept ans, à Paris, le 27 juin.

LAURENCE GEAI/MYOP
POUR « LE MONDE »



l'OCDE, pour 1 euro perçu par un natif, l'immigré perçoit 0,94 euro. Une situation tout à fait comparable à d'autres pays, tels que le Canada (0,95 euro), les Pays-Bas (0,94 euro) ou l'Allemagne (0,93 euro), et de quoi battre en brèche l'image d'une France « guichet social ». Cette évaluation globale recèle des disparités selon le type de dépenses publiques. Le rapport de l'OCDE établit que « les dépenses par habitant consacrées aux personnes nées à l'étranger sont plus faibles dans des domaines tels que les pensions de vieillesse et de réversion, la maladie et l'invalidité, l'éducation et la santé ». Par contre, celles consacrées à la famille et aux enfants, au chômage, à l'exclusion sociale et au logement sont en moyenne plus importantes.

Cette neutralité de la population immigrée sur les finances publi-

ques provient, en fait, de sa composition par âge, « concentrée sur les âges actifs, entre 20 et 60 ans, des âges où la contribution nette est positive », souligne M. Ragot.

CRÉATION DE « RICHESSE »

Pour rassurer le monde économique, M. Bardella a déclaré, le 25 juin sur TF1, croire à « l'immigration de croissance ». Il a même chiffré à « 10 000 entrées légales par an » le flux souhaitable, tandis que la France a délivré 323 260 premiers titres de séjour en 2023. Le volume avancé par le RN est déconnecté des réalités, à commencer par celle du droit (à une vie familiale, à l'asile), mais aussi des besoins de l'économie.

« Les Français sont en train de se tirer une balle dans le pied. Ils ne comprennent pas que l'économie n'est pas un gâteau à taille fixe, mais un système dynamique en

croissance. Chaque année, on innove et on produit davantage », dit Emmanuelle Auriol, professeure à l'Ecole d'économie de Toulouse (TSE) et coautrice d'une note du Conseil d'analyse économique intitulée « L'immigration qualifiée : un visa pour la croissance ».

Qu'elle comble les besoins de main-d'œuvre sur les métiers en tension de la restauration, des services à la personne, du bâtiment ou qu'elle soit hautement qualifiée et contribue à l'innovation, à la création d'entreprises et aux exportations, « l'immigration économique crée de manière certaine de la richesse », insiste M^{me} Auriol. Quand vous recevez des gens, ils consomment et ils augmentent la force de travail. Si vous enlevez des travailleurs immigrés dont la France a besoin, vous aurez une récession économique. » ■

JULIA PASCUAL

Logement social et immigrés : les contre-vérités de l'extrême droite

Les travaux scientifiques montrent que les immigrés souffrent de discriminations dans l'accès au logement, y compris social

Donner la priorité aux Français pour l'accès au logement social, afin de contrer la « préférence étrangère » qui y serait actuellement pratiquée : c'est ce que défend le Rassemblement national (RN). Son président, Jordan Bardella, l'a notamment évoqué le 7 mai sur France Inter, en prenant pour argument qu'« un tiers des immigrés, selon l'Insee, occupe actuellement un HLM ». « Parler de préférence étrangère constitue un renversement complet de la réalité », énonce Valérie Sala Pala, enseignante-chercheuse à l'université Jean-Monnet, à Saint-Etienne, spécialiste des politiques urbaines : « Les travaux scientifiques s'accordent à constater des discriminations ethno-raciales dans l'accès au logement, privé et social. »

Jordan Bardella cite des chiffres de l'Insee collectés en 2019-2020,

indiquant que 35 % des immigrés de 18 à 59 ans vivent dans un logement social ou intermédiaire (obtenu via l'employeur, par le 1 % logement), sachant qu'une partie des immigrés – nés à l'étranger de parents étrangers – ont acquis la nationalité française. Si les immigrés vivent plus en logement social que l'ensemble de la population (35 % contre 16 %), c'est parce qu'ils y postulent bien plus largement : selon l'« enquête sur l'accès aux droits » réalisée en 2016 par le Défenseur des droits, 46 % des sondés immigrés ayant cherché un logement dans les cinq années précédentes s'étaient orientés vers le logement social, contre 25 % pour l'ensemble de la population.

Et s'ils y candidaient autant, c'est parce qu'ils sont 32 % à faire partie d'un ménage propriétaire de son logement (quand c'est le cas de 53 % de la population), et parce

qu'ils ont plus de difficultés à se loger dans le parc privé, dont les loyers sont plus chers et où les discriminations sont marquées. Lors d'un testing réalisé en 2016 par des chercheurs rattachés au CNRS, 25 000 messages demandant à des propriétaires ou à des agences immobilières des informations sur des logements à louer ont été envoyés. Les profils des candidats fictifs étaient identiques, hormis leurs noms. Mohamed Chettouh a reçu 26,7 % de réponses en moins que Sébastien Petit.

« Discriminations systémiques »

Un autre testing, mené en 2022 pour la Fondation Abbé Pierre auprès de 1875 guichets d'enregistrement des demandes de logement social, a montré qu'une simple demande de renseignements émanant d'une candidate au nom évoquant une ori-

gine africaine avait reçu 9,8 % de réponses en moins que celle présumée d'origine française. Valérie Sala Para donne aussi l'exemple d'une étude parue en 2012 dans *La Revue économique* montrant que, « toutes choses égales par ailleurs ou presque, la durée moyenne d'accès à un logement social est plus longue pour les ménages d'origine non européenne que pour les ménages d'origine européenne ».

Ses travaux de terrain montrent que le logement social, malgré sa vocation à accueillir ceux qui ont du mal à se loger, « est le lieu de discriminations systémiques, coproduites par les maires et les bailleurs sociaux, du fait de l'opacité et des marges de manœuvre lors de la présélection des candidats en amont des commissions d'attribution, y compris parce que le cadre législatif appelle à favoriser la mixité sociale ». Autre constat,

selon l'enseignante-chercheuse : « L'arrivée de personnes racisées est limitée dans les résidences attractives, tandis qu'elle sera favorisée dans des résidences à la mauvaise réputation, pour éviter d'y avoir des logements vacants. »

Le parti d'extrême droite veut donc diminuer l'accès au logement social de ceux qui ont déjà moins de facilité à y entrer, et qui sont, finalement, moins bien logés : les immigrés sont 26 % à vivre dans un logement suroccupé, contre 12 % de la population générale. Le RN, s'il arrive au pouvoir, compte-t-il d'emblée mettre en œuvre sa « priorité nationale » pour l'attribution des HLM ? Jordan Bardella a reconnu, le 18 juin, repousser cet objectif à une éventuelle victoire lors de l'élection présidentielle de 2027, car il impose de réviser la Constitution. « Le Conseil constitutionnel a re-

connu que les étrangers ne pouvaient être privés d'un droit fondamental. Le droit au logement étant un droit fondamental, ils ne pourraient en être privés », confirme Charlotte Girard, chercheuse au Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux à l'université de Nanterre.

Il n'est en revanche pas exclu que le RN puisse fixer aux étrangers des délais pour obtenir des aides au logement : le Conseil constitutionnel a jugé, en avril, « disproportionnés » les cinq ans de résidence ou trente mois d'activité professionnelle pour l'accès aux aides sociales que les parlementaires Les Républicains préconisaient dans leur projet de référendum d'initiative partagée, mais il ne s'est pas opposé, sur le principe, à des conditions de durée de résidence ou d'activité. ■

CLAIRE ANÉ



« Moi, je n'ai jamais connu le RSA, j'ai toujours travaillé »

Des salariés ou entrepreneurs, évoluant dans différents secteurs, disent leur crainte d'une possible arrivée au pouvoir du RN

TÉMOIGNAGES

Ce matin, Sadia Salaouandji a accompagné un homme de 93 ans à l'hôpital. Elle sait que sa présence auprès de lui, comme assistante de vie, est essentielle. Elle le dit, d'ailleurs : « Nous, les immigrés, nous sommes une pièce maîtresse dans beaucoup de domaines. » Cette Franco-Algérienne de 56 ans est arrivée en région parisienne en 2006 « pour avoir une vie meilleure ». Naturalisée en 2019, elle souffre d'entendre les débats qui animent la campagne des législatives. « La montée du Front national [ex-nom du Rassemblement national, RN], qui est un parti raciste et xénophobe, ça fait un peu mal », dit-elle, pudique.

Alors que l'extrême droite dénonce le « coût de l'immigration » et la transformation de la France en « guichet social », Sadia Salaouandji rétorque qu'elle, « n'[a] jamais connu le RSA [revenu de solidarité active]. J'ai toujours travaillé. Et mon fils, qui a un BTS, ne connaît pas le chômage ». Le président du RN, Jordan Bardella, est selon elle « à côté de la plaque ».

« Il ne connaît pas le réel », abonde Sabrina (qui souhaite rester anonyme), aide-ménagère de 34 ans en région parisienne, arrivée d'Algérie en 2018. « Moi, je paye 23 % de charges sur mes revenus et tous les immigrés que je connais travaillent », explique cette autoentrepreneuse affiliée à la plate-forme de services d'aide à domicile Wecasa. Sabrina veut « avancer », créer son entreprise dans le nettoyage. Elle attend une meilleure situation administrative, car elle n'a pour le moment qu'un récépissé de demande de titre de séjour. Elle trouve la pé-

riode « ultra-stressante ». « Quand je vois ce que les gens pensent [des immigrés], je me demande comment on va rester ».

A rebours du RN et de son hostilité à l'égard de l'immigration, l'économie a un besoin croissant de travailleurs étrangers. La Fédération des particuliers employeurs a chiffré à 800 000 emplois ses besoins d'ici à 2030, auprès de personnes dépendantes ou d'enfants. « Que le chômage soit haut ou bas, qu'on soit en 1970 ou 2020, nous avons toujours eu entre 20 % et 25 % de travailleurs immigrés dans notre secteur », relève Pierre-Olivier Ruchenstain, son directeur général. Une réalité commune à d'autres métiers. Les immigrés représentent déjà plus de 28 % des agents de gardiennage et de sécurité, 27 % des ouvriers non qualifiés du gros œuvre du bâtiment, 22 % des cuisiniers, selon une étude de 2021 de la direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques.

« Le repli sur soi est mortifère »

Mahamadou Gary ne s'y est pas trompé. Ce Malien de 21 ans est venu en France « pour travailler ». « Au Mali, j'étais au village, il n'y a pas de métier là-bas. » Arrivé en 2018, mineur, il a été pris en charge par l'aide sociale à l'enfance dans les Pyrénées-Atlantiques. Désormais, il est en CDI dans une entreprise de peinture en bâtiment, à Bayonne.

« Si le RN passe, ce sera une catastrophe. Le repli sur soi est mortifère pour une société et son économie », met en garde Francis Levy, secrétaire général de la Fédération française des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification, qui regroupe 8500 en-

treprises dans des métiers de main-d'œuvre. Mateo Montenegro est chercheur à l'Ecole d'économie de Toulouse, il n'a donc rien contre les approches mathématiques mais, en matière d'immigration, il a du mal à s'y limiter. « Je ne sais pas dire ce que je dois à la France et, dans le champ académique, les bénéfices sont difficiles à quantifier, mais je sais que la diversité apporte beaucoup à la recherche et ce serait une erreur terrible de revenir dessus », affirme ce Colombien de 35 ans, qui rappelle que les immigrés ont une appétence pour le risque, ce qui en fait de bons innovateurs et entrepreneurs.

Layal Khatib était professeure d'arabe en Syrie. Avec le soutien de l'ONG Singa, elle a développé son activité de traiteur. « A mon arrivée en France, en 2016, c'était difficile de trouver du travail parce que je parlais mal la langue et que je suis voilée », se souvient cette réfugiée de 38 ans. « Pour ne pas rester chez moi, j'ai commencé à cuisiner et, dès 2017, on a ouvert notre premier food truck à Lyon avec mes parents et mes frères. » Elle cherche dorénavant un restaurant à racheter.

Carlos Arbelaz n'était pas davantage prédestiné au business. Mais ce juriste de 37 ans, qui était menacé en Colombie, emploie cinq salariés, au sein de Plural, coffee shop, école de baristas et marque de café, à Paris. « J'ai rem-boursé largement ce que l'Etat a dépensé pour moi comme demandeur d'asile », dit-il. Naturalisé en juin, il a voté pour la première fois lors des législatives – pour le Nouveau Front populaire. « Dans mon pays, j'ai connu l'extrême droite. Je sais que le plus dur, c'est de la faire sortir du pouvoir. » ■

JULIA PASCUAL

Le RN dans l'embarras après les propos racistes d'un candidat

Daniel Grenon, qui se présente dans l'Yonne, juge que les Français d'origine maghrébine ne doivent pas accéder aux postes ministériels

**CONTACTÉE,
LA RÉDACTION
DE « L'YONNE
RÉPUBLICAINE »
CONFIRME
LES PROPOS TENUS
PAR DANIEL GRENON**

Le Rassemblement national (RN) se passerait bien d'un nouvel écart sur les binationaux. Tandis que Jordan Bardella se dépeint en représentant d'un « vrai front républicain » dans *Le Figaro*, mardi 2 juillet, c'est une tout autre tonalité que les fidèles de *L'Yonne républicaine* ont découverte, à la lecture du compte rendu du débat ayant opposé, la veille au siège du journal à Auxerre, le candidat du RN Daniel Grenon, arrivé en tête lors du premier tour des législatives avec 40,4 % des voix, et l'écologiste Florence Loury, candidate du Nouveau Front populaire. Tous deux s'affronteront en duel dans la 1^{re} circonscription de l'Yonne, lors du second tour, dimanche 7 juillet.

Selon le quotidien créé à la Libération, Daniel Grenon a défendu la promesse de Jordan Bardella d'exclure des postes stratégiques de l'Etat les Français binationaux. Avant d'ajouter : « Des Maghrébins sont arrivés au pouvoir en 2016, ces gens-là n'ont pas leur place dans les hauts lieux. » Une petite ligne ouvertement raciste et discriminatoire, qui a fait bondir l'ancien député (Les Républicains, LR) Guillaume Larrivé, battu par le RN sur ces terres de l'Yonne en 2022, et le ministre de la justice, Eric Dupond-Moretti, prompt à dénoncer le « racisme du Front national ». « Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas », a-t-il alerté sur X.

« Choses dangereuses »

Cette entorse aux principes de la République intervient quelques jours après que le député (RN) sortant de Loir-et-Cher Roger Chudeau, a braqué les projecteurs sur la mesure que le parti de Marine Le Pen tâchait de faire oublier. Jeudi 27 juin, cet ancien inspecteur de l'éducation avait affirmé sur BFM-TV que les membres du gouvernement ne pouvaient être binationaux, en visant l'ex-ministre de l'éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem – elle est franco-marocaine. « Les postes ministériels doivent être détenus par des Franco-Français, point final », avait-il asséné, en supputant « un problème de double loyauté ».

La sortie avait suscité de vives condamnations, dont celle de la principale intéressée, laquelle dénonce des propos « absolument insupportables » envoyant « un message simple à tous nos compatriotes d'origine étrangère qui est qu'on ne peut pas leur faire confiance ». Et elle avait poussé Marine Le Pen à recadrer son « M. Education », jusqu'à laisser planer son renvoi devant la commission des conflits du parti d'extrême droite, avant qu'il n'arrive en tête dimanche dans sa circonscription (49,7 % des voix). Le soir même, à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), interrogée sur sa mesure visant les binationaux, elle

**LE RN JEAN-PHILIPPE
TANGUY A FAIT
AUSSITÔT PARVENIR
UN MESSAGE AU NOM
DE DANIEL GRENON,
AFIN DE RECTIFIER
UNE CITATION
« ERRONÉE »
ET « DÉFORMÉE »**

France, mais dans les hauts lieux, je ne pense pas. On a besoin de protéger la France. »

« Dans le binational, il y a des choses dangereuses », affirme-t-il encore, en des termes qui renouent avec l'hostilité historique du parti de Jean-Marie Le Pen contre les Français dotés de deux passeports. « Je ne suis pas du tout un raciste, j'ai peut-être confondu un mot, se défend Daniel Grenon. C'est la gauche qui m'attaque, qui fout le bazar. »

Champ « caduc »

Mardi soir, Mani Cambefort, le chef de file des socialistes dans l'Yonne, a annoncé avoir saisi le procureur de la République après les propos de Daniel Grenon. « Ces propos sont clairement racistes, ils tombent sous le coup de la loi, a-t-il écrit sur son compte X. Nous ne laisserons rien passer. Jamais. La République ne reconnaît que des Français, tous égaux. »

Jusqu'en 2022, Marine Le Pen a toujours défendu l'abrogation de la binationalité, avant de l'abandonner après un déjeuner confidentiel avec l'essayiste Rachel Khan, à l'identité « afro-yiddish ». En janvier, le RN avait déposé une proposition de loi pour graver dans la Constitution la possibilité d'exclure les binationaux de toutes les administrations et entreprises publiques... jusqu'à l'actuelle campagne législative. Le 25 juin, Jean-Philippe Tanguy a décrété ce champ très large « caduc » sur France Inter, tout en assumant de traiter différemment les Français dotés de deux nationalités, au nom d'un soupçon de « double allégeance », un marqueur puissant de l'extrême droite. ■

IVANNE TRIPPENBACH



Musclez votre mémoire ! Cultivez vos connaissances à travers quatre-vingts ans d'archives du Monde. Répondez aux questions d'histoire, de sciences, surfez sur la Nouvelle Vague, partez sur les chemins de randonnée.

300 QUESTIONS DE CULTURE GÉNÉRALE - SAISON 3

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 8,95 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Les indépendantistes kanak à l'isolement dans l'Hexagone

« Le Monde » a pu rendre visite à Christian Tein, accusé d'avoir organisé les émeutes en Nouvelle-Calédonie, incarcéré à la prison de Mulhouse

MULHOUSE - envoyée spéciale

Au fond du couloir au mur jaune vif, derrière la dernière porte du quartier d'isolement du centre pénitentiaire de Mulhouse-Lutterbach (Haut-Rhin), la cellule de Christian Tein porte le numéro 12. Au calme. A l'écart d'un détenu atteint de troubles psychiatriques, précise la direction.

Le chef de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) est arrivé dans l'Hexagone le 24 juin, en détention provisoire, comme six autres indépendantistes kanak. Tous sont mis en examen dans une procédure de criminalité organisée pour avoir planifié les violentes émeutes à partir du 13 mai en Nouvelle-Calédonie, qui ont fait neuf morts à ce jour. Incarcéré sans pécule ni valise, Christian Tein a touché l'aide d'urgence de 30 euros. Il n'a pu parler brièvement qu'une fois à son avocat à Nouméa. Mercredi 3 juillet, ce dernier devait plaider sans illusion contre l'éloignement décidé par la justice.

Le Monde a pu rendre visite à Christian Tein, lundi 1^{er} juillet, comme l'autorise la loi dans le cadre d'une visite impromptue de parlementaires, avec les sénateurs écologistes Jacques Fernique (Bas-Rhin) et Anne Souyris (Paris). Deux autres sénateurs écologistes – Thomas Dossus et Raymonde Poncet Monge, élus du Rhône – ont rendu visite, le même jour, à deux figures indépendantistes, elles aussi incarcérées : Brenda Wanabo, responsable de la communication de la CCAT et animatrice de

la radio kanak Djiido, à la maison d'arrêt pour femmes de Dijon ; et Frédérique Muliava, cheffe de cabinet du président du Congrès de Nouvelle-Calédonie, dans celle de Riom (Puy-de-Dôme).

Quelques vêtements sur l'étagère proche de la porte. Des boîtes de lait écrémé, des bouteilles d'eau minérale et un gâteau breton industriel dans le coin kitchenette. Une Bible que lui a apportée l'aumônier le jour même et le *Journal d'un amour perdu* (A vue d'œil, 2019), d'Eric-Emmanuel Schmitt, tiré de la bibliothèque de la prison... Christian Tein semble s'être laissé convaincre que la mesure d'isolement, décision de l'administration pénitentiaire, valait mieux qu'une cohabitation dans la maison d'arrêt surpeuplée.

« Une atmosphère de punition »
« On m'avait dit que les cellules, à trois, étaient surchargées. J'ai besoin de me poser. Et il faut un peu d'apaisement de part et d'autre. C'est hypermédiatisé tout ça », a expliqué le quinquagénaire lors d'un échange auquel a assisté Laure Haccoun, la directrice adjointe de ce centre pénitentiaire flambant neuf. *« L'isolement a pour fonction de préserver d'abord la sécurité des personnes »* arrivantes, justifie cette dernière.

Samedi, une centaine de personnes ont manifesté devant l'établissement. Accusé par le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, de diriger *« une organisation mafieuse »*, Christian Tein se définit comme *« un prisonnier politique »*.

Il attend que *« les choses s'apaisent en Nouvelle-Calédonie »*, affir-

ACCUSÉ DE DIRIGER
UNE « ORGANISATION
MAFIEUSE »,
CHRISTIAN TEIN
SE DÉFINIT COMME
UN « PRISONNIER
POLITIQUE »

mant : *« Je défendrai mon pays jusqu'au bout. Il faudra malgré tout qu'on se mette autour de la table et que chacun y mette du sien. Que le premier ministre soit demain Marine Le Pen, Jordan Bardella ou venu de la gauche, ce sera pareil. »*

Le chef de la CCAT, par ailleurs toujours commissaire général de l'Union calédonienne (UC), le principal parti du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), salue la bienveillance du personnel pénitentiaire. *« Il m'a permis de mieux m'installer. »* Mais l'éloignement pèse lourd. Le mis en examen espère parler à sa compagne qui s'apprête à venir *« en France »*, mais n'a pas d'autorisation de visite du juge d'instruction. *« Elle est hors de nos sujets politiques »*, se convainc-t-il.

A Dijon, Brenda Wanabo a décrit au sénateur Thomas Dossus le voyage depuis Nouméa : entourée de trois membres des forces de l'ordre, elle est restée menottée comme les autres durant les trente heures du vol militaire qui l'a amenée, le 23 juin, vers les bases de l'armée de l'air d'Orléans, puis d'Istres (Bouches-du-Rhône). Elle

a eu interdiction de parler à Frédérique Muliava au cours du trajet.

Les conditions matérielles de sa détention sont correctes, indique au Monde le parlementaire. Mais, à l'isolement, *« elle ne comprend pas ce qu'elle fait ici. A quel point est-elle dangereuse pour être éloignée ainsi ? La décision lui semble très politique »*, relate le sénateur. *« Je l'ai trouvée déprimée et complètement déracinée. Ce qui la stresse le plus est qu'elle n'a pas pu entrer en contact avec ses trois enfants de 4, 8 et 13 ans. »*

A Riom, Frédérique Muliava est également détenue dans les conditions d'une prison moderne, souligne la sénatrice Raymonde Poncet Monge. Le personnel est attentionné, confirme la détenue qui a pu emmener ses livres. Mais la première promenade au quartier d'isolement, dans la cour en forme de cage sans banc, fut une épreuve que M^{me} Muliava a demandé d'écourter aussitôt.

« L'isolement est pour elle une torture, une angoisse pour les jours à venir. Elle n'a pas pu joindre ses enfants, ni ses avocats, depuis huit jours », raconte l'élue écologiste. Lundi, cette dernière est arrivée en même temps qu'un avocat venu de Nouméa. *« Pouvoir parler, enfin, fut un véritable soulagement pour elle. La première règle de droit doit être de maintenir les liens familiaux. On veut que les Calédoniens restent français, mais pour eux, la loi s'applique différemment »*, regrette M^{me} Poncet Monge. *« On les place dans une atmosphère de punition et d'intimidation »*, juge-t-elle. ■

NATHALIE GUIBERT

L'ancrage du RN aux Antilles se confirme

Le parti d'extrême droite accède au second tour dans trois des huit circonscriptions de Guadeloupe et de Martinique

FORT-DE-FRANCE - correspondant

C'est une situation inédite aux Antilles : le Rassemblement national (RN) sera présent au second tour des élections législatives dans trois des huit circonscriptions de Guadeloupe et de Martinique. Dans les trois cas de figure, les prétendants investis par le parti de Jordan Bardella, distancés au premier tour par les députés sortants, ne font certes pas figure de favoris, mais un tel résultat confirme l'ancrage progressif du RN dans le paysage politique antillais.

Le 29 juin – jour de vote anticipé dans les circonscriptions des Antilles –, le parti lepéniste a triplé son score de 2022 dans les quatre circonscriptions de Martinique, et frôlé la barre des 10 %. Ce résultat, bien en deçà de la moyenne nationale, mais inouï lors d'un scrutin local dans l'île, a permis à Grégory Roy-Larenty, un novice en politique de 32 ans, de se qualifier pour le scrutin du 6 juillet face à Jean-Philippe Nilor qui, sous la bannière du Nouveau Front populaire (NFP), brigue un quatrième mandat de député dans la 4^e circonscription.

« Il s'agit d'une première historique », constate Justin Daniel, professeur de science politique à l'université des Antilles : jamais un candidat lepéniste ne s'était hissé à ce niveau dans cette île historiquement très ancrée à gauche. Longtemps indésirable en Martinique, le parti d'extrême droite a investi ses premiers candidats dans l'île lors des élections législatives de 2012. *« Un palier a été franchi »*, juge le politologue martiniquais.

Dans la 3^e circonscription de Guadeloupe, l'accession de Rody Tolassy au second tour ne laissait, certes, guère de doute. Et pour cause : déjà, lors du scrutin de 2022, le délégué départemental du RN avait mis en ballottage défavorable le député sortant, Max Mathiasin (membre du groupe Liberté, indépendants, outre-mer et territoires, LIOT).

Il s'était ensuite incliné de justesse au second tour, avec 47,9 % des voix, établissant au passage un record pour un candidat de sa formation aux Antilles. Les élections européennes des 8 et 9 juin avaient, du reste, confirmé la progression du parti d'extrême droite dans ce département : la liste de Jordan Bardella y a recueilli 30,1 % des suffrages exprimés, lors de ce scrutin qui a vu M. Tolassy remporter un siège de député européen.

Dès lors, *« avec tous les signaux au vert, il aurait dû arriver en tête »*, commente la journaliste et documentariste Barbara Olivier-Zandronis. La mobilisation des élus de la circonscription pour barrer la route au tribun du RN a peut-être produit un effet : le député sortant distance son adversaire de 3 000 voix. *« Avec les*

À LA GUADELOUPE,
LE VOTE RN A ÉTÉ
NOURRI PAR LE REJET
DE LA POLITIQUE
D'EMMANUEL
MACRON, SELON
L'UNIVERSITAIRE
DIDIER DESTOUCHES

LONGTEMPS
INDÉSIRABLE EN
MARTINIQUE, LE RN
A TRIPLÉ SON SCORE
DE 2022 DANS
LES QUATRE
CIRCONSCRIPTIONS,
FRÔLANT LES 10 %

appels lancés par plusieurs maires, l'écart aurait dû être plus important », nuance la journaliste. Dans son fief de Sainte-Rose, Rody Tolassy est *« populaire »*, poursuit M^{me} Olivier-Zandronis, qui évoque la capacité de ce candidat à *« adapter les éléments de langage du RN à la psyché et à la sociologie guadeloupéennes »*.

En revanche, dans la 2^e circonscription, l'accession du candidat du RN au second tour a créé la surprise. Avec 17,3 % des suffrages exprimés le 29 juin, Laurent Petit est, certes, largement distancé par le député sortant, Christian Baptiste, soutenu par le NFP, mais ce candidat malheureux aux élections municipales de 2014 dans sa commune de Saint-François a creusé l'écart avec ses douze autres rivaux. *« Il n'est connu que dans sa commune »*, s'étonne la journaliste. Ce résultat inattendu est une nouvelle preuve, à ses yeux, de cette tendance de fond.

« Pas irréversible »
« Il y a eu une confirmation de la progression du vote RN », abonde Didier Destouches, maître de conférences en histoire du droit à l'université des Antilles, qui évoque *« une sorte de vote communautaire qui ne dit pas son nom »* en Guadeloupe, notamment dans *« les communes balnéaires »* de cet archipel, où vivent de nombreux Français originaires de l'Hexagone et de nombreux Guadeloupéens d'ascendance indienne.

Toutefois, aux yeux de cet enseignant-chercheur, ce vote RN s'est démocratisé au sein de l'ensemble de l'électorat guadeloupéen grâce à la popularité de trois thèmes fréquemment abordés par le parti de Jordan Bardella et par ses relais locaux : le *« localisme »* – avec son corollaire, la souveraineté alimentaire –, l'immigration et l'insécurité. *« Le vote RN se structure, en Guadeloupe, autour de ces trois éléments »*, analyse M. Destouches. Selon lui, ce vote a, en outre, été nourri par le rejet de la politique du président Emmanuel Macron. Mais *« la contestation devient adhésion à moyen terme »*, tempère l'universitaire.

Dans l'île sœur également, *« on ne peut plus se contenter de l'explication d'un vote protestataire »*, estime Justin Daniel. Outre les thématiques chères au RN qui trouvent un écho favorable, telles que le pouvoir d'achat, le parti *« prospère sur l'affaiblissement des structures partisans »* en Martinique, sur la fragmentation du paysage politique, caractérisé par des *« coalitions éphémères »*, analyse le politologue.

Toutefois, *« la percée du RN en Martinique n'est pas irréversible »*, souligne M. Daniel, qui appelle notamment les acteurs de la vie publique à *« être plus attentifs aux demandes de la population, notamment en matière de services publics »*. ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

En outre-mer, la poussée encore contenue, mais réussie, du Rassemblement national

Le parti compte onze candidats au-dessus du seuil de qualification pour le second tour

SAINT-DENIS (LA RÉUNION) - correspondant

En outre-mer, le vote Rassemblement national (RN) a-t-il muté ? Il semblait jusqu'ici plutôt réservé aux scrutins présidentiel et européen, qui, depuis 2017 notamment, ont favorisé une expression de colère très forte. Dans des territoires marqués par un sentiment d'abandon du pouvoir central et, plus récemment, par un rejet épidermique d'Emmanuel Macron, le vote protestataire trouvait dans ce cadre sa pleine expression. Le parti de Marine Le Pen, identifié comme raciste, a toujours manqué d'ancrage local, particulièrement aux Antilles.

Mais, pour le premier tour des législatives, il a présenté des candidats dans vingt-cinq circonscriptions sur vingt-sept. Et le scrutin pourrait marquer un tournant vers une logique de choix plus local, avec l'émergence d'une génération de candidats. Cette année, onze d'entre eux se situent au-dessus du seuil de qualification pour le second tour, du jamais-vu. La gauche (aux Antilles, en Guyane et à La Réunion) continue de bénéficier d'une forte prime aux sortants. A l'issue du premier tour, le 30 juin, la poussée

du RN demeure contenue. Elle n'en reste pas moins réussie.

Son score à La Réunion a créé la surprise : tous ses candidats se sont qualifiés au second tour, dans les sept circonscriptions de l'île. C'est une première dans un scrutin, avec des figures locales qui attirent en moyenne 25 % des voix, y compris les candidats inconnus. Aux législatives de 2022, le meilleur avait réalisé un score de 13 %.

Electeurs « fâchés »
La députée sortante Nathalie Bassire, dissidente du parti Les Républicains (LR), qui siégeait au groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires, n'a pas donné de consignes de vote pour le second tour, le 7 juillet. La seule élue réunionnaise de droite au Palais-Bourbon dit *« maîtriser difficilement la colère des gens »*. *« Beaucoup d'électeurs sont fâchés. Ils disent que le gouvernement ne les écoute pas ou : "On a eu la gauche, on a eu la droite, il faut essayer autre chose" »*, rapporte-t-elle.

En février et en mars, deux personnalités de la droite locale, Jean-Jacques Morel, conseiller régional, et Jean-Luc Poudroux, ancien député LR et président du département, se sont ralliés au RN, à Saint-Denis et dans l'Ouest. Dans les

hauts de l'île, où le parti d'extrême droite réalise ses scores les plus élevés, l'ancien délégué départemental Joseph Rivière, personnalité peu connue, peut gagner dans la troisième circonscription.

La particularité de cette circonscription est que l'ancien candidat RN, Didier Hoareau, qui n'a pas été investi par son parti, s'est présenté malgré tout sous l'étiquette « RN ! », pour « Réveillons-nous ! »

A Mayotte, la grave crise sociale et migratoire de 2023 a pesé. Sur ce territoire acquis à la droite, le RN qualifie pour la première fois une candidate dans la deuxième circonscription, Anchya Bamana, qui s'est placée en tête pour le deuxième tour avec 35,4 % des voix face au LR Mansour Kamar-dine (27,8 %). Celui-ci a reçu des soutiens de poids, le maire (LR) de Mamoudzou, Ambdilwahedou Soumaila, le sénateur Thani Mohamed Soilihi (Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants) ou le président du conseil départemental, Ben Issa Ousseni. Mais le candidat divers centre qui est arrivé en troisième position (15,90 %), Soula Saïd Souffou, soutient M^{me} Bamana.

A la Guadeloupe, les quatre candidats RN de 2024 ont réalisé en moyenne 5 points de plus que leurs prédécesseurs, même si

Rody Tolassy, tout juste élu avec succès député européen, peut juger ses 25,9 % décevants. A la Martinique, les scores de 2022, entre 2 % et 4 %, passent ou frôlent la barre des 10 % dans les quatre circonscriptions.

En Guyane, progression similaire dans la première circonscription : le candidat du RN, Jérôme Harbourg, avait atteint 5,4 % en 2022, Olivier Taoumi passe à 9,3 % avec son étiquette LR-RN. Enfin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, la parachutée Patricia Chagnon dépasse 10 % d'emblée, là où le dernier candidat désigné, en 2017, avait réalisé 1 %.

« Nous avons réalisé un gros travail pour reconstruire les fédérations territoire par territoire et avons eu des ralliements de poids », analyse André Rougé, délégué à l'outre-mer du RN. Selon lui, la promesse martelée depuis 2017 par Marine Le Pen de créer un ministère d'Etat pour l'outre-mer et son domaine maritime, son discours sur l'immigration et la sécurité sont entendus. Et si le parti confirme son début d'implantation, *« il sera en mesure de présenter des candidats locaux pour les prochaines échéances régionales, municipales et départementales »*. ■

NATHALIE GUIBERT (À PARIS)
ET JÉRÔME TALPIN



La tentation de l'entre-soi, un vecteur de la crise politique ?

QUESTIONS DE CAMPAGNE Au cœur de la vie des Français, la ségrégation résidentielle et scolaire est choisie par les plus aisés, subie par les autres

Des inégalités sociales qui traversent la France, il n'est que peu, voire pas question dans les débats qui scandent la campagne législative, dominée par la problématique du pouvoir d'achat. Le sujet n'apparaît pas non plus dans la liste des thèmes que les enquêtes d'opinion placent en tête des déterminants des choix électoraux. Pourtant, « la crise de confiance française est très fortement corrélée avec le sentiment de ne pas vivre dans une société tenant sa promesse d'égalité », analyse le chercheur Bruno Cautrès dans l'édition 2024 du baromètre de la confiance politique

du centre de recherches politiques de Sciences po (Cevipof). Difficile de savoir dans quelle mesure et dans quel sens ce ressenti oriente les comportements électoraux. Mais il caractérise une partie de l'électorat, notamment de ceux qui donnent leur voix au Rassemblement national (RN). « Durant mon enquête, le sentiment d'injustice était très présent », expose Félicien Faury, auteur de *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite* (Seuil, 240 pages, 21,50 euros). Des préoccupations qui, selon son analyse, menée dans le sud-est de la France, portent « principalement sur les ques-

tions fiscales, résidentielles et scolaires », alimentées par l'impression que « tout un ensemble de ressources – des environnements résidentiels paisibles, des services publics de qualité, des écoles de bon niveau... – sont devenues rares, avec une vive compétition entre groupes sociaux pour y avoir accès ». Le politiste évoque l'idée d'un « entre-soi raté » chez beaucoup d'électeurs RN, pris entre une « pression par le haut » des plus aisés et une « pression par le bas des plus modestes ». « Beaucoup ont l'impression que "les quartiers" les "rattrapent" », dans leur environnement résidentiel et scolaire. « Ils souhaiteraient pouvoir habi-

ter ailleurs et s'en éloigner, mais ils n'en ont pas toujours les moyens financiers. Leurs ressources sociales ne sont pas à la hauteur de leurs aspirations ségrégatives », explique-t-il. Cela « crée beaucoup de frustration vis-à-vis des autres groupes sociaux qui vont, eux, bien choisir les quartiers où ils habitent ». « L'accès aux élites est fermé mais le bas de l'échelle sociale semble très ouvert et subit de plein fouet la concurrence avec la mondialisation, dont l'immigration est le symbole. Entre les deux, la mobilité sociale n'est plus assurée comme autrefois », analyse le politiste Luc Rouban, chercheur au Cevipof, auteur des *Racines sociales de la*

**LE POLITISTE
FÉLICIEN FAURY
ÉVOQUE L'IDÉE D'UN
« ENTRE-SOI RATÉ »
CHEZ BEAUCOUP
D'ÉLECTEURS RN**

violence politique (Editions de l'Aube, 192 pages, 18,90 euros). Concernant les écarts de revenus, la France est « au milieu du gué », « ni très égalitaire ni très inégalitaire », selon Louis Maurin, le directeur de l'Observatoire des inégalités. Mais les scènes résidentielle et scolaire, qui sont « au centre de la vie des individus et participent à la construction des sociétés », selon les mots du géographe François Madoré, professeur des universités à Nantes, sont bien le théâtre de phénomènes ségrégatifs, choisis par les uns, subis par les autres, notamment aux deux extrémités de l'échelle sociale.

Classes moyennes en périphérie Sur le plan résidentiel, depuis le début des années 2000, l'augmentation des prix de l'immobilier, bien supérieure à celle du niveau de vie, a changé la répartition des classes sociales sur le territoire, repoussant les classes moyennes en périphérie. Dans le même temps, la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) a imposé aux communes un quota de logements sociaux permettant, grâce à la politique de la ville, de créer, de maintenir ou de développer la mixité sociale. « Les prix de l'immobilier et l'accès plus ou moins large au parc social permettent de filtrer la population », souligne l'économiste Pierre Madec. En 2020, une étude de France Stratégie montrait que la ségrégation résidentielle entre les groupes sociaux était stable depuis une trentaine d'années, mais plus forte parmi les ménages les plus aisés, davantage concentrés dans certains quartiers que les plus précaires. En 2024, une analyse de l'Insee fondée sur les revenus concluait que, « entre 2004 et 2019, les disparités spatiales selon le revenu se sont accentuées dans la plupart des grandes villes » et que « tous les groupes de revenus vivent dans des quartiers de moins en moins mixtes, à l'exception notable des populations les plus modestes ». « On peut avoir l'impression que, dans les grandes villes, les gens cô-

toient plus de personnes d'horizons différents, mais ils peuvent aussi davantage choisir leur mode de vie pour ne pas croiser les gens qui ne leur ressemblent pas », ajoute Jean-Laurent Cassely, auteur, avec Jérôme Fourquet, de *La France sous nos yeux* (Seuil, 2021). Cédric Van Styvendael, maire socialiste de Villeurbanne (Rhône), une ville qui compte 28 % de logements sociaux et où le prix des habitations atteint les 7 000 euros le mètre carré, éprouve ce paradoxe au quotidien. « Faire habiter des gens différents au même endroit est important mais cohabiter ne suffit pas à créer l'expérience de l'autre. Il faut que ça se traduise dans la manière dont on se côtoie, on se parle, on se confronte », juge l'édile, qui observe des différences « dans l'usage de certains lieux culturels ou de loisirs », comme les bars et les restaurants. Comme tous les chercheurs et experts interrogés, il estime cependant que l'essentiel de la cohésion sociale se joue d'abord à l'école. « Si on ne le fait pas à l'école, on reproduit un certain nombre de séparatismes dans la manière de vivre », remarque-t-il. Or « la ségrégation scolaire augmente, notamment du fait d'une différence croissante entre enseignement public et privé, même si toutes les situations ne sont pas homogènes », souligne le sociologue Marco Oberti. Une ségrégation qui évolue indépendamment de celle du parc de logements, du fait des méandres de la carte scolaire et de ses contournements, au sein du public, ou du public vers le privé. « Quand on évite le collège de secteur pour scolariser son enfant ailleurs, tout le reste suit : le péri-scolaire, les activités culturelles, les amitiés... Quand un enfant n'est pas dans le collège de quartier, il n'est pas confronté à la classe d'âge de son quartier, cela favorise les entre-soi », développe Marco Oberti. Si la question de la mixité irrite de nombreuses actions publiques menées par les collectivités territoriales, nombreux sont ceux qui s'étonnent de l'absence quasi totale de cet enjeu dans le débat public national et de la timidité de l'action de l'Etat en la matière. Le sociologue Lorenzo Barrault Stella le résume : « Ce sont des évolutions larvées et qui ont des conséquences difficiles à percevoir, mais c'est une question politique centrale : on parle là ni plus ni moins que de la manière dont on fait société. » ■

**SYLVIE LECHERBONNIER
ET ELÉA POMMIERS**

A Toulouse, les espoirs et les fragilités de la mixité sociale au collège

Depuis la fermeture de l'établissement Raymond-Badiou, les élèves du Mirail sont répartis dans une dizaine d'établissements plus favorisés

TOULOUSE - envoyée spéciale

Au pied des cités du Mirail, à Toulouse, les grilles de l'ancien collège Raymond-Badiou laissent entrevoir de denses herbes hautes courbées par le vent, en ce début du mois de juin. Le collège a été totalement fermé en 2020. Les adolescents du quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) Grand Mirail ne font plus leur scolarité dans cet établissement ghettoisé, où des problèmes de violence avaient cours, mais sont répartis dans une dizaine d'établissements plus favorisés, dont deux neufs. Au petit matin des jours d'école, les adolescents se pressent, sacs sur le dos, pour ne pas rater le bus affrété par le département qui les conduit à leur collège d'affectation. Ce jeudi de juin, Ayoub, Adam, Wael, Tania (les élèves interrogés n'ont pas donné leurs noms) et leurs copains s'assoient dans le fond du car, direction le collège Bellevue. « C'est la routine », confient-ils encore un

peu ensommeillés. Une quarantaine de minutes de trajet les attend pour rejoindre cet établissement construit à flanc de coteau dans un grand parc arboré, où se côtoient désormais fils de chirurgien et d'aide-soignant, filles d'ingénieur et d'ouvrier. Comme eux, près de 1 700 adolescents ont bénéficié du plan mis en place en 2017 par le conseil départemental de Haute-Garonne, socialiste, appuyé par le rectorat, pour favoriser la mixité sociale et scolaire dans les collèges de la ville. L'ambition est à la fois de brasser les populations et d'agir sur les trajectoires des élèves, alors que la France reste l'un des pays où les inégalités de naissance conditionnent le plus les parcours scolaires et où des mécanismes d'entre-soi sont à l'œuvre. Les élèves de 3^e croisés dans le bus puis dans l'établissement racontent des mondes qui se mélangent peu. Si Douaa aime retrouver en ville ses copines des différents quartiers, Tania n'a pas la même expérience. « Certains ont des

grandes maisons, des piscines... Il y a une barrière entre nous », juge la collégienne. Ayoub résume un avis partagé par nombre d'élèves : « On rencontre de nouvelles personnes, mais c'est vrai qu'on ne parle pas des mêmes choses en général, on n'a pas les mêmes loisirs. » Lui, comme d'autres, a pu parfois entendre des « sales Arabes » au cours de sa scolarité. Ayoub ne l'a pas signalé. « C'est comme ça. Cela vient d'une minorité », élude le presque lycéen. **« Cohabitation paisible »** Dans le centre-ville, le principal du collège Pierre-de-Fermat, qui fait également partie du dispositif, parle, lui, de « cohabitation paisible ». « La mixité a pris toute sa place en classe ou dans l'association sportive, relate Patrick Massové. Elle est moins développée en dehors de l'école, pour faire les bouillottes ou fêter les anniversaires. » A la fin du collège, chaque élève du Mirail peut choisir entre le lycée de secteur du collège où il

avait été affecté, plus loin de chez lui. Ayoub n'a pas hésité longtemps, comme la quasi-totalité de ses camarades admis en 2^{de} générale. Il ira au lycée Bellevue : « C'est mieux sur le CV. Les entreprises prennent plus volontiers des jeunes issus de cet établissement », estime l'adolescent. Douaa, qui veut faire médecine, y voit « une chance d'intégrer un lycée avec une bonne réputation ». Globalement, les résultats des collégiens du Mirail se sont améliorés à la faveur d'une scolarité dans un établissement plus apaisé. Si un élève sur deux obtenait le brevet dans les deux collèges ghettoisés qui ont fermé, ils étaient 63 % en 2021, 71 % en 2022 et 65 % en 2023. Les notes aux épreuves écrites sont passées de 6,4/20 avant le plan mixité à 9,2/20 en 2023. Sur la première cohorte, l'académie compte une petite augmentation d'orientation en 2^{de} générale par rapport à avant, une hausse significative en 2^{de} professionnelle, alors que l'orientation en CAP ou le nombre de dé-

crocheurs ont fortement diminué. Dans le même temps, syndicats et rectorat assurent n'avoir constaté aucune fuite supplémentaire vers le privé de la part des familles des établissements d'accueil. En ce mois de juin, le principal du collège Bellevue, Jean-José Piedra, doit néanmoins gérer les désillusions que peut engendrer le dispositif lors des conseils de classe de 3^e. « Le défaut de la qualité d'un projet qui ouvre les perspectives », juge le chef d'établissement dans son bureau. Il essaie ainsi de convaincre une famille que leur fille n'a pas sa place en 2^{de} générale et qu'elle sera plus à l'aise en filière professionnelle. Les parents ne s'y résignent pas. En centre-ville, au lycée Pierre-de-Fermat, qui accueille des élèves issus du plan mixité du collège du même nom, certains dans l'équipe éducative expriment des réticences : « Les écarts de niveau sont tellement énormes entre des enfants qui n'ont pas forcément les conditions pour bien étudier et ceux qui sont biberonnés aux

cours particuliers ! Ce n'est pas facile de compenser. » Les enseignants en sont convaincus : la mixité requiert un accompagnement sur la durée, et seul un volontarisme politique fort peut y parvenir. Le département consacre 1 million d'euros par an à ces mesures de soutien, dont le bus scolaire fait partie. L'académie a limité le nombre d'élèves à 26 en 6^e dans les collèges d'accueil et a affecté six « maîtres mixité », des enseignants chargés de l'accompagnement des élèves à leur arrivée. Au sein du Mirail, les acteurs associatifs ont vu les comportements évoluer. Aurélien Lapouge, l'un des responsables de l'association Loisirs, éducation & citoyenneté, qui encadre les trajets en bus, salue l'ouverture qu'apporte le plan mixité : « Quand un établissement scolaire reproduit une ségrégation extrêmement dure, quand le quartier est fermé sur lui-même, il n'y a pas de motivation, on ne peut rien faire. Aujourd'hui, on peut travailler. » ■

S. L.R

Un possible pouvoir RN trouble les groupes publics

SNCF, RATP, EDF, La Poste... Face à l'éventualité d'une victoire de l'extrême droite, l'ébullition sociale monte

Tout le monde retient son souffle. «*Il y a encore un second tour*», rappelle Vincent Gautheron, secrétaire de l'union syndicale CGT-RATP, refusant de brûler les étapes avant la fin des élections législatives, dimanche 7 juillet : «*La CGT se mobilise pour limiter le risque d'avoir une majorité RN [Rassemblement national] à l'Assemblée.*»

Les tracts et les discours sont clairs : ils rappellent à tous les agents que le parti d'extrême droite n'a jamais été favorable aux entreprises publiques et menace de les privatiser, qu'il veut mettre les fonctionnaires au pas, qu'il a toujours milité pour un encadrement dur, voire une interdiction, du droit de grève... et pour l'ouverture à la concurrence des bus ou des métros. «*C'est un parti plus proche des patrons de PME que de la finance, mais capitaliste tout de même*», martèle le représentant des salariés avec beaucoup d'énergie, rappelant au passage la xénophobie du RN.

Pour l'instant, M. Gautheron ne lance pas d'appel à la grève générale si Jordan Bardella devait être nommé premier ministre à l'issue des législatives. Même prudence de Thierry Nier, secrétaire général de la CGT-Cheminots. «*La question se posera après le second tour*», avance Fabien Villedieu, délégué syndical SUD-Rail à la SNCF. Avant, pas question d'agiter le chiffon rouge du désordre, ni de brusquer les agents qui auraient glissé dans l'urne un bulletin RN.

«Désarroi» des salariés

«*Il y a des petits salaires chez nous aussi, qui croient que ça ira mieux avec ce parti, même si c'est une supercherie*», affirme M. Gautheron. «*Les agents des transports sont notamment très sensibles aux faits divers qui tournent en boucle sur les chaînes d'information : ils sont les premiers touchés par les problèmes d'incivilité*», poursuit-il. La CGT-Cheminots essaie aussi de les convaincre que l'arrivée du RN au pouvoir ne réglera rien.

A La Poste, le constat n'est pas très éloigné. «*Beaucoup de postières et de postiers ont d'abord des attentes fortes sur leur situation personnelle. Même s'ils bénéficient de la sécurité de l'emploi, un bon nombre d'entre eux ont de très, très bas salaires, au niveau du smic ou juste au-dessus, et donc des difficultés à boucler leurs fins de mois*», explique Patrick Lasserre, secrétaire fédéral de la CGT-FAPT, ajoutant que la mobilisation vaine contre la réforme des retraites de

2023, encore présente dans les mémoires, alimente le «*malaise démocratique*» et crée du «*désarroi*» chez les salariés. D'autres syndicats évoquent une situation «*compliquée en interne*» et peu propice à la mobilisation dans l'immédiat, a fortiori à quatre mois des premières élections des membres du comité social et économique (CSE) du groupe.

L'unité syndicale et la mobilisation générale ne sont pas non plus acquises à EDF «*Certains de nos tracts confédéraux pour le programme du Nouveau Front populaire ont été arrachés de nos panneaux d'affichage syndical*», déplore Anthony Lavrador, secrétaire général de la CGT de la centrale nucléaire de Saint-Laurent (Loir-et-Cher). Vendredi 28 juin, le syndicat local a porté plainte contre X pour altération ou enlèvement d'affiche. La veille, sur l'un des panneaux cégétistes, un inconnu avait placardé une feuille, avec une graphie reprenant celle du drapeau nazi, pour désigner La France insoumise comme le «*premier parti fasciste et antisémite de France*».

La fédération mines-énergie de la CGT a clairement appelé à voter, au premier tour, pour les candi-

dats du NFP, et ce, même si la gauche reste divisée sur le sort de l'atome. «*Le monde du travail doit comprendre que la Macronie et maintenant le couple patronat-RN s'organisent pour pousser encore plus loin et plus vite notre pays dans l'ultralibéralisme*», soulignait son tract du 24 juin.

Des entreprises fragiles

Quid du nouveau programme nucléaire annoncé par Emmanuel Macron, notamment de son financement ? La question est toujours en suspens. Pour l'heure, la programmation pluriannuelle de l'énergie en vigueur (depuis 2020) prévoit encore de... supprimer des réacteurs plutôt que d'en construire. «*Le secteur de l'énergie a besoin d'une planification sur le long terme*», souligne Virginie Neumayer, coordinatrice CGT à EDF.

Le temps que chaque syndicat dans chaque entreprise consulte ses troupes sera-t-il celui d'une trêve olympique, que la présidente (Les Républicains) de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, appelle de ses vœux ? Jean-Pierre Farandou, PDG de la SNCF, a du mal à y croire : «*Je suis inquiet sur le déroulement des Jeux [olympiques de Paris, à partir du 26 juillet], con-*

«**LA DISSOLUTION
VA, JE LE CRAINS,
RELANCER
L'ACTIVISME
DES SYNDICATS**»

JEAN-PIERRE FARANDOU
PDG de la SNCF

fie-t-il en privé. Les syndicats étaient calmes. La dissolution va, je le crains, relancer leur activisme. Il est possible qu'ils préparent des blocages et même une ou deux journées de grève générale après le 7 juillet. Certains sont même repartis sur un mode offensif. Un militant syndical m'a demandé si je comptais démissionner au cas où le RN serait en mesure de gouverner après les législatives et il a ajouté : «*Si vous ne démissionnez pas, vous serez un collabo.*»

De son côté, Thierry Nier, le secrétaire général de la Fédération CGT-Cheminots, demande, depuis dix jours, une rencontre avec la direction et les autres organisations syndicales. Mais «*elle n'a pas pu se faire*», regrette-t-il. Il ajoute que la CGT a dit clairement, «*de-*

puis le début », qu'elle «*ne ferait pas des JO un hochet syndical*».

Expert des transports, longtemps élu socialiste, Gilles Savary, qui a dirigé le mouvement Territoires de progrès avec Jean-Yves Le Drian et Olivier Dussopt, confirme, lui, les inquiétudes du PDG de la SNCF : «*Tous les groupes de transport public craignent une déstabilisation sociale chronique en cas de victoire du RN.*» Or, ces entreprises sont fragiles, plusieurs de leurs dirigeants étant en cours de remplacement. Emmanuel Macron a fait savoir qu'il ne souhaitait pas prolonger les mandats du patron de Groupe ADP, Augustin de Romanet (63 ans) ou de Jean-Pierre Farandou (SNCF, 66 ans), mais qu'il leur demandait d'assurer un intérim pendant les JO. Leurs successeurs ne sont ni nommés ni même pressentis.

Jean Castex, qui aurait dû être un élément de stabilité à la RATP, reste aussi, sur un siège éjectable. Nommé à l'automne 2022 pour remplacer Catherine Guillouard, dont le mandat se terminait le 23 juillet 2024, il devait être renouvelé à cette date. L'Elysée avait lancé le processus, mais ce dernier a été interrompu par la dissolution. Les commissions du dévelop-

pement durable des deux chambres parlementaires n'ont pu l'auditionner. M. Castex a été nommé PDG par intérim, mercredi 3 juillet, le temps que le processus normal devienne possible. FO a lancé un appel au maintien de l'actuel PDG une fois la nouvelle Assemblée nationale installée, mais l'ancien premier ministre aura-t-il envie d'être le premier patron adoubé par une majorité RN ?

A La Poste, un enjeu très lourd

Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, Eric Lombard, renouvelé en 2023 jusqu'en 2026, l'année de ses 68 ans, n'a pas ce problème. En revanche, la question du successeur du PDG de La Poste, Philippe Wahl, se pose, son mandat s'achevant le 30 juin 2025. Avec un enjeu très lourd : le contrat d'opérateur du service universel postal attribué à l'entreprise par l'Etat s'achève au même moment. Il faut donc commencer très vite à renégocier le maintien et le financement de ses quatre missions de service public : le service universel postal – il inclut la distribution six jours sur sept sur tout le territoire –, le maintien d'un réseau de 17 000 « points de contact », la distribution de la presse et l'accessibilité bancaire – la possibilité pour toute personne qui en fait la demande d'ouvrir un Livret A et d'effectuer des opérations bancaires élémentaires.

Le RN «*ne peut pas ignorer que, tous les mois, 1,5 million de personnes viennent aux guichets de La Poste, qui représentent, pour beaucoup d'entre elles, la seule bouée financière*», dit Nicolas Galepides, responsable fédéral de SUD-PTT. Pourtant, le financement des missions de service public de La Poste et de La Banque postale fait partie des pistes d'économies budgétaires du parti d'extrême droite.

Le député (RN) Jean-Philippe Tanguy, en ballottage favorable dans sa circonscription de la Somme, a déclaré que la contribution de l'Etat au service public postal, qu'il chiffre à 300 millions d'euros, pourrait faire l'objet d'un «*arrangement en reportant cela sur Amazon ou autre*» (dans *L'Opinion* du 13 juin) et que le financement des 287 millions d'euros octroyés à La Banque postale au titre de l'accessibilité bancaire «*ne devrait pas être assumé par l'Etat mais par les autres banques*» (sur le site du média en ligne *Contexte*). Des déclarations que la direction de La Poste ne commente pas. ■

MARC ANGRAND, SOPHIE FAY
ET ADRIEN PÉCOUT

Attal, Bardella, Tondelier : histoire d'un débat avorté

Un désaccord profond sur le choix du représentant du NFP a empêché la tenue de l'émission, prévu mercredi sur BFM-TV

Ce débat ne se fera pas », a annoncé, mardi 2 juillet, le patron de BFM-TV, Marc-Olivier Fogiel. Le premier ministre, Gabriel Attal, le président du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, et la cheffe de file des Ecologistes, Marine Tondelier, devaient s'affronter, mercredi 3 juillet, sur le plateau de la chaîne d'informations en continu.

Ceci constitue l'épilogue d'un psychodrame qui dure depuis le soir du 30 juin. Un débat d'entre-deux-tours était bien programmé avec Gabriel Attal et Jordan Bardella, mercredi. Mais l'identité du représentant du Nouveau Front populaire (NFP), alliance composée du Parti socialiste (PS), des

Ecologistes, de La France insoumise (LFI) et du Parti communiste, n'était pas calée. Avant le premier tour, le duo s'est déjà retrouvé sur les plateaux de TF1 et de France 2, d'abord avec le coordinateur de LFI, Manuel Bompard, puis avec le premier secrétaire du PS, Olivier Faure. Au sein de l'alliance à gauche, on s'était mis d'accord pour que chaque force débâte à tour de rôle sur les plateaux. Pour cette troisième rencontre, c'était en théorie le tour de M^{me} Tondelier.

Or M. Bardella n'avait pas envie de se confronter avec celle qui est aussi conseillère municipale d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), et croise le fer depuis des années avec le maire (RN) de cette

ville, Steeve Briois. L'eurodéputé d'extrême droite préférerait être face à Jean-Luc Mélenchon.

Chiffon rouge

Peu importe que tous les cadres du NFP aient annoncé que le triple candidat à la présidentielle ne serait pas premier ministre, le président du RN n'en démont pas : il veut M. Mélenchon. Mais ce dernier décline et, pour le débat, suggère de proposer le rôle à l'un de ses proches : l'ancienne présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale, Mathilde Panot, le coordinateur du mouvement, Manuel Bompard, ou la députée du Val-de-Marne Clémence Guétté. A quatre jours du second

tour, il était tentant pour M. Bardella de faire du leader un chiffon rouge à son profit.

Les Ecologistes fulminent et soupçonnent Marc-Olivier Fogiel d'avoir cédé aux desiderata de Jordan Bardella. Chez BFM-TV, la CGT et le SNJ de la chaîne nourrissent le même soupçon. «*Messieurs Bardella et Attal n'ont pas à décider de la composition du plateau de BFM-TV*», écrivent-ils dans un communiqué publié mardi soir.

De son côté, Marc-Olivier Fogiel dément : «*Il n'a jamais été envisagé d'inviter Marine Tondelier dans l'entre-deux-tours.*» La chaîne a toujours voulu quelqu'un de «*représentatif par rapport au résultat du scrutin*», fait-il valoir. Or, selon

BFM-TV, la première force au sein du NFP reste LFI. En témoignent les 20 élus au premier tour et la répartition des candidats en lice à la veille du second tour : 116 «*insoumis*», 101 socialistes et 47 Ecologistes, a-t-on calculé chez BFM-TV. Même si ces chiffres ne disent rien du résultat final.

L'argumentaire a fortement déplu aux Ecologistes, qui ont rétorqué qu'ils devraient être, à l'issue du second tour, le groupe le plus en progression. En vain. Car BFM-TV a cru comprendre que Manuel Bompard et Olivier Faure tenteraient de pousser la cheffe de file des Ecologistes à renoncer. «*Je n'ai jamais demandé à Marine quoi que ce soit. Elle est parfaitement*

légitime pour nous représenter », confie M. Faure. «*Marine Tondelier demandait à nous représenter, ce qui était légitime*», enchaîne Manuel Bompard.

Pour remplacer le débat, la chaîne a prévu trois interviews successives de chacun des «*représentants majeurs des trois blocs* », avec Gabriel Attal, Jordan Bardella et... Marine Tondelier, dans un ordre tiré au sort. Un casting visiblement modifié au tout dernier moment. Avant 18 heures, la chaîne avançait encore le nom de la députée «*insoumise*» Mathilde Panot, mais, selon nos informations, cette dernière a tenu la ligne de son parti. ■

SANDRINE CASSINI

Sur le lieu de travail, un choc politique et des débats épineux

Entre soupçons, tabous et échanges tendus, le séisme de la dissolution s’invite au sein des entreprises

Depuis la dissolution [de l'Assemblée nationale, le 9 juin], c'est devenu "open bar" : la majorité de mes collègues français ramènent le débat sur l'insécurité, la racaille, et le fait que le Rassemblement national [RN] va mettre les méchants en taule. Il n'y a pas de débat possible. »

Chauffeur de bus transfrontalier au Luxembourg, vivant près de Longwy (Meurthe-et-Moselle), Damien (les personnes citées par leur prénom ont souhaité garder l'anonymat) se désespère de la récente libération d'une parole raciste et homophobe, qu'il n'arrive pas à comprendre. « Au dépôt, on a des profils de l'Europe entière, qui viennent tous au Luxembourg pour gagner des sous. Sur la moitié de Français, certains gagnent 3800 euros net par mois et ont toujours un problème avec les descendants d'immigrés, qui, en France, arrivent péniblement à 1400 euros. Ils oublient qu'ils

passent eux-mêmes une frontière tous les jours. »

La dissolution de l'Assemblée nationale et l'annonce des élections législatives ont été un choc pour de nombreux travailleurs. Certains racontent leur incrédulité quand ils se sont rendus au boulot le lundi 10 juin. « On n'en a pas parlé tout de suite. Depuis, tout le monde se toise et se demande : et si elle ou lui avait voté RN? », constate Benjamin, contractuel à l'accueil d'une résidence universitaire.

« Sidération », « silence radio »

Selon une enquête Ipsos, 37 % des salariés français (40 % de ceux du privé, 33 % de ceux du public) ont donné leur voix au RN au premier tour, et 57 % des ouvriers. C'est le cas d'Hervé, décolleteur en Franche-Comté : « Ça fait deux ans que je vote RN, mais j'avoue que, maintenant, j'ose en parler. Dans mon usine, tout le monde galère, alors

on est une majorité à avoir voté Bardella. »

A la machine à café, à la pause déjeuner ou en sortant de l'usine, le sujet politique intéresse ou préoccupe bien davantage que lors des précédents scrutins. Le code du travail garantit la liberté d'expression des salariés, y compris sur des sujets politiques. L'employeur ne peut l'entraver, mais il peut la restreindre si cela est justifié par la nature de la tâche à accomplir (par exemple, en cas de contact avec le public). Un salarié peut être sanctionné, s'il fait preuve de propos injurieux ou de prosélytisme, et si cela porte préjudice à la bonne marche de l'entreprise.

Mais s'intéresser aux législatives ne veut pas dire en débattre ouvertement. La majorité des salariés et fonctionnaires que *Le Monde* a interrogés font plutôt état, depuis le 9 juin, d'un « silence radio », d'une ambiance lourde, teintée de gêne et d'inquiétude.

« J'ai d'abord ressenti une forme de sidération pendant une semaine, puis un silence étrange, perçoit Michael, enseignant dans un lycée picard. On a peur qu'un collègue se mette à nous dire qu'on n'a jamais essayé le RN, et, comme on n'a pas envie d'entendre ça, on parle juste boulot, en buvant un café... »

Beaucoup voient dans ce silence une volonté de préserver une ambiance de travail correcte. Salarié d'une petite société d'édition spécialisée dans l'ésotérisme, Cyril Mira se satisfait de ce qui est érigé en code d'entreprise : ne pas parler politique. « Je pense qu'il n'y a pas d'extrêmes chez nous, mais ça nous paraît évident de préserver une ambiance apaisée. »

Ambiance détériorée

Qu'en est-il des employeurs ? Eux aussi jugent que la démocratie s'arrête aux portes de l'entreprise. L'Association nationale des directeurs des ressources humaines ne souhaite pas s'exprimer sur le sujet, défendant sa nature « apolitique ».

« Ce qui domine dans le contexte électoral, c'est l'omerta, du côté des directions comme des salariés », analyse Jean-Marie Charpentier, administrateur de l'Association française de communication interne. Peu de patrons lancent une communication interne à grande échelle, pour appeler au vote, par exemple. »

Chez Leroy-Somer, fabricant de moteurs industriels, les salariés signent depuis deux ans une charte éthique, obligatoire, qui « bride les débats », selon Alain Lasserre, ouvrier à Pau : « Des

« CE QUI DOMINE, C'EST L'OMERTA, DU CÔTÉ DES DIRECTIONS COMME DES SALARIÉS »

JEAN-MARIE CHARPENTIER
administrateur de l'Association française de communication interne

modules de formation nous sensibilisent sur le respect des croyances religieuses et politiques. Les personnes qui souhaiteraient débattre gardent un mutisme, pour ne pas être accusées d'un propos infamant. Le peu [de salariés] qui se déclarent sont les votants RN, qui appellent leur candidat "Jordan". »

En revanche, dans les entreprises où les désaccords se font jour, ceux-ci sont tranchés et violents. « On n'arrive pas à débattre », raconte Léo, technicien dans un syndicat de rivière en Poitou-Charentes. Il raconte les repas houleux de son équipe de cinq, dont deux électeurs Rassemblement national : « A chaque fois, ils finissent énervés, et moi, résigné. Ils pensent qu'ils paieront moins d'impôts si on donne moins d'argent aux étrangers. Quand on leur sort des chiffres, ils remettent en question l'Insee, les journalistes... » L'ambiance s'est encore détériorée depuis le premier tour des législatives, dimanche 30 juin, décrit-il : « Lundi [1^{er} juillet], mes deux collègues RN étaient moqueurs à mon égard. »

Comment débattre ? Même les syndicats, qui ont été plusieurs à appeler à voter contre l'extrême droite au niveau national, marchent sur des œufs. Rémi, infirmier et délégué syndical CFDT dans un hôpital du sud de la France, a souhaité appeler à voter contre le RN, comme sa confédération. En discutant de la manière de le faire, l'une des adhérentes s'est emportée : « J'ai senti qu'elle était mal à l'aise, elle ne voulait pas tracter, car elle était contre. »

« Impression de polarisation »

« Les équipes syndicales ont du mal à aborder le sujet du RN sur le lieu de travail, elles craignent de perdre des voix. Il faut leur donner des outils argumentaires », explique Cédric Bottero, président de l'association intersyndicale Vigilance et initiatives syndicales antifascistes, qui forme les élus pour dénoncer l'« imposture sociale » du RN. « Si l'on veut arriver à toucher nos collègues, il faut qu'il y ait un lien avec le travail, donc diffuser les éléments des programmes qui rejoignent les revendications sur les retraites ou les salaires. »

Depuis le premier tour des législatives, un nouveau sujet émerge : le report des électeurs Renaissance vers le Nouveau Front populaire (NFP) pour contrer l'extrême droite. Johann, enseignant dans une école d'ingénieurs privée, n'arrive pas à convaincre ses collègues centristes de se tourner vers le NFP au second tour. « J'ai une impression de polarisation, mais je trouve cela pesant qu'il n'y ait pas de sursaut démocratique. » ■

JULES THOMAS

« On ne peut pas se permettre d'être en désaccord »

Quand les jeunes diplômés découvrent le délicat exercice de la citoyenneté au travail à un moment politique intense. Témoignages

Amir (tous les prénoms ont été modifiés) a pris ses précautions avant de décrocher : il s'est installé dans une salle insonorisée mais préfère encore parler tout bas. « Je n'ai pas envie de faire de vagues, ni qu'on me stigmatise ou qu'on me donne des trucs ingrats », souffle-t-il. A 24 ans, cet étudiant en école de commerce, franco-algérien, est en stage à la Société générale depuis quelques mois.

A la suite de l'annonce de la dissolution, Amir a senti le vent tourner dans son open space, frappé d'observer « la banalisation du RN [Rassemblement national] parmi une population très aisée et éduquée ». D'ordinaire, son équipe échangeait « surtout des banalités ». « Les discussions sont plus électriques désormais », raconte celui qui a voté pour le Nouveau Front populaire au premier tour des législatives.

Arrivé en France à 18 ans, l'Algérois issu d'un milieu bourgeois avait plutôt l'habitude que l'on souligne son jeune âge dans des contextes professionnels. « Je n'avais jamais eu le sentiment que mes collègues me voyaient comme un Arabe », dit-il, fatigué de les entendre dénoncer « les gauchistes » et relayer des fake news. Sa stratégie, quoi qu'il arrive, comme nombre de jeunes interrogés : hocher la tête, baisser les yeux, se mettre en retrait. « Je termine dans quelques semaines, je me dis que ça va passer. Pour décompresser et tourner ça en dérision, j'envoie chaque commentaire ou petit truc haineux à ma famille. Mon père m'a toujours dit de ne pas réagir aux remarques. Et il vaut mieux ne pas parler politique au travail. »

Ce sujet perçu comme tabou, les jeunes cadres l'ont bien intégré à l'épreuve de la machine à café. La

nouvelle génération opte pour la discrétion au bureau. Consciente, notamment, de son statut dans la hiérarchie. Dans le public comme dans le privé. « C'est compliqué du fait de ma "juniorité", témoigne Célestin, 26 ans, en poste depuis deux petits mois dans un fonds d'investissement. On a besoin d'en parler pour montrer à nos supérieurs que l'on comprend les enjeux dans notre secteur : l'impact sur le monde de la finance a été brutal. En même temps, il faut savoir rester opaque sur nos opinions personnelles, on ne peut pas se permettre d'être en désaccord. »

Un « non-sujet »

A l'annonce de la dissolution, le 9 juin, Célestin s'est engagé pour la première fois en allant tracter pour Renaissance, le parti d'Emmanuel Macron. « Éconanxieux », il se dit de « centre gauche » et n'ose échanger qu'avec le collègue avec qui il partage son bureau. « C'est mon supérieur hiérarchique mais il a 40 ans, précise-t-il. On avait discuté des programmes avant les européennes et j'avais compris qu'on était du même bord. » Le reste du temps, à la cantine, la politique semble un non-sujet – « alors que c'est tout sauf un non-sujet ! s'agace le jeune homme. Je commence à en avoir un peu marre de parler des vacances d'été. »

Pour la sociologue Isabelle Ferreras, professeure à l'UCLouvain et chercheuse à l'université Harvard (États-Unis), les jeunes découvrent dans le travail une culture de la citoyenneté, « ce qui est nié. La responsabilité des entreprises serait de permettre des espaces de parole à une génération qui, avec la pandémie de Covid-19, a manqué de lieux de socialisation et se retrouve entre fin et faim de démocratie. » Travailler représente « l'ex-

périence politique par excellence » selon la chercheuse : « On y mobilise nos conceptions sur le juste et l'injuste à un niveau collectif. Sauf que les décisions sont imposées aux travailleurs par ceux qui apportent du capital, et qui détiennent le pouvoir. En entreprise, le projet démocratique est suspendu. »

Dès le lendemain de l'annonce de la dissolution, Louise, 27 ans, a voulu rompre avec cette absence de débat. « On sent que les gens ne sont pas à l'aise avec le sujet mais moi j'étais déter[minée] de ouf ! Je suis partie en campagne ! », retrace cette cheffe de projet à l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), la plus jeune en CDI dans sa direction régionale.

Sous la double tutelle des ministères du travail et de l'économie, Louise sait combien l'AFPA sert des missions de service public et peut basculer à tout moment face à un changement de gouvernement. Dans un tel contexte, celle qui n'a « jamais raté une seule élection » bouscule ses collègues. « Je me suis engueulée avec l'un d'entre eux qui a l'âge d'être mon père. » Il s'offusquait de la communication des syndicats appelant à faire barrage au RN. « Il m'a terriblement déçue, poursuit Louise. Et la hiérarchie, tétanisée, marche sur des œufs. »

Pour la plupart des jeunes interrogés, la stratégie d'évitement reste alors la plus confortable. « C'est sûr que ça crée une distance, tant pis pour l'esprit d'équipe », observe Romain, 29 ans, en mission dans une banque pour Capgemini. Lui a un faible pour La France insoumise, quand certains de ses collègues sont ouvertement royalistes : « On ne se reverra pas en dehors du travail, je choisis peut-être la fuite mais ça fonctionne. » ■

LÉA IRIBARNEGARAY



REPORTAGE

DROHOBYTCH, LIVIV (UKRAINE) - envoyé spécial

Cela fait près de trois ans qu'Andriy Lipskiy purge sa peine dans le centre pénitentiaire numéro 40 situé dans la petite ville paisible de Drohobytch. Condamné à cinq années de détention pour une affaire « ridicule » de vol de métaux, dit-il dans un sourire gêné, l'homme sec et élancé de 31 ans s'apprête à quitter la prison installée dans l'ouest de l'Ukraine avant la fin de sa détention. Mercredi 26 juin, il ne lui reste plus que quelques jours avant de se débarrasser de son uniforme de détenu pour en porter un autre : celui de militaire. À terme, après un passage dans un camp d'entraînement, il rejoindra une unité spéciale composée exclusivement d'autres prisonniers décidés comme lui à bénéficier d'une liberté conditionnelle en s'engageant dans les forces armées.

Andriy Lipskiy est loin d'être un cas à part. Selon un représentant du ministère de la justice, 5 578 détenus se sont manifestés depuis le 17 mai et l'entrée en vigueur d'une loi permettant aux détenus de rejoindre les tranchées de l'Est et du Sud de l'Ukraine. *Le Monde* a pu s'entretenir avec plusieurs futurs soldats sélectionnés par l'administration de la prison de Drohobytch, située non loin de la frontière polonaise, sans la présence de gardiens. Leurs profils et les causes de leur détention sont variés : meurtre, désertion de l'armée, trafic de drogue et vol. Tous ont volontairement pris la décision de prendre les armes pour une durée illimitée, jusqu'à la fin de la guerre, sans pouvoir bénéficier de permissions.

Ancien combattant de 2016 à 2018 passé par plusieurs petits boulots et trafics avant d'être condamné en 2021, Andriy Lipskiy reconnaît avoir mis du temps à calmer ses inquiétudes avant de s'engager de nouveau. Ce n'est qu'après avoir rencontré un des recruteurs représentant une brigade d'assaut faisant le tour des prisons qu'il s'est finalement laissé convaincre.

Désormais, sa décision est prise. « *Tout le monde ici a envie de liberté*, reconnaît-il, dans une salle accueillant les entretiens entre psychologues et détenus. *Mais, pour moi, il ne s'agit pas que de ça. En fait, si un jour mes parents, mon frère, ou simplement un inconnu me demandent où j'étais pendant la guerre, je ne veux pas répondre que je me cachais en prison.* »

REMPLACER LES PERTES HUMAINES

Sur les plus de 5 500 demandes émanant de prisonniers souhaitant rejoindre le front dans l'espoir d'être libérés après la guerre, 3 467 ont été validées par les autorités du pays, tandis que 3 274 détenus ont déjà rejoint des centres d'entraînement. À l'échelle du centre pénitentiaire de Drohobytch, 21 ont rejoint des formations militaires sur 860 prisonniers au total, selon le directeur des lieux, Oleksandr Kupets, qui parle de ces hommes avec une certaine pointe de fierté. Neuf autres sont en attente de partir, à l'instar d'Andriy Lipskiy.

Pour espérer rejoindre une brigade, les détenus doivent répondre à plusieurs critères et passer devant un tribunal chargé d'approuver leur demande de libération conditionnelle. Ces derniers doivent aussi être examinés par des médecins. Les prisonniers doivent être âgés de moins de 57 ans afin de pouvoir servir au moins trois années avant de bénéficier de l'âge d'exemption, fixé à 60 ans. À Drohobytch, le directeur reconnaît plusieurs cas de prisonniers qui se sont vu refuser leur demande.

Le passage de cette loi signée par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'inscrit dans le processus plus large, et crucial, pour trouver de nouvelles recrues afin de remplacer les pertes humaines (tués et blessés) et offrir des rotations à des soldats épuisés. Ces derniers mois, l'âge de la mobilisa-

tion est ainsi passé de 27 ans à 25 ans, les conditions physiques nécessaires pour rejoindre l'armée ont été revues à la baisse, et les pouvoirs des centres de recrutement ont été élargis. Mais, si les autorités n'ont pas tardé à vanter les effets de telles mesures, le pays peine à convaincre les civils de s'engager volontairement. Les arrestations parfois violentes dans les rues par des agents des centres de recrutement en sont l'illustration la plus flagrante.

La récente possibilité laissée aux prisonniers de s'engager, même si elle ne répondra qu'à une petite partie des besoins en nouvelles recrues de Kiev, est encore un autre symbole des difficultés que traverse le pays. Cette pratique, qui a d'abord été l'apanage de la milice privée russe Wagner avant d'être institutionnalisée par le ministère de la défense russe, a en effet longtemps été critiquée et moquée par les autorités de Kiev, en raison notamment du haut taux de mortalité dans les unités d'assaut rejointes par les détenus.

Si les méthodes de recrutement entre les prisons russes et ukrainiennes diffèrent sur plusieurs points, le principal tient aux profils des recrutés. Soucieux de se distinguer de la Russie, qui mobilise largement des détenus condamnés pour toutes sortes de violences, les législateurs de Kiev imposent en effet des conditions plus strictes sur les profils des prétendants à la défense.

Ainsi, les personnes détenues pour des peines à perpétuité ainsi que pour des crimes « contre les fondements de la sécurité nationale », des meurtres prémédités « de deux personnes ou plus », ou des violences sexuelles ne sont pas admises, de même que les hauts fonctionnaires condamnés dans des affaires de corruption. « *Nos prisonniers ne partent pas à la guerre pour attraper des papillons*, avait justifié le ministre de la justice, Denys Maliouška, à la télévision ukrainienne, le 28 mai. *Ils partent pour tuer. Et*

« SI UN JOUR
ON ME DEMANDE
OÙ J'ÉTAIS PENDANT
LA GUERRE, JE NE
VEUX PAS RÉPONDRE
QUE JE ME CACHAIS
EN PRISON »

ANDRIY LIPSKIY
détenu ukrainien
ayant demandé
à rejoindre le front



Des détenus ukrainiens dans la cour de la prison de Drohobytch (Ukraine), le 26 juin. RAFAEL YAGHOZADEH POUR « LE MONDE »

En Ukraine, des prisonniers volontaires pour le front

Plus de 5 500 détenus se sont manifestés depuis le 17 mai et l'entrée en vigueur de la loi leur permettant de rejoindre les tranchées. « *Le Monde* » a pu s'entretenir avec plusieurs d'entre eux pour connaître leurs motivations

l'expérience du meurtre dans le passé n'est pas toujours un obstacle pour bien se battre. »

L'autre différence fondamentale entre les deux pays tient aussi aux motivations. Si les soldats russes peuvent espérer retrouver leur liberté en participant à la guerre d'agression russe, les Ukrainiens, eux, sont envoyés dans des unités spéciales visant à défendre leur pays. Si les cinq hommes rencontrés dans le centre de détention de Drohobytch parlent sans détour de l'espoir d'une libération anticipée à la fin de la guerre, ils assurent aussi vouloir défendre les frontières de l'Ukraine.

« CE NE SERA PAS UN CONTE DE FÉES »

« *C'est mon pays* », résume simplement Stepan (il n'a donné que son prénom), un ancien soldat engagé au début de la guerre du Donbass, de 2014 à 2017. Agé de 31 ans, condamné pour un meurtre commis en 2021 dont il refuse de parler – « *Je n'étais pas au bon endroit au bon moment* » –, il dit connaître plusieurs soldats de ses premières années de service tués depuis le début de l'invasion. « *On ne doit pas abandonner les nôtres* », assure aussi Andriy Lipskiy, le voleur de métaux. « *J'ai prêté serment devant le peuple ukrainien en rejoignant l'armée* », avance Yaroslav Nimets, 37 ans, condamné à six ans et huit mois de détention après avoir été arrêté avec 2 kilos de cannabis à la frontière ukrainienne.

Soldat depuis plus de huit ans, Myroslav Adam, 34 ans, n'a pas non plus hésité à se réengager dans l'armée après le passage de la loi. Ce dernier servait depuis le début de l'invasion, en février 2022, mais a été condamné à cinq ans de détention après avoir été arrêté deux jours après la fin d'une permission de dix jours, en 2023. « *Je ne me suis pas réveillé et je m'étais saoulé*, assure-t-il sous les regards amusés des autres prisonniers. *C'est la loi, si vous vous absentez de*

l'unité pendant trois heures, vous êtes immédiatement en situation de désertion. »

Oleksandr Kupets, le directeur, reconnaît que plusieurs dizaines de personnes sont ainsi détenues dans sa prison pour avoir déserté ou refusé d'obéir à des ordres, dont la moitié s'est portée volontaire pour s'engager de nouveau, affirme-t-il.

Après s'être portés volontaires, les hommes ont reçu la visite de plusieurs recruteurs de brigades ukrainiennes pour des entretiens personnels. La possibilité de mobiliser des prisonniers divise au sein de l'armée alors que de nombreuses brigades souffrent d'une pénurie d'hommes. Dans les médias, certains militaires disent ainsi craindre que ces détenus tentent de s'échapper. La loi prévoit d'ailleurs que les anciens prisonniers seront condamnés à des peines plus lourdes que les autres soldats en cas de désertion : de cinq à dix ans de prison, contre trois à cinq ans pour un militaire régulier.

Selon Oleh Tsvilyi, à la tête de l'organisation non gouvernementale Protection des prisonniers d'Ukraine, les militaires s'inquiètent surtout des problèmes d'organisation pour accueillir les prisonniers, sachant que ces derniers sont censés combattre ensemble dans des unités spéciales. Le défenseur des droits humains déplore aussi le fait que les hommes ne puissent pas bénéficier de congés militaires, à l'inverse des autres, et qu'ils ne puissent pas bénéficier de soins médicaux dans n'importe quel hôpital éloigné de la ligne de front.

Du côté des prisonniers de Drohobytch qui s'apprêtent à rejoindre les troupes, tous se disent lucides sur les tâches qui leur seront imposées. « *Nous comprenons tous très clairement où nous allons* », lâche Yaroslav Nimets avec un sourire cynique. « *C'est sûr que ce ne sera pas un conte de fées*, poursuit Myroslav Adam. *Un putain de merdier.* » ■

THOMAS D'ISTRIA

Dialogue de sourds entre Viktor Orban et Volodymyr Zelensky

Président de l’UE pendant six mois, le dirigeant hongrois pro-Poutine a effectué sa première visite à Kiev depuis 2012

KIEV - *envoyé spécial*

Il est considéré comme le dirigeant européen le plus proche du président russe, Vladimir Poutine. Le premier ministre hongrois, Viktor Orban, s’est rendu en Ukraine, mardi 2 juillet, pour la première fois depuis le début de l’invasion russe, en février 2022. Ce déplacement intervient alors que la Hongrie a pris, la veille, la présidence tournante du Conseil de l’Union européenne (UE) pour une durée de six mois.

M. Orban, qui bloque ou retarde régulièrement les initiatives de l’UE pour aider l’Ukraine, s’est entretenu à Kiev avec Volodymyr Zelensky. A rebours des positions des Ukrainiens et de leurs alliés européens, il a appelé le président ukrainien à « *considérer rapidement la possibilité d’un cessez-le-feu* », qui serait « *limité dans le temps et permettrait d’accélérer les négociations de paix* ». Le dirigeant a également promis de « *rapporter* » le contenu de leur « *franche* » discussion au Conseil de l’UE, « *pour que les décisions européennes nécessaires puissent être prises* ».

De son côté, M. Zelensky a insisté sur la nécessité d’apporter « *une paix juste à l’Ukraine et à l’ensemble de l’Europe* ». « *J’ai invité la Hongrie et le premier ministre Viktor Orban à se joindre aux efforts déployés* » en vue de l’organisation d’un nouveau sommet pour la paix par l’Ukraine, a affirmé le président dans son adresse quotidienne, opposant de facto une fin de non-recevoir. Dans le passé, il avait déjà fermement rejeté l’idée d’une trêve avec la Russie, estimant que Moscou ne l’utiliserait que pour renforcer son armée. L’Ukraine considère le retrait des forces russes de son territoire comme un préalable à la paix, alors que Moscou réclame qu’elle lui cède cinq régions et renonce à ses ambitions de rejoindre l’OTAN.

« Dans la cour des grands »
La dernière visite de M. Orban à Kiev remontait à 2012, deux ans avant l’annexion de la Crimée et le début de la guerre dans le Donbass. Le déplacement de mardi se préparait dans le secret depuis l’hiver. « *M. Orban a choisi le deuxième jour de sa présidence de l’UE pour se rendre en Ukraine. Il s’agit pour lui d’une occasion formidable de montrer son potentiel et de signaler sa nouvelle carrure internationale*, analyse Serhii Guerassimtchouk, directeur exécutif adjoint du cabinet d’experts Prism UA et l’un des principaux spécialistes ukrainiens de la Hongrie. *Il veut montrer qu’il préside l’UE et pas seulement la Hongrie, dans laquelle il se sent à l’étroit.* »

D’où la proposition d’un cessez-le-feu comme préalable à une négociation pour un règlement politique de la guerre. « *C’est un bluff d’Orban, bien entendu*, poursuit l’expert. *Le premier ministre hongrois veut se hisser dans la cour des grands en faisant valoir qu’il est le seul Européen à avoir ces derniers temps rencontré Vladimir Poutine, Xi Jinping [le président chinois] et, maintenant, Volodymyr Zelensky. Il espère ainsi démontrer qu’il se trouve au centre du jeu diplomatique, en qualité de médiateur, alors que la Hongrie est un petit pays.* » A Kiev, pourtant, le premier ministre hongrois n’impressionne guère : « *Poutine n’a pas besoin d’Orban*

LE DIRIGEANT NATIONALISTE BLOQUE OU RETARDE RÉGULIÈREMENT LES INITIATIVES DE L’UNION POUR AIDER L’UKRAINE

pour faire passer ses messages. Il parle avec ses canons », affirme M. Guerassimtchouk.

Les relations entre la Hongrie et l’Ukraine sont tendues depuis le début de l’invasion. Lors d’un Conseil européen, le 24 mars 2022, le président ukrainien avait pris à partie le premier ministre hongrois face au refus de son pays d’envoyer des armes pour se défendre contre la Russie. « *Ecoutez, Viktor, savez-vous ce qu’il se passe à Marioupol ?*, lui avait lancé M. Zelensky. *Je veux être franc une fois pour toutes : vous devriez décider par vous-même pour qui vous êtes.* » Les deux hommes ont de nouveau échangé brièvement à l’occasion de l’investiture du nouveau président argentin, Javier Milei, en décembre 2023. Un échange « *très émotionnel* », avait commenté Olha Stefanishyna, la vice-première ministre ukrainienne, sans détailler leurs propos.

Contexte bilatéral défavorable
La présidence de l’UE offrait un prétexte à M. Orban pour se prémunir d’un éventuel échec diplomatique. « *Si la visite avait tourné court, il aurait pu se justifier en disant que Bruxelles l’avait obligé à se rendre à Kiev* », estime Serhii Guerassimtchouk. Le contexte bilatéral était en effet particulièrement défavorable. Le 27 juin, le journal en ligne ukrainien *Evropeiska Pravda* avait fait fuiter une liste de onze exigences hongroises envers Kiev conditionnant le soutien de Budapest à l’intégration européenne de son voisin oriental.

Parmi les demandes hongroises figure une forme d’autonomie pour la région d’Ouhhorod (Transcarpatie), dont 15 % de la population est d’origine hongroise, et la présence d’un quota de députés d’origine hongroise au Parlement ukrainien. Un plan – à ce jour officieux – aussitôt qualifié de chantage et d’ultimatum par la presse ukrainienne.

Le dirigeant nationaliste, qui complique la tâche des Européens, est aussi devenu une épine dans le pied de l’OTAN. Ces derniers mois, il a durci son discours, accusant l’Alliance d’entraîner ses membres « *dans une conflagration mondiale* ». Le secrétaire général de l’OTAN, Jens Stoltenberg, a toutefois annoncé, le 12 juin, avoir trouvé un accord avec la Hongrie afin qu’elle n’entrave pas ses efforts pour coordonner les livraisons d’armes à Kiev et la formation des troupes ukrainiennes, et pérenniser l’aide financière actuelle, d’au moins 40 milliards d’euros par an. En échange, la Hongrie a « *obtenu la garantie qu’elle ne serait pas obligée de participer* » aux efforts de l’OTAN, a précisé M. Orban. Des sources diplomatiques n’ont pas caché leur scepticisme, jugeant que cela créait un dangereux précédent. ■

EMMANUEL GRYSZPAN
ET FAUSTINE VINCENT (À PARIS)

SKÖVDE (SUÈDE) - *envoyée spéciale*

Dans la nuit du mardi 28 au mercredi 29 mai, une voiture s’est garée devant la mosquée de Skövde, inaugurée en 2023, à la sortie de la ville située entre Göteborg et Stockholm. Le conducteur a lancé le cadavre d’un sanglier contre le bâtiment, niché dans un petit bois, avant de repartir, sans se douter que les caméras de surveillance installées par l’Association islamique bosniaque, avaient filmé la scène. « *Malheureusement, nous sommes habitués à ce genre de choses* », confie Mirza Babovic, 66 ans, employé de l’association. Il énumère : des tags islamophobes ont été peints devant l’ancienne salle de prière, les restes d’un cochon ont été déversés sur le chantier et les fenêtres d’un conteneur brisées.

Cette fois, l’imam Smajo Sahat, qui a porté plainte, a décidé de ne pas ébruiter l’affaire, « *pour ne pas faire de publicité à son auteur, ni donner des idées à d’autres* ». Il ne souhaitait pas non plus inquiéter ses fidèles. Mais des journalistes locaux ont eu vent de l’incident. Et bientôt, les médias nationaux s’en sont fait l’écho, « *sans doute parce qu’il s’est produit à quelques jours des élections européennes* », estime l’imam, encore consterné par la violence du discours contre l’islam et les musulmans, pendant la campagne.

Des propos qui choquent
Dès le mois de novembre 2023, le leader de l’extrême droite, Jimmie Akesson – dont le parti des Démocrates de Suède est l’allié de la coalition gouvernementale de droite depuis octobre 2022 – a déclaré qu’il voulait détruire les mosquées, interdire la construc-

tion de nouveaux édifices et placer sous écoute les communautés religieuses musulmanes, afin de lutter contre « *l’islamisme* ». Son bras droit, Richard Jomshof, président de la commission des affaires juridiques au Parlement, a renchéri, en réclamant l’interdiction, dans l’espace public, de tous les symboles de l’islam, qu’il compare à « *la croix gammée* ».

Sur les réseaux sociaux, les responsables du parti ne cessent de dénoncer « *l’islamisation de la Suède* » et d’affirmer que « *les Suédois sont sur le point de devenir une minorité dans leur propre pays* ». Ce discours n’est pas nouveau. Dès 2009, un an avant que son parti n’entre au Parlement, Jimmie Akesson assénait que les musulmans étaient « *la plus grosse menace contre la Suède* ».

Ce discours est désormais repris par d’autres formations. Juste avant le scrutin européen, la leader des Chrétiens-démocrates, Ebba Busch, numéro deux du gouvernement, a estimé que la Suède avait « *un problème majeur avec la montée de l’islam* », affirmant, dans un entretien au journal *Dagens Nyheter*, que certains musulmans étaient prêts à « *lapper les femmes qui ne portent pas le voile* » ou « *jeter les homosexuels des gratte-ciel* ». Ces propos choquent Mesud Babic, 47 ans, venu assister à la prière du vendredi. Ce salarié de l’usine Volvo de Skövde est excédé de voir les musulmans constamment dépeints comme de potentiels « *criminels ou terroristes* ». Ses deux filles de 15 et 16 ans ne veulent plus qu’il poste des photos d’elles, sur les réseaux sociaux, lorsqu’elles participent à des activités à la mosquée : « *Elles disent qu’on va se moquer d’elles à l’école. Elles ont peur aussi que cela les hante, plus tard, quand elles chercheront un travail.* »

« En peu de temps, le discours politique s’est transformé »
SIMON SORGENFREI
Islamologue

Elles ne sont pas seules, assure Smajo Sahat. Originaire de Sarajevo, il a fui la guerre en 1995. Trente ans plus tard, il ne reconnaît plus la Suède : « *C’est un pays complètement différent* », dit-il. Certes, quand il est arrivé, les musulmans subissaient aussi des attaques, mais « *elles n’émanaient pas de leaders de partis au pouvoir* », souffle-t-il. L’imam, qui officie à l’hôpital de Skövde, accuse les responsables politiques de « *légitimer les insultes et les intimidations contre les musulmans* ».

Discours déshumanisants
Selon les dernières statistiques du Conseil pour la prévention du crime, 234 plaintes ont été déposées pour des actes islamophobes en 2022. Les chiffres, cependant, ne veulent pas dire grand-chose, d’après l’analyste Lisa Wallin, car rares sont ceux qui osent porter plainte. Elle renvoie plutôt vers la grande enquête sur l’islamophobie, menée par le Conseil, en 2021, à la demande du gouvernement de l’époque, dirigé par les sociaux-démocrates. Celle-ci révèle un phénomène « *très étendu* », allant des attaques contre les mosquées, aux insultes visant les femmes portant le voile, en passant par les propos islamophobes sur le lieu de travail ou dans le voisinage. L’arrivée de 160 000 demandeurs d’asile, majoritairement

originaires du Moyen-Orient, a été vécue comme « *un point de rupture* », précise l’analyste. Tout d’un coup, la parole s’est libérée. L’arrivée de l’extrême droite au pouvoir en octobre 2022, en tant que partenaire de la coalition, a accéléré le mouvement : « *Beaucoup de musulmans parlent d’un glissement, et ne seraient pas acceptés, s’ils visaient un autre groupe.* »

« *En peu de temps, le discours politique s’est transformé* », confirme l’islamologue Simon Sorgenfrei, qui voit dans les discussions sur l’islam « *une sorte de proxy pour tous les débats sur les problèmes d’immigration et d’intégration en Suède aujourd’hui* ». Quant à l’islamophobie, « *elle est remise en cause et présentée comme un concept, créé par les islamistes, pour faire taire la critique de l’islam* », ajoute-t-il.

Interpellé en novembre 2023 par une quinzaine d’organisations musulmanes de Göteborg, le premier ministre, Ulf Kristersson, a assuré qu’il était « *profondément préoccupé par le fait que nombreux musulmans se sentent menacés en Suède* ». Après l’attaque contre la mosquée de Skövde, le ministre de la santé et des affaires sociales, Jakob Forssmed, a contacté l’imam pour lui assurer du soutien du gouvernement. L’association devrait recevoir une aide financière, pour sa sécurité.

Loin d’être rassurés, les fidèles, dont neuf sur dix viennent de Bosnie, évoquent les discours déshumanisants, à l’égard des musulmans, avant la guerre en ex-Yougoslavie. « *Derrière les actes, il y a toujours des mots* », lance l’imam Smajo Sahat. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Une fragile coalition entre l’extrême droite et la droite s’installe au pouvoir aux Pays-Bas

Même sans fonction officielle, le leader nationaliste, Geert Wilders, veut imprimer sa marque

LA HAYE - *envoyé spécial*

Il aura fallu deux cent vingt-quatre jours pour négocier son programme, mais le nouveau gouvernement néerlandais que dirigera Dick Schoof, l’ancien responsable des services de renseignement, est officiellement entré en fonctions, mardi 2 juillet. Les ministres étaient rassemblés pour la traditionnelle photo sur les marches du palais royal de La Haye, tandis que des manifestants étaient tenus à distance par la police. Ils protestaient contre « *la haine* », « *les ministres racistes* » et, surtout, la présence dans la coalition du Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders.

Arrivé en tête des élections de novembre 2023, le dirigeant d’extrême droite s’est allié à trois partis de droite et du centre droit pour concrétiser ses principales ambitions : rompre avec quatorze années marquées par l’empreinte du consensus premier ministre Mark Rutte, limiter au maximum l’immigration, s’affranchir de certaines règles européennes, dans le domaine environnemental notamment, et appliquer un programme social qui serait financé grâce, entre autres, à des économies massives dans le domaine de l’aide au développement, de l’accueil des deman-

Le rôle du chef de gouvernement est réduit à celui d’un notaire, soumis à l’autorité de quatre partis

deurs d’asile et des subventions aux énergies durables.

En début d’après-midi, Mark Rutte, qui prendra la tête de l’OTAN le 1^{er} octobre, enfourchait son vélo pour quitter une dernière fois la Torentje, les bureaux dont il venait de confier la clé à son successeur après y avoir séjourné durant cinq mille dix jours. Dimanche 30 juin, dans un message d’adieu à son pays, le responsable libéral avait plaidé pour le respect de « *l’excellente tradition néerlandaise de la concertation et des compromis intelligents* ». Des mots dont il est difficile de croire qu’ils n’étaient pas adressés à M. Wilders qui, contre son gré, a dû renoncer à la fonction de premier ministre, mais compte bien peser sur l’action du nouveau gouvernement.

Dick Schoof, le haut fonctionnaire du ministère de la justice qui a fini par recueillir l’assenti-

ment des quatre composantes de la nouvelle majorité, subira, jeudi et vendredi, son baptême de feu devant la Chambre des députés. Comment ce néophyte gèrera-t-il une équipe « *extraparlementaire* », ainsi baptisée parce que les dirigeants des partis concernés en seront absents ? Personne ne semble savoir.

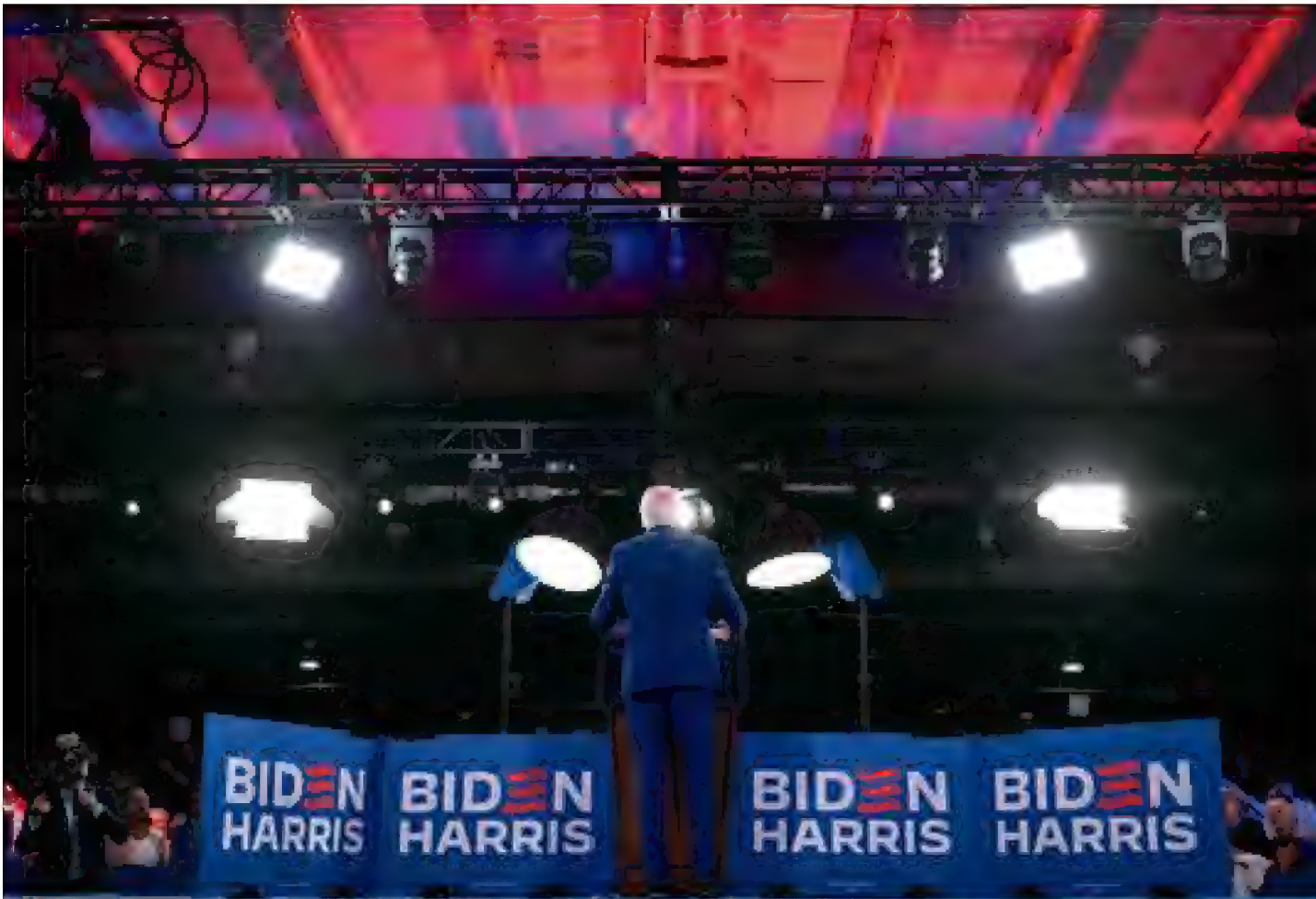
« *Mes projets sont ceux que les présidents des fractions parlementaires ont débattus* », a expliqué l’intéressé la semaine dernière. De quoi douter de sa capacité à gérer une formule inédite avec, pour la première fois, un parti d’extrême droite au pouvoir et le rôle du chef de gouvernement réduit à celui d’un notaire, soumis à l’autorité de quatre partis et risquant l’isolement.

Une adepte du complotisme
Geert Wilders compte bien, en tout cas, imprimer sa marque, comme l’ont montré certaines de ses déclarations récentes. S’il a accepté de remiser ses propositions les plus radicales, comme l’interdiction du voile islamique et du Coran ou la fermeture des mosquées, il s’est affiché avec la plupart des leaders européens d’extrême droite et a répété que l’islam est, selon lui, une religion « *afreuse, immorale, violente et haineuse* ». Et il a apporté son soutien

à Marjolein Faber, la ministre de la migration qu’il a désignée, fortement contestée pour des propos, qu’elle a finalement retirés, sur le « *grand remplacement* », la théorie qui veut qu’une population maghrébine et africaine remplacera, à terme, la population européenne. Le PVV détiendra aussi, outre les portefeuilles de l’économie, de la santé et de l’infrastructure, celui du commerce extérieur et de l’aide au développement, confié à Reinette Klever. Cette adepte des théories complotistes et climatosceptiques a proposé naguère la suppression complète du budget de la coopération. Elle sera désormais chargée de l’amputation de quelque 2,5 milliards, sur 3,9 milliards prévus pour 2024.

La plupart des observateurs néerlandais s’interrogent sur la longévité de cette coalition, où les centristes du Nouveau Contrat social risquent de se trouver rapidement en difficulté. Ils détiennent notamment le portefeuille des affaires étrangères, confié à Caspar Veldkamp, un diplomate chevronné qui est censé gérer le démantèlement de l’ambassade néerlandaise en Israël à Jérusalem. Il devra aussi éclaircir la position exacte du gouvernement quant au soutien militaire et financier à l’Ukraine. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS



Le président américain, Joe Biden, lors d'un meeting de campagne à Raleigh, en Caroline du Nord, le 28 juin. MANDEL NGAN/AFP

Des démocrates se résolvent à envisager une alternative à Biden

Selon un sondage publié par CNN, la vice-présidente, Kamala Harris, obtiendrait un meilleur score que le président sortant face à Trump

WASHINGTON - correspondant

L'incendie se propage dans les rangs démocrates. Un débat télévisé calamiteux face à Donald Trump a suffi pour démâter la campagne de réélection de Joe Biden. Après la sidération des premières heures, puis la panique anonyme des cadres du parti, une nouvelle étape a été franchie, mardi 2 juillet. Alors que des sondages dessinent les premiers dégâts dans l'opinion publique, des élus démocrates envisagent, sans se cacher, l'hypothèse d'un retrait de la course du président.

Le chef de file du parti à la Chambre des représentants, Hakeem Jeffries, avait invité son groupe à la retenue. La recommandation n'a pas tenu. Lloyd Doggett, élu du Texas, a ouvert les hostilités. Il a conseillé au président de prendre « la décision douloureuse et difficile de se retirer ». Personne d'autre, à ce stade, ne s'est exprimé avec autant de franchise. Marie Gluesenkamp Perez, élue de l'Etat de Washington à la Chambre dans un district trumpiste, représente la nouvelle génération démocrate. Elle a succombé à un étrange fatalisme. « Nous avons tous vu ce que nous avons vu, nous ne pouvons l'annuler et la vérité, je pense, c'est que Biden va perdre contre Trump », a-t-elle déclaré sur une chaîne locale.

La gestion de ces états d'âme par la Maison Blanche a été aussi déficiente que le débat lui-même. Pendant cinq jours, Joe Biden n'a pas pris la peine de rassurer personnellement les chefs de file du parti ni les gouverneurs, relais pourtant critiques. Ces derniers ne seront reçus que mercredi. Nancy Pelosi, 84 ans, élue de Californie et ancienne speaker de la Chambre, a validé les interrogations de son camp. « Je pense qu'il est légitime de se poser la question », a-t-elle reconnu sur la chaîne MSNBC. De son côté, le sénateur Sheldon Whitehouse (Rhode Island) s'est dit « horrifié » par cette prestation. Selon lui, les démocrates veulent savoir si « c'était une vraie anomalie ou l'état dans lequel il est ces jours-ci ».

Un autre allié de longue date de Joe Biden au Congrès, James Cly-

burn, 83 ans, trahissait ses propres doutes sur MSNBC. Lui qui fut, en Caroline du Sud, un avocat de M. Biden, en 2020, auprès de l'électorat noir, le soutient encore. Mais il semble déjà se projeter. Sa préoccupation : stopper les spéculations sur une candidature surprise dans le cadre d'une convention ouverte. « Ce parti ne doit d'aucune façon faire quoi que ce soit pour contourner M^{me} [Kamala] Harris. Nous devons tout faire pour la mettre en avant, qu'elle soit en seconde place ou bien en tête du ticket. » Le tabou est donc levé.

Les sondages, parfois difficiles à lire, contribuent à la fébrilité générale. Selon celui publié par la chaîne CNN, mardi, 75 % des personnes interrogées estiment que les démocrates auraient de meilleures chances de victoire en cas de retrait. L'information la plus saisissante est le meilleur score de Kamala Harris face au candidat républicain. Donald Trump ne la devancerait que de deux points, soit la marge d'erreur, contre six face à Joe Biden.

Agenda aménagé

La vice-présidente reste discrète. D'autres parlent pour elle. Dans *Newsweek*, Tim Ryan, ancien candidat aux primaires démocrates et ex-élu de l'Ohio, souligne avoir eu « le cœur brisé » en assistant en direct au naufrage du président. « Après une profonde réflexion ces derniers jours, je crois fortement que notre meilleure voie pour avancer est Kamala Harris. » Elle serait, selon lui, mieux à même de livrer bataille sur le sujet-clé qu'est l'avortement et obtiendrait des scores plus élevés auprès des minorités de couleur et des jeunes.

Professeur de sciences politiques à l'université de Chicago, John Mark Hansen ne partage pas cette analyse. « Il ne s'agit pas de gagner la Californie, mais les Etats-Unis et la Pennsylvanie », dit-il, concernant les fortes limites de la popularité de M^{me} Harris. Dans un entretien au *Monde*, M. Hansen estime que si Joe Biden adoubaît lui-même, après s'être retiré, un autre candidat que sa vice-présidente, ce sacrifice « susciterait beaucoup de respect, pour le bien du parti et du

« Nous avons tous vu ce que nous avons vu. La vérité, c'est que Biden va perdre »

MARIE GLUESENKAMP PEREZ
représentante démocrate
de l'Etat de Washington

pays », et permettrait d'éviter « l'erre-
neur » d'une convention ouverte en août. Celle-ci provoquerait trop de tensions en amont entre les candidats putatifs.

Face à cette accélération de la crise, la Maison Blanche a trouvé un coupable classique : la presse. Les conseillers jugent que rien n'est irrémédiable, que l'élection sera de toute façon serrée et que les indépendants seraient glacés par la prestation de Donald Trump. La porte-parole de l'administration, Karine Jean-Pierre, a expliqué, mardi, que l'administration voulait « tourner la page » de ce mauvais moment télévisé.

L'équipe Biden a aussi publié les chiffres de levées de fonds : 264 millions de dollars (245 millions d'euros) au deuxième trimestre, dont 127 millions au seul mois de juin. Mais cela ne traduit en rien l'impact du débat, contrairement aux sondages qui seront guettés cette semaine. Si le président restait dans la course, les riches donateurs pourraient privilégier un soutien aux candidats démocrates à la Chambre et au Sénat. Il ne s'agit plus d'argent, de programme, ni même de personnalité, mais d'un doute ravageur sur la capacité de Joe Biden à faire campagne, sans être confiné à de brèves prestations scénarisées.

La première dame, Jill Biden, a expliqué au magazine *Vogue*, dimanche 30 juin, que sa famille ne laisserait pas « ces quatre-vingt-dix minutes [de débat] définir les quatre années où il a été président ». Mais existe-t-il une sortie de crise, lorsqu'on n'est plus en mesure de prouver sa vitalité ? La presse se focalise sur la santé du président et son agenda aménagé.

Confusion régulière des chiffres, des dates, des personnes. Parfois, aussi, regard perdu, bouche entrouverte, semblant trahir une absence. Puis Joe Biden réapparaît, plus vigoureux, par exemple lundi soir, pour commenter l'arrêt de la Cour suprême sur l'immunité présidentielle. Mais l'exercice lui ôtrait une béquille : le prompteur. Quelle est son autonomie réelle ?

La bulle mise en place autour du président l'a préservé de toute conférence de presse véritable avec des possibilités de relance. Dans le cadre de la gestion de crise, la Maison Blanche a annoncé un entretien de Joe Biden, le 5 juillet, avec la chaîne ABC. Ce même jour, il se déplacera dans le Wisconsin. Comme si de rien n'était.

Gagner du temps

Pourtant, un article du *New York Times*, mardi, narrait à quel point la préparation du débat télévisé avait été escamotée par la fatigue de Joe Biden, après deux voyages transatlantiques au cours de ce mois de juin. Les répétitions à huis clos, à Camp David, ont été raccourcies de deux jours, pendant lesquels le président est resté dans sa maison de Rehoboth Beach (Delaware), son repaire habituel pendant les week-ends prolongés. Une fois à Camp David, les entraînements ne commençaient pas avant 11 heures. Un temps de sieste était aménagé l'après-midi.

Un rhume, un simple rhume, a prétendu la Maison Blanche après le débat, plongée dans le déni. Joe Biden n'a parlé que six petites minutes, mardi, lors d'une soirée de levée de fonds en Virginie. « Je n'ai pas écouté mon équipe, a-t-il regretté, au sujet de ses voyages, et ensuite je me suis pratiquement endormi sur le plateau. » Après le rhume, donc, le décalage horaire. Plus les excuses s'accumulent, plus le doute métastase. C'est aussi une façon de gagner du temps. Il ne faut pas sous-estimer l'ampleur vertigineuse de la décision qui s'impose à Joe Biden ou qu'il refuse d'envisager. Il n'en va pas seulement de la politique, de cinquante ans de vie publique ou de la menace Trump. Il en va aussi de son rapport intime à la mort. ■

PIOTR SMOLAR

Des Syriens tués dans des rixes contre la Turquie

Des attaques contre des réfugiés en Anatolie provoquent une flambée de violence en Syrie

Sept personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées dans le secteur contrôlé par l'armée turque dans le nord de la Syrie, selon un bilan fourni, mardi 2 juillet, par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). D'après l'ONG, les décès ont eu lieu lors d'échanges de tirs survenus lundi entre des manifestants et des forces turques dans les villes syriennes d'Afrin et de Djarabulus, situées le long de la bande frontalière sous contrôle d'Ankara.

L'armée turque occupe, avec des groupes syriens qui lui sont subordonnés, deux vastes zones conquises après des opérations militaires d'envergure, notamment contre les groupes kurdes de la région. Lundi, dans toute cette zone, des routes ont été coupées, des véhicules turcs ont été attaqués, des drapeaux turcs qui flottaient sur des bâtiments ont été arrachés, des slogans hostiles au président Recep Tayyip Erdogan ont été scandés.

Instrumentalisation

Cette irruption de violence est partie, dimanche, de Kayseri, une ville d'Anatolie centrale, en Turquie, où un fait divers – l'arrestation d'un Syrien soupçonné de harcèlement sur une enfant de son entourage – a provoqué des attaques racistes contre des Syriens dont les véhicules ont été brûlés et les magasins pillés. « Peu importe qui ils sont, il est inacceptable de mettre le feu aux rues et aux maisons des gens », a tonné M. Erdogan, le lendemain.

Ce n'est pas la première fois que la communauté syrienne de Tur-

quie est visée par des attaques racistes. Rapportées à la masse de réfugiés accueillis dans ce pays, 3,2 millions de personnes sur une population totale de 85 millions, ces violences restent mineures. Toutefois, l'instrumentalisation de l'accueil des Syriens par une partie de la classe politique tend à envenimer le problème, surtout quand l'inflation (71,6 % en juin) grève le budget des ménages.

Réagissant à ces attaques, des centaines de Syriens de la zone turque d'occupation sont descendus dans les rues pour protester contre le sort fait à leurs concitoyens, reprochant aux autorités turques de ne pas les protéger.

Les accrochages ont été violents, six manifestants ont été tués à Afrin, où un groupe d'hommes en colère s'en était pris au bureau du gouverneur, nommé par Ankara. Un autre homme a été tué au poste frontière de Djarabulus, envahi par les protestataires. Les décès sont survenus « dans des échanges de tirs avec des gardes turcs », a déclaré à l'AFP le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane, sans préciser si les victimes étaient armées. Toujours selon l'ONG, basée à Londres, « face à l'escalade des événements », la Turquie a fermé quatre de ses postes frontaliers.

A Ankara, le ministère de l'intérieur a annoncé, mardi, l'arrestation de 474 personnes accusées d'avoir participé aux attaques antisyriniennes menées, dimanche et lundi, dans une dizaine de villes du pays, notamment à Kayseri, Sanliurfa, Gaziantep, Hatay, Adana et Bursa. ■

MARIE JÉGO

La fille du président camerounais dévoile son homosexualité

La photo a été publiée dimanche 30 juin sur Instagram, dernier jour du mois des fiertés pour la communauté LGBT+. Brenda Biya, 26 ans, fille du président camerounais, Paul Biya, y apparaît embrassant sa compagne, la mannequin brésilienne Layyons Valença. Ce n'est pas la première fois que les deux femmes affichent leur proximité sur les réseaux sociaux. Mais cette fois-ci, King Nasty, de son pseudonyme de rappeuse, qui compte plus de 300 000 abonnés, a mis fin aux rumeurs. Sur la photo, on voit Brenda Biya et Layyons Valença enlacées dans un ascenseur : « Je suis folle de toi & je veux que tout le monde le sache », est-il écrit en légende de la publication.

Le cliché aurait pu passer inaperçu s'il n'était pas question de la fille du chef d'un Etat où l'homosexualité est un crime. L'article 347-1 du code pénal camerounais prévoit jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 200 000 francs CFA (305 euros) d'amende en cas de rapport sexuel entre deux personnes de même sexe.

« Depuis les années 2000, le développement des mouvements LGBT+ à l'international et la riposte mondiale contre le VIH ont renforcé la stigmatisation et la violence à l'égard des personnes homosexuelles au Cameroun », explique l'anthropologue Patrick Awondo, directeur du Centre de recherches sur le genre et les discriminations à l'université de Yaoundé-I.

Ce coming out a été accueilli comme un espoir par les organisations de défense des droits des LGBT+ du pays. « Je salue le courage de Brenda Biya, qui assume son droit

fondamental d'aimer et d'être aimée », réagit auprès du *Monde* l'avocate Alice Nkom, figure de la lutte pour les droits LGBT+ au Cameroun. Elle a été notamment l'avocate de Shakiro, une femme transgenre qui a été agressée dans la rue à Douala puis condamnée en 2021 à cinq ans de prison avant d'être contrainte de s'exiler en Belgique deux ans plus tard. Pour Nkwain Hamlet, directeur au Cameroun de Working for our Wellbeing, organisation de lutte pour les droits des homosexuels, cela permet de replacer le sujet dans le débat public : « Avant, cela venait uniquement du milieu militant, mais, maintenant que le sujet concerne la famille présidentielle, les choses pourraient changer. »

Sur le réseau social X, le militant a appelé le président, Paul Biya, 91 ans, à ouvrir le débat sur la décriminalisation de l'homosexualité : « Le fait de pouvoir jouir d'une liberté sexuelle ne devrait jamais être un privilège », écrit-il, convaincu qu'un meilleur accès à l'éducation serait aussi nécessaire pour faire face à l'homophobie. « A partir du moment où l'on est protégé par sa classe sociale, on ne s'expose pas à la même répression », analyse Patrick Awondo. Brenda Biya, elle, est à l'abri de la loi camerounaise : la fille du président camerounais est installée en Suisse. ■

JUDITH RENOULT

Affaire Ghosn : l'étau judiciaire se resserre sur Dati

La cour d'appel de Paris a rejeté la demande de la ministre de faire reconnaître la prescription des faits

C'était l'une de ses dernières cartes pour tenter d'échapper à un procès. Rachida Dati a perdu une manche décisive, mardi 2 juillet, devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris. La juridiction a rejeté un recours déposé par les avocats de la ministre de la culture et maire du 7^e arrondissement de Paris pour obtenir l'annulation des poursuites à son encontre dans l'affaire dite « Carlos Ghosn », du nom de l'ex-PDG de Renault-Nissan, visé par deux mandats d'arrêt internationaux de la justice française et en fuite au Liban. Dans le cadre de leur requête, les conseils de M^{me} Dati ont soutenu que la prescription serait acquise dans ce dossier depuis 2015. Or une source judiciaire observe que la chambre de l'instruction a rejeté cette requête et ainsi confirmé une première décision des juges d'instruction sur la prescription.

Par ailleurs, la chambre de l'instruction n'a pas transmis à la Cour de cassation une question prioritaire de constitutionnalité (QPC), soulevée par le camp Dati, sur la recevabilité de la requête en prescription, malgré l'expiration d'un délai de six mois après la mise en examen de M^{me} Dati, poursuivie depuis juillet 2021 pour « corruption passive », « trafic d'influence passif », « recel d'abus de pouvoir » et « recel d'abus de confiance ».

« A l'instar du Parquet national financier [PNF], des juges d'instruction, du parquet général, la chambre de l'instruction a considéré qu'aucun des éléments prétendument pertinents apportés par M^{me} Dati dans le débat n'était de nature à changer quoi que ce soit dans ce dossier », note une source proche du dossier.

Güère de traces des prestations

Les juges d'instruction se polarisent sur les honoraires (qui s'élèvent à 900 000 euros hors taxes pour prétendument 900 heures de travail) versés à M^{me} Dati en tant qu'avocate, de 2010 à 2012, par Renault-Nissan BV (RNBV), filiale néerlandaise de l'alliance Renault-Nissan. A cette époque, M^{me} Dati était députée européenne, membre suppléante de la commission de l'industrie, de la recherche et de



Rachida Dati, lors d'une conférence de presse d'Emmanuel Macron, à Paris, le 9 juin. LAURENCE GEA/MPYOP POUR « LE MONDE »

l'énergie, et les activités de lobbying sont interdites au Parlement européen.

Sauf quelques notes générales, les juges n'ont guère trouvé de traces des prestations : absence de rapports annuels d'activité de M^{me} Dati, liée à M. Ghosn par une convention d'honoraires confidentielle signée en octobre 2009, portant sur « la politique d'expansion internationale du groupe, notamment dans les pays du Moyen-Orient et du Maghreb » ; absence de notes de frais pour d'éventuels déplacements ; rares rencontres entre M^{me} Dati et M. Ghosn ; « manque de documentation » susceptible de justifier les paiements, absence de « factures détaillées » de M^{me} Dati et de « résiliation écrite indiquant la fin de [s]a mission », selon un audit mené en 2019 sur la gestion de RNBV.

Comme l'ont relevé *Libération*, *Radio France* et *Le Nouvel Obs*, les

Chaque mois de gagné grâce aux recours constitue un répit pour M^{me} Dati, candidate à la Mairie de Paris

magistrats instructeurs doutent ainsi de la réalité des travaux de la ministre. Des auditions de plusieurs cadres de Renault et de RNBV, dont *Le Monde* a pris connaissance, sont sans appel : « Je ne savais pas que Rachida Dati serait intervenue sur le Maroc » ; « Concrètement, je ne sais pas ce qu'elle a réalisé pour RNBV » ; « Je n'ai jamais entendu son nom ni vu de document la concernant passer entre mes mains » ; « Je n'ai pas eu connaissance de ce contrat. Je ne sais

pas pour quelles missions Rachida Dati a été rémunérée par RNBV ».

« Elle avait insisté pour rapporter directement à M. Ghosn, comme c'était précisé dans son contrat », a déclaré aux juges un proche collaborateur de M. Ghosn, tout en décrivant M^{me} Dati comme « principalement la conseillère du président » et reconnaissant « avoir eu du mal à trouver des dossiers pouvant entrer dans le domaine de compétence [de l'avocate]. Moi, je ne savais pas exactement ce qu'elle faisait, je n'avais pas une vue d'ensemble ».

« [Le compte rendu annuel d'activités de M^{me} Dati] a peut-être été fait et envoyé mais certainement pas à moi, a dit M. Ghosn, en 2021, aux juges d'instruction venus l'interroger à Beyrouth. Je n'ai pas reçu de tel compte rendu car je ne le souhaitais pas. » M^{me} Dati n'aurait pas été juriste, cela n'aurait rien changé pour moi », a-t-il souli-

gné, mettant en avant ses qualités de négociatrice, son réseau politique et diplomatique. L'homme d'affaires a par ailleurs confirmé avoir donné des instructions orales à M^{me} Dati et ne pas lui avoir demandé de rendu de travaux écrits

Le fond, « pas du tout tranché »

Quant à l'ex-directeur juridique de Renault, aujourd'hui décédé, il a assuré à la justice que M^{me} Dati avait réalisé « une étude concernant le libre-échange entre la Corée du Sud, la Chine et l'Union européenne ». Or aucune trace d'une telle étude n'a été retrouvée par les commissaires aux comptes de Renault ou les auditeurs du cabinet Mazars. Alors que le PNF va prochainement rendre son réquisitoire définitif en vue d'un éventuel renvoi de M^{me} Dati devant le tribunal correctionnel, les avocats de la ministre, Olivier Pardo et Olivier Baratelli, font feu de tout bois

pour obtenir l'abandon des poursuites. Pour eux, l'arrêt de la chambre de l'instruction « n'est qu'un acte de procédure. Le fond n'est pas du tout tranché ».

Ils assurent avoir formé deux pourvois en Cassation. Le premier porte sur la question de la prescription. « Nous estimons depuis longtemps que Renault [partie civile dans ce dossier] et RNBV avaient connaissance de l'activité d'avocat de M^{me} Dati et nous nous appuyons sur ses factures et des éléments factuels, estiment les avocats de la ministre. La victime, Renault, avait donc connaissance de la réalité de ce travail, et il n'y a pas eu de dissimulation. »

M^{es} Baratelli et Pardo balaient la « fable » selon laquelle M^{me} Dati aurait été « engagée » par Renault pour « faire du lobbying à Bruxelles » en sa qualité de députée européenne. « Elle a négocié, en tant qu'avocate, des contrats d'Etat, développent-ils. Le problème est que le temps est un outrage à la mémoire. Il est difficile d'appréhender une affaire quinze ans après les faits. Le directeur juridique qui pouvait témoigner de la prescription est mort. Et pourtant, il confirmait que M^{me} Dati a bien travaillé pour Renault. Tout comme M. Ghosn. »

Le camp Dati a par ailleurs formé un pourvoi en cassation concernant la QPC soulevée devant la chambre de l'instruction et déposé auprès des juges d'instruction une requête aux fins de non-lieu. Quant à M. Ghosn, il a aussi soulevé en mai une QPC en lien avec son statut de suspect visé par un mandat d'arrêt international. Son avocate, Jacqueline Laffont, n'a pas souhaité faire de commentaire à ce stade, « du fait que M. Ghosn et ses avocats n'ont actuellement pas accès au dossier ». Renault n'a pas voulu réagir.

Si l'information judiciaire est close depuis septembre 2023, ces recours de la défense pourraient allonger la procédure pénale. Chaque mois de gagné constitue un répit pour M^{me} Dati. Candidate à la Mairie de Paris, la ministre sait que la tenue d'un procès et une éventuelle condamnation à la clé, avant le scrutin prévu en 2026, pourraient ternir son image et foudroyer ses ambitions. ■

RÉMI DUPRÉ

Deux espions chinois priés de quitter la France

Paris leur reproche l'orchestration d'une tentative de rapatriement forcé d'un ressortissant chinois

L'ordre est venu de l'Elysée et devait rester secret pour ne pas froisser la susceptibilité du régime de Pékin. Le chef de poste du ministère de la sécurité de l'Etat (MSE, ou Guoanbu, les services secrets chinois), basé à l'ambassade de Chine à Paris, et son adjoint, ont été priés de quitter le territoire français. Paris leur reproche d'avoir orchestré, en mars, une tentative de rapatriement forcé d'un dissident politique. Les autorités chinoises ont plaidé le malentendu et déployé beaucoup d'énergie pour démontrer leur bonne foi. En vain. L'information a été confirmée au *Monde* au sein du Quai d'Orsay, qui a précisé qu'il s'agissait, dans ce cas précis, d'une procédure « de gré à gré ».

Le 22 mars, une scène peu commune avait attiré l'attention de la direction nationale de la police aux frontières de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Sous les yeux des policiers, un homme était contraint dans ses mouvements par un groupe de sept individus qui le menaient, malgré sa résistance, vers les portes d'embarquement. L'intervention de la police a mis fin au projet de rapa-

trier de force, en Chine, Ling Huazhan, un dissident chinois de 26 ans, que la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) décrit comme une « personne fragile psychologiquement ».

Après enquête, il est apparu que celui qui dirigeait le groupe de kidnappeurs n'était autre que le chef de poste, en France, du MSE. Comme l'ensemble des officiers de liaison des services étrangers, il est déclaré comme tel au ministère des affaires étrangères et possède un passeport officiel qui lui garantit une immunité diplomatique. Son adjoint jouit du même type de protection.

« Stations de police » fantômes

Ling Huazhan vivait seul et de manière précaire près de la gare Saint-Lazare, après s'être réfugié en Europe. Il est visé par la Chine pour « action offensante à l'égard du président chinois », pour des graffitis anti-Xi Jinping et des dégradations d'affiches à l'effigie de ce dernier. Il aurait aussi relayé des articles critiques du régime sur les réseaux sociaux. La détention de son passeport a servi de moyen de pression pour l'emmener à l'aéroport.

Son document d'identité lui aurait été subtilisé dans un commerce tenu par des Chinois près de la gare Saint-Lazare. Selon la DGSI, ce lieu ferait office de « station de police » fantôme, des « stations » utilisées par Pékin dans le monde entier pour faire régner sa propre loi, notamment à l'encontre de ses opposants. Il en existerait plusieurs à Paris et sur le territoire français.

Selon la DGSI, Ling Huazhan continue, depuis, de faire l'objet de « pressions de la part des services de renseignement chinois ». Il aurait reçu des appels de son frère et de sa tante, sous la menace des autorités chinoises, lui demandant de cesser ses activités.

Malgré leur agacement, la perspective de la visite d'Etat, en France, du président chinois, Xi Jinping, du 5 mai au 7 mai, avait conduit les autorités françaises à reporter la demande de départ des deux agents pour ne pas gâcher la rencontre. Les services de renseignement français avaient été priés de tenir leur langue. Mais, pour ne rien arranger, dès le 8 mai, un autre événement impliquant des agents de Pékin survenait à Paris.

Ce jour-là, la brigade anticriminalité du 18^e arrondissement de Paris interrompait une opération visant, à son domicile, une Kazakhe d'origine ouïgoure, Gulbahar Jalilova, arrivée en France en 2020, après avoir séjourné dans un camp de concentration chinois du Xinjiang. Prévenus par des voisins, les policiers tombent nez à nez avec une « dizaine d'hommes habillés en noir » et identifient le véhicule du commando. Sur l'une des six personnes contrôlées figure un passeport de service lié à l'ambassade de Chine.

Contactée le 26 juin par courriel sur la demande d'expulsion des deux agents chinois, l'ambassade de Chine n'a pas souhaité faire de commentaire. Le 18 mai, elle avait démenti toute implication dans ces deux affaires. Sollicité, le ministère des affaires étrangères français, Stéphane Séjourné, a refusé de s'exprimer publiquement sur ce dossier sensible. En optant pour la procédure de « gré à gré » et non celle, plus formelle, de « persona non grata », la France entendait montrer les muscles sans le dire. ■

JACQUES FOLLOROU

HANDICAP

Vacances pour les handicapés : l'IGAS recommande de revoir la réglementation

L'inspection générale des affaires sociales (IGAS) recommande de revoir la réglementation des séjours collectifs pour personnes handicapées, selon un rapport rendu public, mardi 2 juillet, près d'un an après le drame de Wintzenheim (Haut-Rhin), qui avait fait 11 morts dans l'incendie d'un gîte. Une première enquête de l'IGAS avait démontré « un dysfonctionnement général » et une « succession de défaillances ». L'inspection générale propose un guide des bonnes pratiques, par exemple des règles sur les conditions de transport, et une réforme des moyens de contrôle et de supervision de ces séjours. – (AFP)

JUSTICE

Le mandat d'arrêt visant Bachar Al-Assad sera examiné en cassation

La Cour de cassation devra se prononcer sur la possibilité qu'a la France à demander l'arrestation de Bachar Al-Assad, accusé de complicité de crimes contre l'humanité. L'instance a été saisie par le ministère public après la validation en appel du mandat

d'arrêt visant le président syrien pour les attaques chimiques de 2013 imputées à son régime. La question au cœur de ce dossier est celle de l'immunité personnelle des chefs d'Etat en exercice. Le 26 juin, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris avait suivi l'analyse des parties civiles en écartant ce droit à l'immunité au motif que les crimes dénoncés, qualifiés de complicité de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, « ne peuvent être considérés comme faisant partie des fonctions officielles d'un chef de l'Etat ». – (AFP)

Le propriétaire d'Atalian condamné à dix-huit mois de prison ferme

Franck Julien, propriétaire du groupe Atalian, a été condamné, mardi 2 juillet, à quatre ans de prison, dont dix-huit mois ferme, et à une amende de 375 000 euros. Le tribunal correctionnel de Paris l'a jugé coupable de plusieurs « abus de biens sociaux », de « blanchiment aggravé », de « complicité de faux et d'usage de faux ». L'ex-PDG de ce géant du service aux entreprises (nettoyage, gardiennage, espaces verts...) a également été interdit de gestion d'une société pendant trois ans.

L'Europe à la reconquête de l'espace

Face à la domination d'Elon Musk sur les fusées et les constellations de satellites diffusant Internet, l'Europe spatiale doit surmonter les différends entre l'Allemagne, l'Italie et la France pour rester compétitive

BERLIN, ROME - correspondants

Dans moins d'une semaine, mardi 9 juillet, la première Ariane-6 décollera de Guyane. Il sera alors 15 heures à Kourou et 20 heures à Paris. Ce moment est attendu depuis dix ans, depuis que les Européens, en 2014, se sont rendu compte que SpaceX, la société d'Elon Musk, avec sa fusée Falcon-9, bouleversait les règles du secteur en cassant les prix des lancements. Il leur fallait réagir face à ce perturbateur pour ne pas être laminé.

Mais la réponse n'a pas été aussi rapide qu'espéré. En cause, des lourdeurs d'organisation et des hésitations sur les choix technologiques, sur fond de tension entre Français et Allemands. « Ne nous le cachons pas, l'industrie spatiale européenne est aujourd'hui en risque, alertait Philippe Baptiste, le président du Centre national d'études spatiales (CNES), le 13 juin, lors du Paris Air Forum. Nous devons avoir des réponses et des remises en question fortes. Cela concerne tant les agences que les industriels, il faut être capable de travailler différemment, de faire émerger de nouveaux acteurs pour aller plus vite, car on a été parfois trop lents et nous avons raté des évolutions technologiques. »

La situation est d'autant plus critique que désormais toute la filière est ébranlée par l'onde de choc Elon Musk, des lanceurs aux opérateurs de satellites en passant par les constructeurs. « Quand SpaceX fragilisait Ariane, c'était la France qui semblait la plus touchée. Aujourd'hui, comme cela concerne toute la chaîne de valeur, c'est l'Europe entière qui est visée, estime Stéphane Israël, président exécutif d'Arianespace. Personne ne peut accepter cette surdomination, et je

suis persuadé que les acteurs vont s'organiser pour trouver des alternatives. »

En attendant, Elon Musk ne manque pas une occasion d'afficher son hégémonie. Mimas, à la veille du Satellite 2024, qui réunit chaque année à Washington l'ensemble du monde spatial, le milliardaire conviait une vingtaine de ses clients sur son site texan de Boca Chica, où sont assemblées et lancées ses fusées géantes Starship. Ce jour-là, cinq d'entre elles étaient alignées dans le hall d'assemblage, leurs 120 mètres de haut renforçant l'impression de gigantisme. Dans le vol de retour vers la capitale américaine, il proposait à ses invités, la plupart étant des opérateurs de satellites, de tester la liaison Internet assurée grâce à sa constellation Starlink. « We are impressed and distressed », tel était le sentiment général à la sortie de l'avion. Impressionnés par la prouesse technique du futur lanceur, mais déprimés par l'avance prise dans les télécoms.

DES PARTENAIRES « COMPÉTITEURS »

Les données confirment cette domination. Selon Look Up Space, start-up française spécialisée dans la surveillance spatiale, le cap des 10 000 satellites actifs en orbite a été franchi au mois de juin, 10 019 exactement, dont les deux tiers (6 646) appartiennent à Starlink. Et que dire des lancements de fusées ? Depuis le début de l'année, sur les soixante-douze tirs américains, SpaceX en a assuré 86 % avec sa fusée Falcon-9, l'essentiel étant pour sa constellation Starlink. Et les Européens, zéro...

Tout cela dans un contexte d'augmentation des dépenses publiques de défense en raison des tensions internationales. « Depuis deux ans, les budgets spatiaux mondiaux civils et militaires ont dépassé les 100 milliards de dollars [93,3 milliards

encore les télécommunications et l'Internet haut débit, grâce aux constellations de satellites.

Un « point de bascule »

Face à ces enjeux, les initiatives se multiplient. « En Europe les projets privés de minilanceurs bouillonnent », relève Jean-Marc Astorg, directeur de la stratégie au Centre national d'études spatiales, avant de revenir sur la révolution technologique en cours : « Nous sommes entrés dans une phase de transition où, aux côtés de nouveaux lanceurs lourds classiques qui arrivent sur le marché, comme Ariane-6 en Europe, H3 au Japon et Vulcan aux Etats-Unis, se développent des fusées réutilisables d'envergure tels le Starship d'Elon Musk et le New Glenn de Jeff Bezos. »

Leur arrivée sur le marché « sera un point de bascule », estime-t-il.

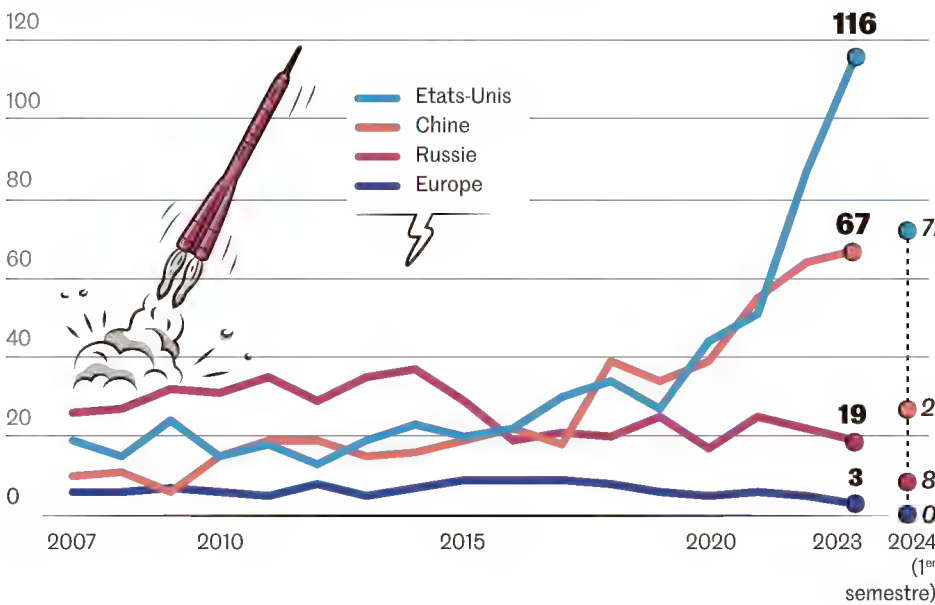
La rupture sera « majeure » quand Starship, devenu opérationnel, pourra emporter 100 tonnes, soit dix fois plus que les lanceurs actuels. Ce pourrait être dans cinq à dix ans.

Une autre puissance spatiale, l'Inde, développe également une fusée réutilisable et à bas coût, le Next Generation Launch Vehicle, en s'inspirant de la Falcon 9 de SpaceX. Ce projet est regardé avec intérêt par la France, qui a renforcé son partenariat avec New Delhi. Mais la priorité indienne reste les vols habités, pour rejoindre les Etats-Unis, la Chine et la Russie. Une Russie qui a, quant à elle, décroché de cette compétition depuis plusieurs années, surtout depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, en février 2022. ■

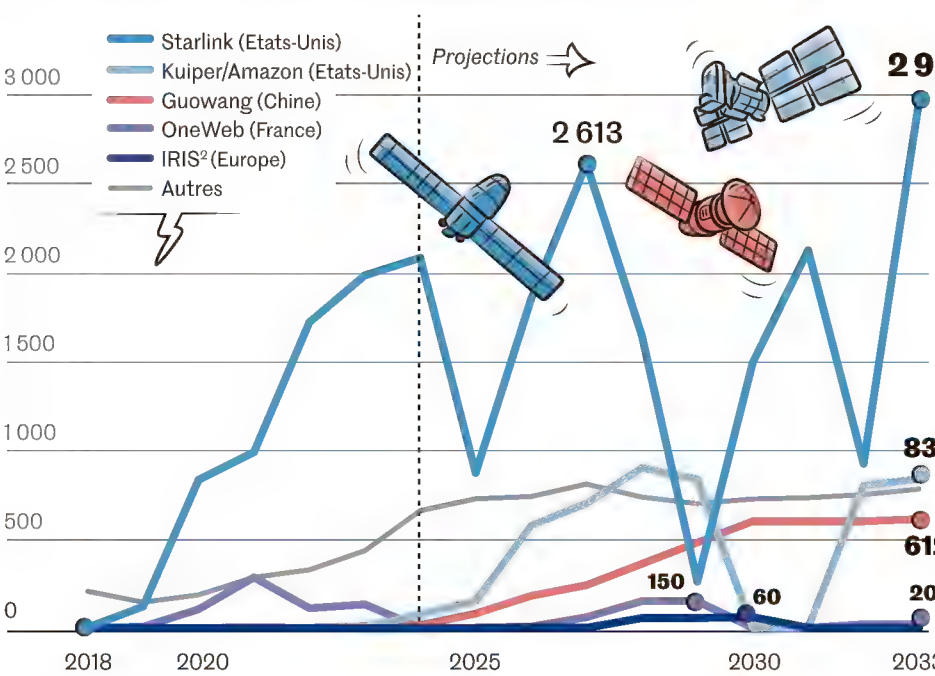
DOMINIQUE GALLOIS

Fusées : la suprématie américaine

Nombre de lancements de fusées par pays ou région



Nombre de satellites en orbite par constellation chaque année



Sources : RussianSpaceWeb ; Novaspacespace • Infographie : Le Monde, Benjamin Martinez, Audrey Lagadec

LE CAP DES 10 000 SATELLITES ACTIFS EN ORBITE A ÉTÉ FRANCHI AU MOIS DE JUIN, DONT LES DEUX TIERS APPARTIENNENT À STARLINK

d'euros], souligne Pacôme Révillon, le PDG de la société de conseil Novaspacespace. C'est dire l'importance stratégique de l'espace pour des questions de souveraineté et d'exploration. » Les Etats-Unis représentent la plus grande part, avec plus de 70 milliards de dollars, alors que les Européens y consacrent environ 15 milliards de dollars par an, devant la Chine, 14 milliards de dollars. Au niveau industriel, la société SpaceX capte un volume croissant de contrats de la part de la NASA et du département de défense, tout en développant ses activités commerciales de lancement et sa constellation Starlink.

Face à ce modèle très intégré, l'Europe est fragmentée. « Aucun acteur européen n'a les moyens d'investir seul dans toutes les capacités spatiales, il faut donc se regrouper. Les pays en ont conscience, mais doivent prendre en compte les enjeux de souveraineté nationale revenus au premier plan », relève M. Révillon.

Cette problématique a surgi lors du développement d'Ariane-6. Les tensions ont été vives entre Français et Allemands, ces derniers reprochant la dérive des coûts et les retards d'un programme qu'ils considéraient comme trop tricolore. La France assure 55,3 % de l'investissement, contre 22 % pour l'Allemagne. Un compromis a été trouvé à Séville, en Espagne, le 6 novembre 2023, lors de la réunion de l'Agence spatiale européenne (ESA). En contrepartie d'un ultime apport financier garantissant l'exploitation d'Ariane-6 jusqu'en 2030, Berlin a obtenu l'ouverture de la concurrence pour les futurs minilanceurs. Un changement total de paradigme, passant d'une logique de demande institutionnelle à celle d'appel d'offres et de compétition, à l'image de ce que fait la NASA depuis plus de quinze ans.

Côté français, la réaction ne s'est pas fait attendre, par la voix d'Emmanuel Macron, le 11 décembre à Toulouse, à l'occasion d'un bilan du plan France 2030 : « On s'est battus pendant des mois et des mois en disant que la souveraineté européenne, c'est l'unité. Malheureusement, certains de nos partenaires historiques ont dit préférer être des compétiteurs. Dont acte. » Et de prévenir : « On va se battre, on sera les meilleurs et on reconstruira autour de nous, sur les lanceurs comme sur les constellations. »

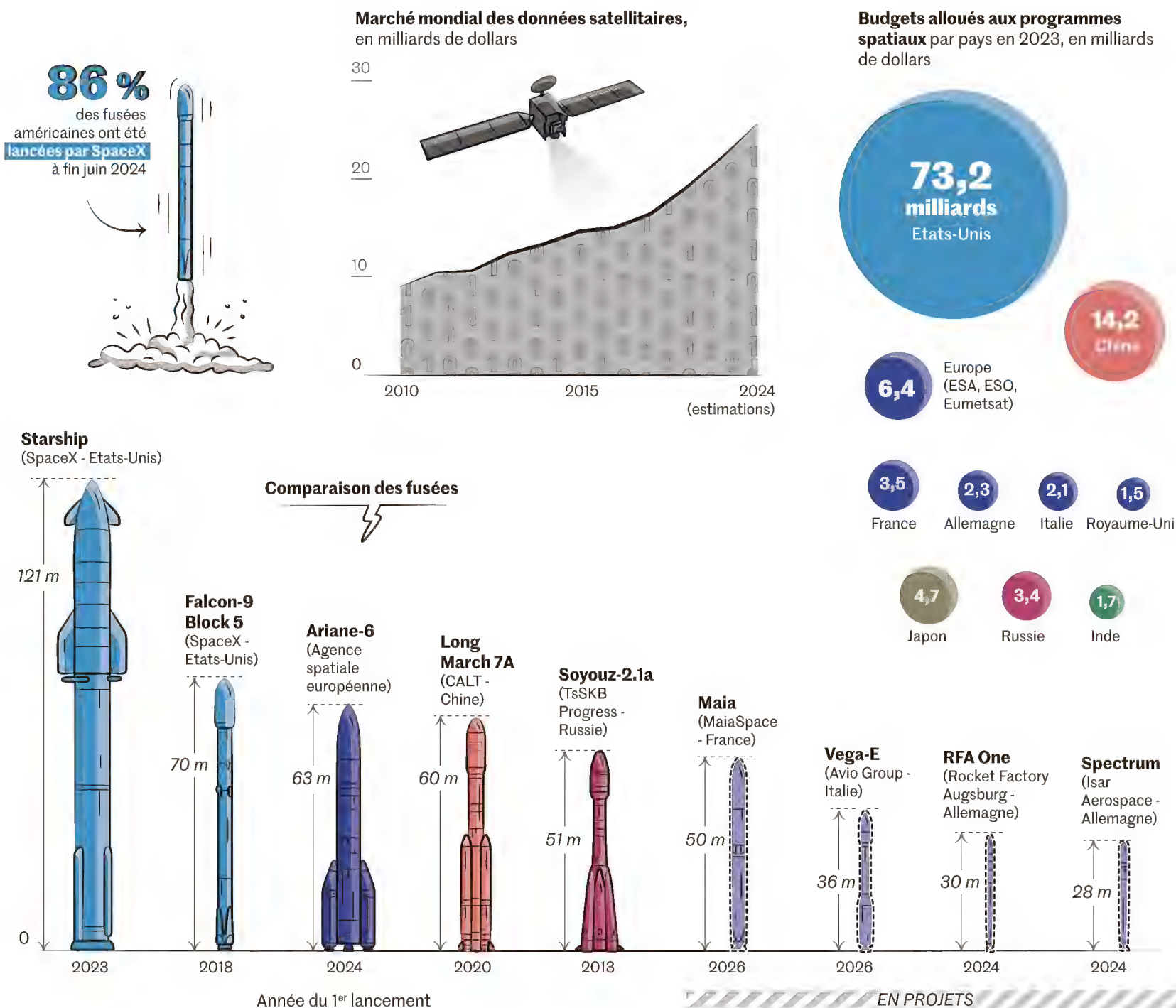
Puis, le 25 mars, en visite à Kourou, le président annonçait que l'Etat, par le biais du CNES, allait financer quatre start-up : Latitude, HyPrSpace, Sirius et MaiaSpace. Une réplique aux projets beaucoup plus avancés de trois jeunes entreprises allemandes, poussées par l'industrie, qui ont développé des microlanceurs avec succès, financés sur fonds privés. Isar Aerospace et RFA se livrent à une course de vitesse pour faire leur premier lancement dans les prochaines semaines. Une autre start-up, Hylimpulse, a procédé à un vol test au mois de mai. « Que le meilleur gagne, mais une fois que le meilleur aura gagné, il faudra coopérer », prévenait le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, lors d'un déplacement à Berlin.

VEGA VERSUS MAIA

De son côté, lors du sommet de l'ESA à Séville, l'Italie décidait de reprendre la commercialisation de sa fusée Vega, assurée jusqu'alors par Arianespace, pour la confier à son constructeur Avio. Une mesure prise à la suite d'un différend franco-italien, Paris ayant désagréablement surpris Rome, avec qui il a pourtant des accords, en annonçant fin 2021 le programme de microlanceur Maia.

Pour le gouvernement italien, cette conduite, jugée déloyale, ne pouvait pas rester sans conséquence, le futur lanceur français étant perçu comme un rival potentiel de Vega. « Des discussions initiées par ArianeGroup visant à impliquer Avio dans le programme Maia ont eu lieu mais n'ont pas donné de résultat, explique Stefano Bianchi, chef du programme Vega à l'ESA. Pour l'Italie, il était impossible d'accepter qu'Arianespace soit le distributeur exclusif de Vega, car il y avait une compétition directe entre Maia et la fusée italienne. Maia appartient en effet à 100 % à ArianeGroup, qui détient 70 % d'Arianespace. Il y avait conflit d'intérêts du point de vue italien. »

« Vega est la locomotive industrielle du secteur spatial italien, elle tire derrière elle tout un écosystème en plein essor », résume Simonetta Di Pippo, professeure d'économie spatiale à l'université Bocconi, à Milan. La fusée est en effet le fleuron d'une politique spatiale volontariste qui lui a permis de construire une filière complète. L'Italie s'est éga-



intérêts français», a cinglé Reinhard Brandl, porte-parole de la CDU-CSU pour les affaires numériques au Bundestag, sur le réseau X, fin avril. « Pendant longtemps, Berlin n'a pas pris au sérieux le fait que Thierry Breton pousse ce projet de constellation de façon aussi décidée, estime Matthias Wachter, expert des questions spatiales au BDI, la grande fédération de l'industrie allemande. La guerre en Ukraine et l'utilisation de Starlink ont montré l'importance stratégique de ce genre de constellation. Si l'Europe veut être souveraine, elle a besoin d'une infrastructure de ce type. La guerre a accéléré les choses, et Berlin s'est laissé surprendre. »

DEUX APPROCHES DE LA SOUVERAINETÉ

Le nœud du problème reste que l'Allemagne peine à appréhender l'importance stratégique des questions spatiales. « Aujourd'hui, le thème est pris plus au sérieux qu'avant, mais l'Allemagne a encore des difficultés à en comprendre toute la portée stratégique, bien plus que d'autres pays comme la France », souligne Andrea Rotter, spécialiste des questions espace à la Fondation Hanns Seidel, un centre de recherche à Munich.

Les deux pays ont également des approches différentes sur la notion de souveraineté, bien qu'ils revendiquent tous deux ce terme. « La France voit la souveraineté comme exclusivement européenne, relève M. Wachter. L'Allemagne, elle, considère que, dans les domaines de la sécurité et de la défense, il n'est pas possible de se passer des Etats-Unis. On le constate sur le dossier ukrainien. »

S'ajoute à cela le manque d'implication du militaire dans les dossiers technologiques : l'armée allemande a déclaré, début juin, ne pas avoir besoin d'Iris² pour sa communication. « C'est la même chose avec Galileo. L'armée continue à utiliser uniquement la technologie américaine GPS. C'est là qu'on voit les approches différentes entre la France et l'Allemagne », poursuit cet expert des questions spatiales. Mais le temps est compté pour Iris² : le consortium doit remettre prochainement sa proposition pour tenir le calendrier serré d'un premier déploiement en 2026. Mais sera-t-elle acceptée, alors que la Commission européenne est en passe d'être renouvelée ? Thierry Breton risque de devoir laisser la gestion du projet à son successeur... ce qui pourrait encore allonger le temps de sa mise en œuvre. Surtout, cela renforcerait la domination d'Elon Musk, qui, après les lanceurs, les constellations, se concentre sur les vols habités. Un domaine où l'Europe est absente du club très fermé composé des Etats-Unis, de la Russie et de la Chine. Un nouveau défi. ■

CÉCILE BOUTELET,
DOMINIQUE GALLOIS
ET ALLAN KAVAIL

lement hissée au rang de la France et de l'Allemagne dans les financements de l'ESA en triplant sa contribution sur dix ans, pour atteindre 3,1 milliards sur la période 2022-2025. « En devenant plus compétitifs, les Italiens sont devenus plus compétiteurs », explique Jean-Pierre Darnis, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique et spécialiste du secteur spatial italien. Par ailleurs, dans une Italie où l'exécutif de droite et d'extrême droite se drapait dans un certain nationalisme économique, Vega est aussi un objet politique utile pour déployer un récit patriotique fondé sur les grandes réalisations du pays.

Face à Starlink, l'Europe a décidé, en novembre 2022, de se doter d'une constellation de satellites Iris², comme elle l'a fait avec Galileo pour être indépendante du GPS américain. Le projet, lancé par le commissaire européen Thierry Breton, est symptomatique du décalage entre la France et l'Allemagne sur les questions spatiales. C'est d'ailleurs Berlin qui a déclenché le différend. Dans une lettre envoyée à Bruxelles au mois de mars, le ministre allemand de l'économie, Robert Habeck, a sèchement critiqué ce projet, estimant que les coûts étaient trop élevés – 12 milliards d'euros, soit 40 % de plus qu'annoncé au départ – et, sur-

tout, que les groupes allemands, comme le fabricant de satellites OHB, n'y étaient pas suffisamment associés. Le consortium réunit Airbus, Thales, Eutelsat, SES et Hispasat. Le ministre allemand demande donc le report du projet. Le commissaire lui a répondu sèchement qu'il « ne [pouvait] accepter aucune pression politique ». Depuis, les deux parties tentent de trouver un compromis, avec une meilleure prise en compte des entreprises allemandes et une baisse des coûts. Dans les milieux politiques conservateurs, le commissaire européen est accusé d'avoir exagérément avantagé les entreprises françaises. « Breton a défendu bec et ongles les

« QUE LE MEILLEUR GAGNE, MAIS UNE FOIS QUE LE MEILLEUR AURA GAGNÉ, IL FAUDRA COOPÉRER »

BRUNO LE MAIRE
ministre de l'économie

« Nous sommes en retard, il faut revenir dans la course du spatial »

Pour Eva Berneke, directrice générale de l'opérateur français de satellites Eutelsat, il faut passer de la « haute couture » à l'« industrialisation »

ENTRETIEN

La patronne du premier opérateur français de satellites de communication revient sur l'ascension fulgurante des sociétés d'Elon Musk, SpaceX et Starlink, qui rebattent les cartes de la compétition mondiale et fragilisent l'Europe de l'espace.

Quelles ont été les conséquences de l'arrivée d'Elon Musk sur le marché des opérateurs de satellites ?

Depuis une dizaine d'années, c'est effectivement Elon Musk qui donne le ton en développant Starlink, sa propre constellation de satellites, pour diffuser l'Internet haut débit, et il sera bientôt suivi par Jeff Bezos avec Kuiper. Elon Musk dispose de subventions considérables et peut réagir très rapidement, car il contrôle toute la chaîne, allant de la fabri-

cation des fusées, des satellites et des terminaux jusqu'à la mise en orbite et le service. C'est une grande différence avec nous, les opérateurs classiques : nous assurons uniquement l'exploitation des satellites que nous achetons, ainsi que les terminaux, et réservons des créneaux de lancement.

Chacun tente de s'adapter. Nous avons racheté, en 2022, la constellation de satellites OneWeb, qui diffuse l'Internet haut débit, ce qui nous permet d'être, comme lui, sur l'orbite basse à 1 000 kilomètres de la Terre, une orbite très convoitée pour les liaisons télécoms, alors que nous étions tournés davantage vers le déploiement de satellites géostationnaires, à 36 000 kilomètres de là.

Comment percevez-vous l'arrivée d'Ariane-6 ?

Cela fait très longtemps que nous l'attendons, et nous avons

d'autant plus hâte que nous avons été le premier opérateur à signer un contrat dès le lancement du projet, en 2014. Ce sera un formidable lanceur. J'espère néanmoins qu'Ariane-6 sera au rendez-vous commercial. Pour cela, nous avons besoin d'un lanceur compétitif en matière de prix, et disponible pour des lancements. C'est un bon pas en avant, mais est-ce suffisant pour l'Europe, face à la concurrence américaine ?

« IL EST TEMPS DE NOUS RÉORGANISER. LE PROJET IRIS² LANCÉ PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE NOUS EN FOURNIT L'OCCASION »

Que voulez-vous dire ?

Le grand défi est de rattraper le retard pris sur les lanceurs. Avec Ariane-6, nous commençons pour la première fois à avoir une partie réutilisable, quand SpaceX fait cela depuis des années [pour la première fois le 30 mars 2017, avec la fusée Falcon-9, dont le premier étage avait été utilisé lors d'un tir précédent]. D'autre part, il lance des fusées avec une grande rapidité, au rythme d'une par jour, en comparaison avec Ariane-5, qui demandait de deux à trois mois de préparation pour un lancement. C'est impressionnant de voir le site de lancement des Falcon-9. Cinq ou six lanceurs attendent dans un hangar, et quand ils sortent d'autres arrivent. C'est une vraie industrialisation, là où nous sommes dans la haute couture.

Comment l'Europe peut-elle réagir face à SpaceX ?

La vraie question est de savoir si nous serons capables d'industrialiser la chaîne spatiale en Europe pour produire des milliers de satellites, et rester compétitifs. Cette recherche de productivité vaut aussi pour les lanceurs. C'est ce virage qu'il faut amorcer, sinon nous risquons de courir toujours derrière les courbes de coûts d'Elon Musk. Falcon-9 avait déjà réduit les prix de 50 %, Starship va les emmener encore plus bas, d'au moins 30 % à 40 %.

Il est temps de nous réorganiser, car nous avons déjà perdu trop d'années. Le projet de constellation Iris² lancé par la Commission européenne nous en fournit l'occasion. Il réunit un consortium dont nous faisons partie, en lien avec les groupes télécoms, pour concevoir un réseau Internet à la fois commercial et garantissant la souveraineté des pays. La part militaire y prend de l'importance,

d'autant que la guerre en Ukraine a changé la donne en mettant l'accent sur le fait de pouvoir communiquer et de le faire rapidement.

Mais n'est-il pas trop tard ?

Oui, l'Europe est en retard, il faut revenir dans la course et y mettre les moyens financiers. Après la conquête de la Lune, dans les années 1960-1970, les Etats-Unis ont réduit leurs dépenses spatiales. Pendant une très longue période, la NASA a alors perdu la capacité de lancer des fusées. Ce sont les Russes et les Européens qui ont continué à investir. Les Américains sont revenus au milieu des années 2000-2010 en refinançant la NASA, qui a fait le choix de faire appel à un privé, Elon Musk. Pour l'Europe, ce n'est pas impossible de le faire. Il faut surtout de la volonté. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
D. G.

Le directeur de la rédaction, Alexis Brézet, a écrit, dans un éditorial, préférer le RN au Nouveau Front populaire

Dès lundi après-midi, plusieurs journalistes se sont attelés à la rédaction d'un texte afin d'obtenir une réponse claire de M. Brézet à la question qui les taraude : « Le Figaro se définit-il encore comme un journal libéral, conservateur, pro-

« Décrédibilisation du journal »
 Dans son éditorial, Alexis Brézet écrivait : « *Entre Bardella et Mélenchon, qui, en conscience, voudra mettre un signe d'égalité ? Le programme du RN est certes, à bien des égards, inquiétant, mais en face : antisémitisme, islamogauchisme, haine de classe, hystérie fiscale. [...] Le Nouveau Front populaire est, de fait, le vecteur d'une idéologie qui consommerait le déshonneur et la ruine du pays.* » Pour les journalistes protestataires, cette formulation ressemble à « *un soutien au RN sans précédent dans l'histoire du journal et con-*

« Nous voudrions savoir si cet appel au vote témoigne d'un changement de ligne éditoriale », insiste le collectif, prenant le relais d'une SDJ divisée et hésitante sur la conduite à tenir. « *Tout le monde ne pense pas pareil à la rédaction* », reconnaît un journaliste. L'éditorialiste Eugénie Bastié a ainsi fait savoir, mardi soir dans un courriel, qu'elle n'avait été pour sa part « *nullement choquée* » par le texte de M. Brézet, dans lequel elle n'a « *lu aucune consigne de vote* ». Quelques instants plus tard, son collègue de FigaroVox Alexandre Deveccio approuvait, estimant que « *les polémiques inutiles [les] desservent* ».

Au moment où ces choix éditoriaux étaient tranchés, dimanche soir, Alexis Brézet (qui n'a pas fait

suite à nos sollicitations) accueillait dans son bureau le conseiller du groupe Dassault pour les activités de presse et de communication, Rudi Roussillon. Comme à chaque scrutin depuis vingt ans, ce dernier était venu avec un magnum de Château Dassault. Conformément à ce qu'il défendait déjà il y a deux semaines, le communicant déclare qu'« *il n'a pas la moindre observation ni la moindre critique à faire sur la ligne rédactionnelle du journal* ».

Il n'ignore alors rien des engagements passés du journaliste, ancien conseiller et « plume », à la fin des années 1980, du député européen (FN) Jean-Marie Le Chevallier avant de prendre la tête de *Valeurs actuelles*. M. Brézet sera l'un de ceux qui feront entrer, par la suite, via le site Web du *Figaro* et par son espace de débats et de tribunes FigaroVox, toute une série de jeunes journalistes bien plus à droite.

En 2017, cependant, lorsque Olivier Dassault, l'aîné des héritiers de la famille, prend la plume deux jours avant le second tour de la présidentielle opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, il est on ne peut plus clair. « *Entre le Front national et nous, il y a la croix de Lorraine et bien plus encore...* ». Depuis sa mort, en 2021, depuis surtout la réélection, en 2022, d'un Emmanuel Macron, dont c'est le dernier mandat, les choses ont changé. Son frère, Thierry Dassault, comme le patron du groupe, Charles Edels-tenne, sont moins rétifs à cette union des droites qui pourrait l'emporter et que la direction de la rédaction paraît soutenir.

Alexis Brézet a commencé, mardi, un tour des services pour s'expliquer en petit comité. Il a défendu son texte, assurant qu'*«il ne s'était pas engagé tant que ça»*, rapporte un témoin. *«Il a réaffirmé que le journal ne deviendrait pas d'extrême droite»*. ■

**RAPHAËLLE BACQUÉ
ET AUDE DASSONVILLE**



De la friture sur
l'avenir des biocarburants

Il flotte comme un mauvais air de renoncement autour des ambitions climatiques européennes. Et pas seulement à cause de la poussée de l'extrême droite sur tout le continent. Ce mardi 2 juillet, le groupe pétrolier britannique Shell a annoncé suspendre son investissement dans une grande raffinerie de biocarburants à Rotterdam. Une annonce qui intervient deux semaines après celle de son compatriote BP, qui a suspendu ses investissements dans deux unités de ce type en Allemagne et aux Etats-Unis.

L'usine de Shell devait être l'une des plus importantes au monde. Sa production de 820 000 tonnes de carburant par an, produit à partir de végétaux et d'huiles de cuisine, aurait permis, selon Shell, de retirer 2,8 millions de tonnes de CO₂ de l'atmosphère. Un calcul toujours sujet à caution qui tient compte de l'absorption de gaz carbonique par les plantes utilisées pour fabriquer le carburant. Mais cela aurait aidé le plan européen qui prévoit pour les secteurs difficiles à électrifier comme l'aérien une incorporation de 5 % de ces carburants dans les réservoirs des avions en 2030 avec un objectif de 70 % en 2050.

Mais, aujourd'hui, les producteurs rétropédalent pour trois raisons. La première est que le

marché n'est pas là. La demande des compagnies aériennes est plus faible que prévu et l'Association du transport aérien international reconnaît aujourd'hui que l'objectif de 5 % est «*extrêmement ambitieux*».

A prix cassé

La deuxième raison est que la production n'est pas rentable, en dépit d'un prix de vente deux à trois fois plus élevé qu'un carburant fossile. C'est l'argument avancé par Shell. Le leader mondial du secteur, le finlandais Neste, averti en mai que ses profits seraient plus faibles que prévu. Bien sûr, les Etats pourraient intervenir en alourdissant la taxation des carburants fossiles pour redonner de la compétitivité à la filière. Mais ce n'est pas l'humeur du moment, si l'on en juge par les mesures de détaxation proposées par le Rassemblement national en France.

Enfin, la dernière raison a un petit air de déjà-vu : la Chine. Selon le syndicat européen des biocarburants (European Biodiesel Board) la Chine aurait exporté vers l'Europe 90 % de sa production totale, soit 1,8 million de tonnes à prix cassé. Pas étonnant, dans ces conditions, que le carburant vert en voit aujourd'hui de toutes les couleurs. ■

Les Caraïbes frappées par un ouragan hors norme

Beryl, particulièrement précoce et puissant, a déjà fait sept morts et s’apprête à toucher la Jamaïque

FORT-DE-FRANCE (MARTINIQUE) - correspondant

La Jamaïque est en alerte maximale à l’approche de l’ouragan Beryl. Selon les prévisions du Centre national américain des ouragans (NHC), ce cyclone extrêmement puissant devrait atteindre, mercredi 3 juillet, l’île des Grandes Antilles. Établi à Miami (Floride), ce centre météorologique de référence en matière de suivi des phénomènes cycloniques prévoit des « vents dévastateurs » de plus de 230 km/heure, des « marées de tempête potentiellement mortelles et des vagues destructrices » dans ce pays insulaire de 2,8 millions d’habitants, ainsi que dans les îles Caïmans, un territoire britannique d’outre-mer de 60 000 âmes. « Nous avons quarante-huit heures pour nous préparer », avertissait, dès lundi, le premier ministre jamaïcain, Andrew Holness, au cours d’une allocution télévisée, au cours de laquelle il a exhorté ses compatriotes à « considérer l’ouragan comme une menace sérieuse » et à éviter de « paniquer ». Plusieurs centaines de ressortissants étrangers ont évacué l’île, mardi, avant la fermeture de ses trois aéroports internationaux. Ces mesures ne sont pas superflues : deux jours avant d’atteindre la Jamaïque, Beryl a dévasté plusieurs îles des Petites Antilles. Lundi matin, l’œil du cyclone, au centre de la zone la plus intense du phénomène, a traversé Carriacou, une petite île de 10 000 habi-

tants qui fait partie de la Grenade, micro-Etat du sud-est de l’archipel caribéen. « La situation est catastrophique : il n’y a plus d’électricité, la quasi-totalité des maisons et des bâtiments de l’île sont détruits, les routes ont été coupées », a égrené Dickon Mitchell, le premier ministre de ce petit pays membre du Commonwealth, au cours d’un message vidéo diffusé mardi matin. Les autorités des pays de la région ont d’ores et déjà recensé sept victimes : deux à Carriacou, une sur l’île de Grenade, une autre dans l’archipel voisin de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, dont plusieurs îles ont été ravagées, et trois au Venezuela. Plusieurs personnes sont encore portées disparues. M. Mitchell n’a pas écarté « l’éventualité qu’il y ait d’autres victimes ». Du fait des coupures de nombreuses liaisons de télécommunications et de la destruction d’un grand nombre de stations-service et de véhicules, l’établissement d’un premier bilan matériel ne devrait être possible que dans plusieurs jours.

Le dérèglement climatique va augmenter la proportion des cyclones les plus intenses dans l’Atlantique

Le phénomène n’a pas épargné les Antilles françaises : à 250 kilomètres au nord de Grenade, plusieurs communes littorales de la Martinique ont subi les assauts d’une forte houle cyclonique. Des vagues de 4 mètres ont endommagé les fronts de mer et détruit ou emporté des embarcations. Lundi soir, plusieurs rues de Fort-de-France, le long de la mer des Caraïbes, étaient inondées. « L’eau est montée jusqu’aux genoux », déplore Didier Laguerre, le maire du chef-lieu de l’île. De mémoire de Foyalais, on n’avait pas vu ça depuis une trentaine d’années. Mardi matin, la mer s’était retirée du centre-ville, laissant derrière elle d’importantes quantités de vase, d’algues et de débris. Au moins « une centaine » de commerces ont été inondés, selon l’édile, qui indique avoir envoyé un courrier de demande de reconnaissance de l’état de catastrophe naturelle.

Développement explosif
Mardi, alors que le cyclone fonçait sur la Jamaïque, il s’était encore renforcé. Durant plusieurs heures, le NHC de Miami l’avait classé en ouragan de catégorie 5, soit le niveau maximal sur l’échelle de Saffir-Simpson, avec des vents s’établissant à 270 km/heure. Il s’est très légèrement affaibli depuis, repassant en catégorie 4. « C’est du jamais-vu en termes d’intensité et de précocité », assure Emmanuel Cloppet, le directeur de Météo-France pour les Antilles et la Guyane ne mâche pas ses



mots pour décrire un « système hyper-puissant » et « extrêmement dangereux ». Le monstre Beryl cumule de nombreux records : jamais un ouragan majeur (de catégorie 3 ou plus, à partir de 178 km/heure) ne s’était formé si tôt lors de la saison des cyclones dans l’Atlantique – qui s’étend officiellement du 1^{er} juin au 30 novembre. Il s’agit également du phénomène le plus puissant jamais enregistré en juillet, devant le cyclone Emily, aussi de catégorie 5, en 2005. Enfin, Beryl a connu un développement explosif, passant du statut de tempête tropicale à celui d’ouragan majeuren moins de quarante-huit heures. « Cela s’inscrit dans une tendance d’intensification rapide des cyclones liée au

réchauffement des eaux sous l’effet du changement climatique », indique Emmanuel Cloppet. Autant d’« énormes progrès » ont été réalisés pour prévoir les trajectoires des ouragans, autant les renforcements brusques d’intensité restent très compliqués à anticiper, rendant les alertes plus complexes, souligne-t-il. Un tel ouragan hors norme est né de la conjugaison de deux phénomènes. D’une part, les eaux exceptionnellement chaudes de l’Atlantique tropical ont joué le rôle de carburant. Elles s’élevaient entre 28 °C et 29 °C là où Beryl s’est intensifié, du jamais-vu pour cette période de l’année. Cette température est normalement atteinte en septembre, au moment du pic de la saison des ouragans. D’autre

part, le phénomène climatique naturel El Niño, qui a tendance à empêcher l’intensification des cyclones dans l’Atlantique, vient de s’achever. Il devrait être remplacé à la fin de l’été ou à l’automne par La Niña qui, à l’inverse, favorise la formation des ouragans. Tous les indicateurs sont donc au rouge. Les scientifiques s’attendent à une saison extraordinaire d’ouragans, avec deux fois plus de cyclones que la normale mais aussi des phénomènes plus violents et plus longs. Météo-France anticipe d’ores et déjà entre dix-neuf et vingt-sept tempêtes auxquelles sera attribué un nom, contre quatorze en moyenne. Parmi elles, entre neuf et quinze pourraient devenir des ouragans (plus de 119 km/heure) – contre sept en moyenne –, dont entre trois et sept de catégorie 3 ou plus. A long terme, le dérèglement climatique, en raison du réchauffement des océans et de l’atmosphère, va augmenter la proportion des cyclones les plus intenses dans l’Atlantique ainsi que la quantité de pluies générée par ces phénomènes. De quoi entraîner plus de dégâts et accroître la mortalité, « alors que 90 % des victimes d’ouragans dans le bassin Atlantique sont liées à l’eau et non au vent », indique Emmanuel Cloppet. L’élévation du niveau de la mer aggrave également les risques engendrés par les cyclones pour les îles situées à faible altitude. ■

AUDREY GARRIC (À PARIS)
ET JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/24

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC

Autres formats : nous consulter

marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

Reproduction interdite

HERE COME THE SOLDES

26 JUIN > 23 JUILLET 2024

Voici les soldes

-20%-30%

sur les modèles d'expo des plus grandes marques de canapés, literie et mobilier : Duvivier, Fama, Himolla, Leolux, Neology, Stressless®... / Dunlopillo, Epéda, Simmons, Tempur, Treca... / Artcopi, Bontempi, Calligaris, Couture, Celio...

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

Paris 12 et 15 :

toutes nos adresses sur www.topper.fr

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE

ACHAT AU DESSUS DE VOS ESTIMATIONS ET EXPERTISES

« ART D'ASIE » : CHINE, JAPON ET MOYEN-ORIENT

06 07 55 42 30 P. MORCOS

EXPERT CNE

- ★ Porcelaines et Bronzes
- ★ Cristal de Roche
- ★ Corail et Ivoires Anc.
- ★ Jade blanc et couleurs
- ★ Cornes et Laques
- ★ Peintures et Tissus anc.
- ★ Manuscrits et Estampes

DEPLACEMENT

PARIS - PROVINCE

morcospatrick@orange.fr

ROUILLAC

Commissaires-Priseurs

Experts près la Cour d'Appel

Une famille au cœur du marché de l'art

01 45 44 34 34

rouillac.com

ANTIQUITÉS

ACHAT AU DESSUS DE VOS ESTIMATIONS ET EXPERTISES

« ART D'ASIE » : CHINE, JAPON ET MOYEN-ORIENT

06 07 55 42 30 P. MORCOS

EXPERT CNE

- ★ Porcelaines et Bronzes
- ★ Cristal de Roche
- ★ Corail et Ivoires Anc.
- ★ Jade blanc et couleurs
- ★ Cornes et Laques
- ★ Peintures et Tissus anc.
- ★ Manuscrits et Estampes

DEPLACEMENT

PARIS - PROVINCE

morcospatrick@orange.fr

Lit coffre Topper 790€

5 coloris bois au choix. Structure MDF. Matelas mousse hybride 35kg/m³. Ecopart 10 € incluse. Prix hors tête de lit et hors livraison. Photos non contractuelles

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

66 rue de la Convention Paris 15 7J/7 • 01 40 59 02 10

37 rue du Commerce Paris 15 Du mardi au samedi • 01 45 75 29 98

56-60 cours de Vincennes Paris 12 7J/7 • 01 43 41 80 93 • M° Nation

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Offrez une chance personnalisée à ceux que vous aimez.

Voix, paroles & musique par Intelligence Artificielle.

Anniversaire, mariage, succès...

Un cadeau surprenant et original.

IACHANSON.COM

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES

POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?

marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

Le Monde

RUBRIQUE BONNES ADRESSES

L'étrange « campagne » des futurs porte-drapeaux

La plupart des dix-sept candidats n'envisagent pas de transformer cette fonction en tribune politique

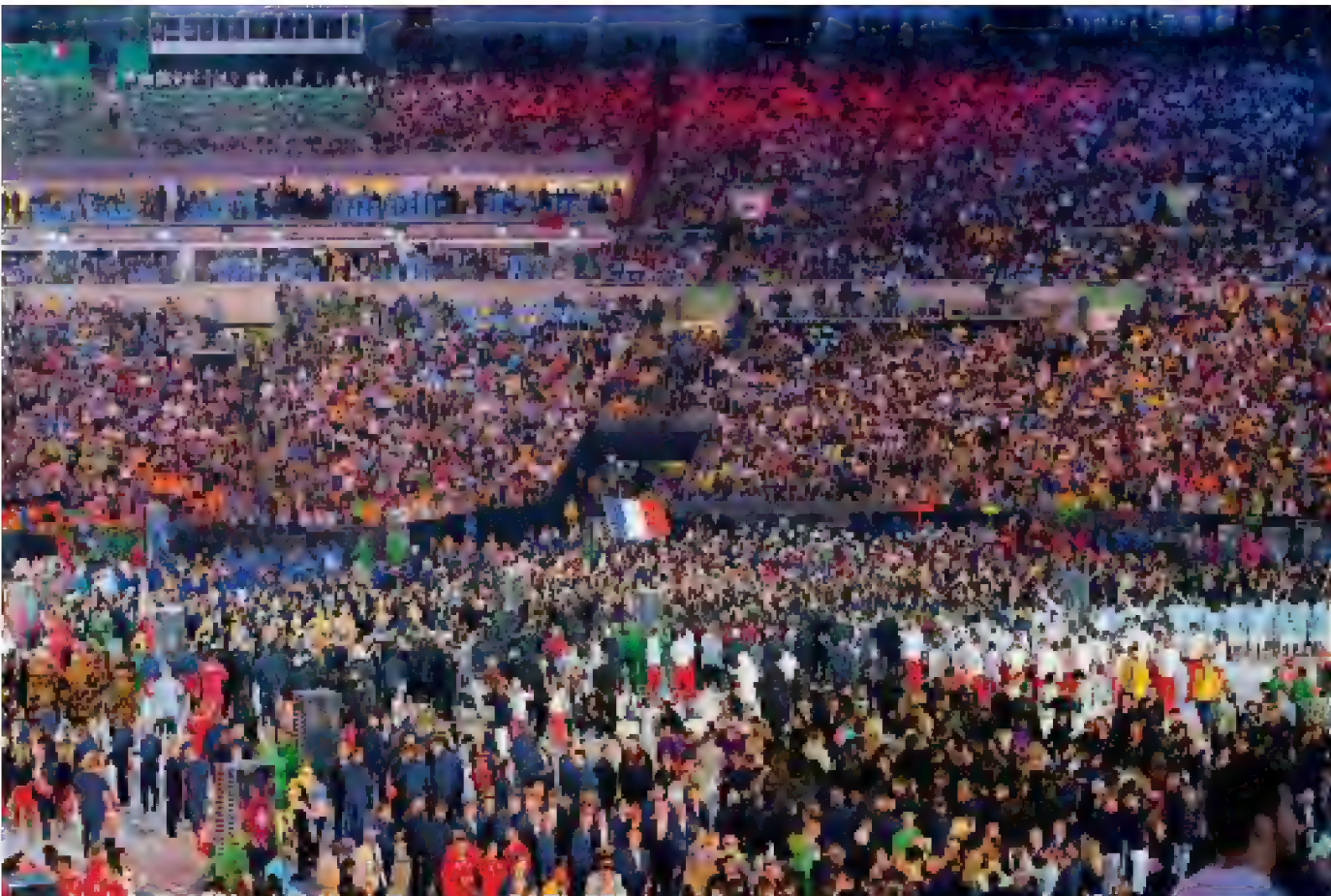
Difficile, au vu de l'actualité en France, d'esquiver le télescopage entre sport et politique, à l'approche des Jeux olympiques (JO) de Paris 2024. Cinq jours seulement après le second tour des élections législatives, qui pourraient porter au pouvoir une majorité d'extrême droite, les quatre porte-drapeaux de la délégation française – deux binômes homme-femme, un pour les JO, l'autre pour les Jeux paralympiques (JP) – seront connus, vendredi 12 juillet. En première ligne, ils mèneront les troupes tricolores lors des cérémonies d'ouverture du 26 juillet (JO) et du 28 août (JP). « *Etre porte-drapeau, c'est représenter le visage de l'équipe pendant les Jeux olympiques, et celui du pays aussi* », assure la judoka Romane Dicko, l'une des dix-sept candidates et candidats (treize athlètes et quatre para-athlètes) à ce rôle honorifique.

Comme les autres prétendants, la médaillée de bronze aux JO de Tokyo se retrouve au cœur d'une « campagne électorale » qui a pris une étrange tournure après s'être heurtée à celle des législatives. Car les noms des candidats ont été dévoilés le 13 juin par le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et le Comité paralympique et sportif français (CPSF), moins d'une semaine après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, le 9 juin. Pendant longtemps, la décision revenait aux conseils d'administration du CNOSF et du CPSF. Pour les Jeux de Tokyo, en 2021, le processus avait déjà évolué : la judoka Clarisse Agbegnenou et le gymnaste Samir Ait Saïd avaient été choisis à la suite d'un vote des 59 athlètes ambassadeurs désignés par les fédérations.

Dans l'embarras

Et les nouvelles modalités de désignation impliquent de rassembler : pour la première fois, en France, les porte-drapeaux seront élus par l'ensemble de la délégation tricolore (environ 565 athlètes olympiques et 240 athlètes paralympiques). Un choix des responsables du sport français, qui ont voulu faire de ce scrutin – par voie électronique les 9 et 10 juillet – un moment fort des Jeux de Paris.

« *Je n'ai pas fait campagne auprès des athlètes, ce n'est pas l'esprit olympique* », relate Wendie Renard, capitaine de l'équipe de France féminine de football et l'une des candidates. « *Je n'ai pas*



Le contingent d'athlètes français, pendant la cérémonie d'ouverture des Jeux de Rio, au Brésil, le 5 août 2016. ANDREW BOYERS/REUTERS

distribué de tracts ni fait les marchés », complète la lanceuse de disque Mélina Robert-Michon. Pour toute « campagne », chacun des candidats – dix-huit initialement, mais dix-sept depuis la non-qualification du perchiste Renaud Lavillénie – s'est plié à une « profession de foi » sous la forme d'une vidéo d'une minute et trente secondes. La plupart ayant été enregistrées avant le 9 juin, elles ne font pas référence aux législatives.

L'élection des porte-drapeaux débutera donc deux jours après le second tour des élections législatives. Une quasi-concomitance qui plonge le monde sportif dans l'embarras. Comment les athlètes concernés conçoivent-ils le rôle du porte-drapeau si la France est gouvernée par un parti d'extrême droite ? Peu de sportifs ont accepté de répondre à cette question. La brièveté des délais, il est vrai, peut l'expliquer. Si près des JO, pas question de multiplier les interventions médiatiques.

« *Ce n'est pas évident pour moi de pouvoir me prononcer en tant que porte-drapeau* », constate Wendie Renard. Avant d'être une sportive de haut niveau, je suis

« La politique reste un sujet tabou dans le sport français »

FARID BOUMKAÏS
conseiller en communication

une femme et une citoyenne française. J'ai des droits et des devoirs. » La défenseuse de l'Olympique lyonnais « *incite chaque citoyen français à prendre ses responsabilités et à aller voter* ». Comme elle, la plupart des candidats ayant répondu se bornent à « *appeler les électeurs à se rendre aux urnes pour voter* » – les mots de la sprinteuse Nantenin Keita, cocapitaine de l'équipe de France paralympique.

Cette position minimaliste peut se comprendre. « *La politique reste un terrain glissant pour les sportifs, surtout si près des Jeux, car ils sont concentrés sur leurs objectifs et ont été pris de court par la dissolution* », analyse Farid Boumkais, de l'agence 4success, qui gère la communica-

tion de plusieurs sportifs, dont celle du paratriathlète Alexis Hanquiquant, candidat pour représenter l'équipe de France paralympique. « *Quelle que soit leur position, elle risque d'être violemment critiquée. La politique reste un sujet tabou dans le sport français* ». Rattrapée par les élections en plein cœur de l'Euro 2024, l'équipe de France masculine de football peine ainsi à faire aboutir l'initiative commune promise par son capitaine, Kylian Mbappé, en dépit de plusieurs prises de position, comme celle de l'attaquant Marcus Thuram.

Devoir de réserve

Un seul des dix-sept candidats appelle explicitement à faire barrage à l'extrême droite : Earvin Ngapeth, la star de l'équipe de France de volley. « *J'encourage simplement les votes contre le Rassemblement national, qui véhicule des idées, des valeurs, des principes qui ne sont pas les miens, a déclaré le champion olympique de Tokyo à l'Agence France-Presse le 27 juin. La France que j'aime est une France où tout le monde se mélange, à l'image de notre équipe qui va disputer les Jeux olympi-*

ques et au sein de laquelle on donne de la joie aux Français. »

La judoka Romane Dicko adopte, elle, une position diffidente. « *Mes convictions politiques ne sont pas ce que j'ai envie de mettre en avant*. » Si la médaillée d'or par équipe mixte lors des Jeux de Tokyo a accepté de s'exprimer, c'est pour affirmer qu'il est important, à ses yeux, que le sport reste à l'écart de la politique. Elle veut croire que, quelle que soit l'issue du scrutin du 7 juillet, la grande fête des Jeux ne sera pas détériorée par la politique.

« *Romane a forcément des avis et des opinions, mais, le jour de la cérémonie, ce sera Romane la judoka. Peu important mes convictions politiques, je serai là pour représenter mon pays, et de la plus belle des manières*, promet la championne, interrogée avant le premier tour. La politique traverse un moment complexe, mais je veux croire que les Jeux seront une bulle d'oxygène. Politiquement et religieusement, le sport restera neutre. »

Une opinion partagée par le paranageur David Smetanine : « *Si je suis élu porte-drapeau, dit-il, mon engagement devra rester*

Un seul candidat appelle explicitement à faire barrage à l'extrême droite : le volleyeur Earvin Ngapeth

exemplaire pour faire rayonner le sport français, quel que soit le résultat du second tour. Je n'ai pas de leçon à donner aux gens. »

Les réticences de certains sportifs à s'engager politiquement sont prévisibles. Comme les militaires, tenus à un devoir de réserve : membres de « l'armée de champions », les navigateurs Camille Lecointre et Jean-Baptiste Bernaz, ainsi que l'escrimeur Enzo Lefort et la kayakiste paralympique Nélia Barbosa ont reçu un courriel de l'institution militaire leur rappelant leurs obligations. « *Ce que je peux dire, c'est que j'incite les citoyens à aller voter et que, pour ma part, les valeurs les plus chères, inspirées par le sport, sont celles de la solidarité, de l'entraide, du partage* », glisse néanmoins M^{me} Barbosa.

Les JO « doivent rester une fête »

D'autres candidats, sans devoir de réserve, tiennent une ligne similaire : en soulignant les valeurs qui leur sont chères, ils affichent leur préférence. C'est le cas de Mélina Robert-Michon. « *Le sport a cette particularité de rapprocher des gens qui ne se seraient jamais rencontrés dans la vie quotidienne, parce qu'ils viennent de milieux différents*, développe la médaillée d'argent au disque aux Jeux de Rio en 2016, interrogée avant le premier tour. Tu fais vivre tous ces gens ensemble, et ça marche. Le sport ouvre les yeux sur plein de choses. Je n'ai pas envie de rentrer dans des consignes de vote, mais ces valeurs-là ne se retrouvent pas partout. »

En cas de victoire du Rassemblement national, que ferait l'athlète si elle était élue porte-drapeau de l'équipe de France ? « *En tant que femme et en tant que maman, je ne peux envisager un résultat extrême et je le ne veux pas*, souligne-t-elle. Une chose est sûre, ces JO doivent rester une fête pour la France, et c'est important de donner une belle image. » ■

JÉRÔME PORIER,
ANTHONY HERNANDEZ
ET SIMON ROGER

CHRONIQUE

PAR PATRICK CLASTRES, HISTORIEN DU SPORT

Les athlètes olympiques ne sont pas des demi-citoyens

Alors que les athlètes olympiques ont l'expérience de l'effort et de la quête de la perfection, de la réussite et de l'échec, de la mobilité et des voyages, de la diversité du genre humain, on profite de leur fragilité professionnelle et de leur statut de jeunes adultes pour leur refuser le droit de s'exprimer et de s'associer pour défendre leurs intérêts. Pourquoi, et depuis quand, les dieux et déesses du stade ne seraient-ils que des demi-citoyens et des demi-citoyennes ?

Dans l'entre-deux-guerres, les athlètes qui se sentaient discriminés dans le cadre olympique ont pu faire le choix de participer à des contre-Jeux féminins, ouvriers et juifs. De leur côté, les dirigeants du Comité international olympique (CIO) n'ont pas sanctionné le salut fasciste des Italiens à leur entrée dans le stade olympique en 1924, ou les saluts nazis sur

les podiums des Jeux de Berlin en 1936. Ce fut bien différent à Mexico en 1968 lorsque Tommie Smith et John Carlos ont levé leurs poings gantés de noir sur le podium du 200 m, et à Munich en 1972 pour Wayne Collett. Les trois furent exclus sans qu'une telle sanction figure dans la Charte olympique.

Craignant une contagion des revendications noires et tiers-mondistes, le CIO a adopté en 1976 sa première règle de l'apolitisme qui, dans la forme actuelle de la règle 50.2 de sa charte, décrète qu'« aucune sorte de démonstration ou de propagande, politique, religieuse ou raciale n'est autorisée dans un lieu, site ou autre emplacement olympique ». Mais que faut-il entendre par « neutralité politique » ? Le CIO ne l'a jamais précisé, probablement pour mieux faire reposer une épée de Damoclès sur la tête des athlètes.

Est-il interdit de plaider en faveur de la reconnaissance d'une nation comme Etat ? En faveur de la paix ? En faveur des droits humains ?

Eteindre tout discours critique

Redoutant que les athlètes olympiques ne s'organisent en syndicats, et également déterminé à utiliser le ressentiment de nombre d'entre eux – en raison du boycott des Jeux olympiques de Moscou (1980) –, le président espagnol du CIO Juan Antonio Samaranch a invité pour la première fois en 1981 une trentaine d'athlètes à venir s'exprimer dans un congrès olympique. A Baden-Baden (Allemagne), ils eurent droit à vingt minutes d'expression sur les trois journées de débats. Puis, sur le modèle du corporatisme en vigueur dans le gouvernement de Franco auquel il a appartenu, M. Samaranch a installé une

commission des athlètes en choisissant ses premiers membres pour servir sa politique.

Le coureur britannique de demi-fond Sebastian Coe, aujourd'hui président de la fédération internationale d'athlétisme, et l'escrimeur allemand Thomas Bach, actuel président du CIO, y ont soutenu par exemple le projet de mettre fin à la règle de l'amateurisme. Quant à l'Afro-Américain Edwin Moses, il fut recruté assurément parce qu'il s'était désolidarisé du mouvement des Black Athletes. Si le principe électif a bien été introduit par la suite, il reste que les commissions des athlètes du CIO, comme celles des fédérations internationales et nationales, n'ont jamais été que des chambres d'enregistrement.

Sur le modèle des alumni des universités américaines, et avec le patronage de Samaranch, une Association mondiale des olym-

piens (WOA) est constituée en 1994 qui propose une mise en réseau et des formations d'accompagnement et de réinsertion professionnelle aux 100 000 athlètes olympiques actuellement en vie. Elle leur offre aussi de faire suivre après leur signature la désignation postnominale « OLY », mais sous réserve « *d'agir en tout temps dans les meilleurs intérêts du mouvement olympique* ». En jouant sur la fierté d'appartenir au cercle mondial des athlètes ayant participé aux Jeux olympiques, il s'agit bien d'éteindre tout discours critique et revendicatif.

Il a fallu attendre les mouvements Black Lives Matter de 2013 et #metoo de 2017 pour que la parole des athlètes se libère de nouveau. Le CIO s'est alors engagé en 2021 à aménager la règle 50.2 de sa charte en organisant une consultation. L'un des biais a consisté à demander aux athlètes

tes s'ils étaient favorables à « *des prises de parole politique* » au lieu de les solliciter sur la question des droits humains. Les quelques concessions finalement accordées ont abouti à des formulations si complexes que pas un athlète n'a exprimé d'opinion à Tokyo en 2021 ni à Pékin, lors des Jeux olympiques d'hiver de 2022.

Si on regarde du côté des fédérations internationales sportives, celle d'athlétisme offre une totale liberté d'expression tandis que celle de natation, dirigée par le très controversé Koweïtien Husain Al-Musallam, interdit toute prise de parole en tous lieux et à tout moment. Le CIO devra-t-il balancer encore longtemps entre les deux pour reconnaître que la défense des droits humains par les athlètes n'est pas une opinion politique mais l'expression d'une ambition universelle ? ■

PATRICK CLASTRES

VA Y AVOIR DU SPOT



RCS n°444 608 442 - ROSA PARIS

Les électriciens d'Enedis branchent les grands événements au réseau électrique pour limiter l'usage de groupes électrogènes diesel et réduire de 90 % leurs émissions de CO₂ liées à l'énergie*.

enedis

Bienvenue dans la nouvelle France électrique.

On recrute, rejoignez-nous.

*En France métropolitaine, en 2022, un événement branché au réseau d'électricité permet de réduire de 90 % les émissions de CO₂ liées aux besoins en énergie électrique par rapport à un événement fonctionnant sur des groupes électrogènes diesel d'une puissance inférieure ou égale à 1000 kW. Méthode de calculs certifiées par le cabinet Carbone 4. Plus d'informations sur [enedis.fr/branchonslesevenements](https://www.enedis.fr/branchonslesevenements). **L'énergie est notre avenir, économisons-la !**



Répétition en studio d'« Iphigénie en Aulide » et d'« Iphigénie en Tauride », de Gluck, au Festival d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), en juin. JEAN-LOUIS FERNANDEZ/FESTIVAL D'AIX-EN-PROVENCE

« Les Atrides, ce sont des gens d'aujourd'hui »

Le metteur en scène russe Dmitri Tcherniakov, qui doit faire l'ouverture, mercredi 3 juillet, du Festival d'Aix-en-Provence, raconte comment il a conçu son diptyque d'opéras de Gluck autour d'Iphigénie

ENTRETIEN

AIX-EN-PROVENCE (BOUCHES-DU-RHÔNE) - envoyée spéciale

Répéré en 2006, après un mémorable *Eugène Onéguine*, de Tchaïkovski, présenté au Théâtre du Bolchoï, à Moscou, le metteur en scène et scénographe russe Dmitri Tcherniakov, 54 ans, s'est rapidement imposé sur les scènes internationales comme l'une des personnalités les plus passionnantes et inventives de sa génération.

Au Festival d'Aix-en-Provence, après un très controversé *Don Giovanni*, qui rebattait les cartes mozartiennes en 2010, une *Carmen*, de Bizet, telle thérapie de couple, en 2017, puis, en 2023, un subversif *Così fan tutte* des vieux amants, il revient avec un projet inédit : mettre en scène, en une seule soirée, sous forme de diptyque, les opéras de Gluck, *Iphigénie en Aulide* et *Iphigénie en Tauride*. Nous avons rencontré le Moscovite, le 11 juin, entre deux répétitions au Grand Théâtre de Provence.

Vous montez cette année votre quatrième production au Festival d'Aix-en-Provence. Quel rapport entretenez-vous avec ce lieu ?

Je suis d'abord venu à Aix en tant que spectateur du *Don Giovanni*, de Mozart, monté par Peter Brook, à la fin des années 1990. A l'époque, je n'avais pas encore mis en scène un seul opéra.

En 2006, une mélomane russe m'a demandé de lui confier un enregistrement d'*Eugène Onéguine*. Montée au Bolchoï, la production n'avait pas encore été vue en Europe – elle le sera en 2008, au Palais Garnier, à Paris –, mais on en parlait, et j'ai appris ensuite que Bernard Foccroulle, l'ancien directeur d'Aix-en-Provence, était curieux de voir ce spectacle. Mais je pense que tout a commencé avec Gerard Mortier [alors directeur de l'Opéra de Paris], qui était venu assister à la première, avant de programmer la production à Paris. Entre les deux, j'ai été invité à Aix, en 2007, afin de discuter de futurs projets. Trois ans plus tard, j'y montai *Don Giovanni*. J'y suis revenu à intervalles réguliers, un rythme bouleversé par le Covid-19. C'est ainsi que, après *Così fan tutte* en 2023, je présente avec Gluck ce qui sera ma cinquième mise en scène d'opéra.

Comment est né le projet de ce diptyque autour des deux « Iphigénie » que Gluck a composés à cinq ans d'intervalle, en 1774 et en 1779, et qui sont assez éloignés stylistiquement l'un de l'autre ?

C'est une proposition que j'ai faite à Pierre Audi quand il a été nommé directeur du festival, en 2018. Gluck a toujours fait partie de mon univers. Au début des années 1980, à Moscou, j'étais un adolescent fou d'opéra. C'était encore une époque très soviétique, le pays était fermé, et on connais-

« Corinne Winters fait partie de la rare catégorie d'intrépides, capables de chanter jusqu'à la transe »

sait très peu ce qui se passait en Europe. Le Bolchoï donnait alors *Iphigénie en Aulide* en russe, avec des danses et des chorégraphies très pompeuses. Mais cette production m'a marqué, et j'ai réussi à trouver, dans un magasin de seconde main, à Moscou, un 33-tours venu de RDA, enregistré dans les années 1970. C'était une version de la partition réorchestrée par Richard Wagner, chantée en allemand, avec Anna Moffo, Dietrich Fischer-Dieskau, Trudeliese Schmidt. Je l'ai écouté en boucle jusqu'à ce qu'il ne produise plus qu'un abominable grésillement. Je ne savais même pas qu'*Iphigénie en Tauride* existait.

Comment avez-vous travaillé à réunir ces deux ouvrages ?

Je les ai conçus comme un tout, presque dans le même décor. Maintenant que je suis en plein travail, je constate à quel point ils sont complémentaires. Quinze ans séparent l'action entre l'Aulide et la Tauride. Le temps d'avant la guerre, celui d'après. Seule Iphigé-

nie a survécu. Tous les autres sont morts – Agamemnon, Achille, Clytemnestre – à cause de ce terrible conflit. On ne la voit pas sur le plateau, mais la guerre est un élément central du spectacle. Cela produit une chaîne de violence, dont on ne sait si elle s'arrêtera un jour. Agamemnon a voulu sacrifier sa fille, Iphigénie ; sa femme, Clytemnestre, l'a assassiné, avant d'être tuée à son tour par leur fils, Oreste. Désormais, c'est Iphigénie qui doit sacrifier son frère.

Ce passage de l'héroïne du rôle de victime à celui de bourreau justifie-t-il la création du diptyque ?

Oui. L'histoire d'Iphigénie, qui de jeune fille sacrificielle à Aulide devient prêtresse sacrificatrice en Tauride, cesse dès lors de s'apparenter à un récit pour sceller un véritable destin. Sur le plan textuel, nous n'avons rien enlevé et n'avons effectué, sur le plan musical, que quelques coupes minimes dans *Iphigénie en Tauride*. En revanche, afin de resserrer et de recentrer le drame, nous avons supprimé les danses et divertissements qui, dans *Iphigénie en Aulide*, se référent avant tout aux conventions d'une époque.

Que devient alors Iphigénie ? Un archétype ou un mythe ?

Elle reste avant tout une femme. C'est la première fois que je travaille sur ce type de répertoire, et Gluck est le compositeur le plus ancien que j'aie jamais mis en

scène. Les codifications sont évidemment très différentes de celles des opéras du XIX^e ou du XX^e siècle. J'essaie par tous les moyens de contourner ces codes ou de les utiliser à d'autres fins, afin d'assouplir ce matériel très sophistiqué, d'en faire quelque chose de plus humain et vital. On raconte l'histoire d'une femme qui a vécu quelque chose de terrible, qui a rencontré la mort très jeune. Ce traumatisme l'a accompagnée toute sa vie, tout comme la violence de l'homme.

Quelle est la part de la critique sociale dans votre travail ?

Je ne critique jamais rien, je ne prends pas cette initiative. Qui suis-je pour condamner quoi ou qui que ce soit ? Moi aussi, je suis un être humain faible, qui fait des fautes. Je me contente d'observer des tendances qui s'affirment et nous concernent tous. Cette transformation des gens ordinaires en meurtriers, que permet la guerre ; le fait que la paix et les générations de vie paisible que nous avons connues, nous Européens, nous empêchent aujourd'hui de concevoir le drame absolu d'un carnage qui, pour la guerre de Troie, durera dix ans.

Habituellement chantés par deux interprètes, les rôles d'Iphigénie sont ici confiés à la seule Corinne Winters. Pourquoi ?

C'est en effet très important. La partition d'*Iphigénie en Aulide* est écrite pour une voix plus légère que celle d'*Iphigénie en Tauride*, ce qui nécessite en général deux chanteuses. C'était d'ailleurs le cas lorsque Pierre Audi a mis en scène le même diptyque à La Monnaie de Bruxelles, en 2009, puis à l'Opéra d'Amsterdam, où le spectacle a été filmé. Il y avait d'un côté Véronique Gens, de l'autre Mirreille Delunsch. Je trouve symboliquement intéressant que Véronique Gens soit aujourd'hui notre Clytemnestre aixoise, un rôle que je lui avais proposé alors que nous montions *Les Troyens*, de Berlioz, à l'Opéra Bastille, il y a cinq ans. Elle y incarnait Hécube, la reine de Troie. Elle est aujourd'hui dans le

camp des Grecs. Quant à l'incroyable Corinne Winters, avec qui j'ai déjà travaillé à Zurich [Suisse] pour le *Pelléas et Mélisande*, de Debussy, elle fait partie de la rare catégorie d'intrépides, capables de mettre le feu à une scène, de chanter jusqu'à la transe.

Plusieurs années se sont écoulées depuis la mise en route des « Iphigénie ». Entre-temps, la Russie a déclaré la guerre à l'Ukraine. Votre vision en a-t-elle été modifiée ?

Non, je n'ai pas changé quoi que ce soit dans ce projet. Mais oui, je l'ai fait pour d'autres spectacles. Ceux qui étaient pour ainsi dire connectés à la guerre, par exemple *Guerre et Paix*, de Prokofiev, à Munich (Allemagne). Avec le chef d'orchestre Vladimir Jurowski, nous avons tout retravaillé. Ce n'est pas le cas pour Gluck. Tout ce dont il est question concerne avant tout la nature humaine. La famille des Atrides n'a rien d'exceptionnel, rien qui ne nous soit familier. Elle ne nous renvoie ni à la Grèce antique ni à Racine ou à Gluck. Ce sont des gens d'aujourd'hui. Nous fréquentons cette famille depuis toujours, c'est la nôtre et nous en connaissons chaque membre, chaque âge, chaque situation.

Et dans votre vie personnelle de citoyen russe, quels sont les effets de la guerre ?

Honnêtement, il n'y a pas un jour où je n'ai pas une attaque de panique quand j'y pense. Je n'arrive pas à m'habituer à cette situation. D'ailleurs, ce serait plus terrible encore d'y arriver. Je ne vois pas comment cela peut finir, je n'arrive pas à trouver ou à concevoir une issue. Cela empoisonne tout, et il est impossible de trouver des circonstances atténuantes. Dans ce contexte, continuer à mettre en scène est forcément un acte politique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE-AUDE ROUX

Iphigénie en Aulide et Iphigénie en Tauride, de Gluck. Grand Théâtre de Provence, Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Du 3 au 16 juillet. Festival-aix.com



« *Lacrima* », de Caroline Guiela Nguyen, au Festival d'Avignon, le 30 juin. CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE/FESTIVAL D'AVIGNON

Le sacrifice de « petites mains » pour une altesse royale

Avec « *Lacrima* », qui se situe dans un atelier de couture, Caroline Guiela Nguyen se livre à une critique subtile du capitalisme mondial

THÉÂTRE

AVIGNON - envoyée spéciale

Il faut parler de *Lacrima* en racontant comment s'en termine la trame. En l'occurrence, elle finit très mal, puisqu'une couturière tente de se tuer dans son atelier. Révéler cette scène qui se produit deux fois (elle ouvre et ferme la représentation) n'est pas trahir un secret. Le récit est lui-même un flash-back de huit mois, soit le temps nécessaire pour fabriquer la robe de mariage de la princesse d'Angleterre. Huit mois vécus à temps plein par une armée de travailleuses et de travailleurs dévoués à leur tâche. Un brodeur à Bombay, des dentellières à Alençon, des couturières à Paris. Ce sont leurs histoires singulières que l'on découvre. Autant d'intimités qui convergent toutes vers le même but : donner corps au rêve d'une princesse.

La beauté des engagements et les sacrifices que suppose le labeur forment la ligne de cette représentation. On en sait plus, après trois heures d'un spectacle qui s'écoule avec fluidité, sur les conditions de travail des ouvriers, les exigences qui les animent, leur vie privée et professionnelle, l'abnégation qui est la leur.

Révolte salubre

Autrice et metteuse en scène de *Lacrima*, Caroline Guiela Nguyen fuit les héros spectaculaires. Elle leur préfère les gens de l'ombre, le petit peuple des invisibles qui, grâce à elle, accèdent, au théâtre, à des existences dignes de ce nom. Elle sait faire ça et elle le fait très bien. Chacun de ses personnages est un être humain auquel on s'attache. Même au pire d'entre eux, et il y en a un : un homme qui harcèle et maltraite sa femme dans une longue séquence étirée à l'excès pour plus de vraisemblance.

La force du projet tient dans l'attention rigoureuse portée au moindre détail. Détail de la broderie et de la couture, des contrats de travail ou de la découpe d'un tissu ; des biographies inventées pour les protagonistes,

En enserrant son spectacle à l'intérieur d'un geste suicidaire réitéré, l'artiste en surligne ainsi la double portée dramatique et politique

des relations qu'ils entretiennent avec leurs employeurs, leurs familles, leurs collègues ; d'un pseudo-reportage radio sur le métier de dentellière. C'est parce qu'elle ne néglige pas les détails et que ses comédiens (formidables) en font de même que Caroline Guiela Nguyen signe une représentation prenante qui excède, de loin, la bluette mais s'apparente à une critique subtile du capitalisme mondial.

En enserrant son spectacle à l'intérieur d'un geste suicidaire réitéré, l'artiste en surligne ainsi la double portée dramatique et politique. *Lacrima* a beau puiser son thème dans le rêve d'une minidette, ce n'est pas une pièce à l'eau de rose enrobée de compassion et noyée dans la bienveillance. Le texte n'est pas réductible au pathos que suggère le titre. Les larmes sont moins au rendez-vous qu'une forme de révolte salubre contre les caprices d'une altesse royale (soit le sommet de la hiérarchie) dont les fantasmes impliquent le sacrifice de multiples « petites mains ».

La couturière parisienne avale des cachets, le brodeur à Bombay use ses yeux jusqu'à la cécité, les dentellières à Alençon sont si concentrées qu'elles s'exposent à des apnées périlleuses : voilà le prix payé par d'anonymes ouvriers pour satisfaire le désir fou de leur commanditaire. La princesse exige que 230 000 perles soient cousues une à une, à la main, sur l'étoffe. Ce qui veut dire des milliers d'heures de travail. Et une robe que l'altesse (dont on

entend la voix mais qu'on ne voit jamais) ne portera que vingt-sept minutes en tout et pour tout.

Le mariage a lieu le 6 juin 2025. Caroline Guiela Nguyen n'inscrit pas sa fable dans un futur lointain qui l'assimilerait à une dystopie. Ce troublant effet de proximité temporelle donne encore plus de poids tragique et de crédibilité à *Lacrima*. Le récit se déroule dans une boîte de jeu. Il s'agit d'un atelier de couture avec ses postes de travail, ses accessoires et, tout devant, un mannequin de bois recouvert de la robe blanche.

A la manière d'un cinéaste

Pas de fouillis dans ce décor dont le réalisme est un leurre et où l'au-dehors (Londres, l'Inde, et même l'Australie) fait irruption par le biais d'un écran vidéo, lui-même divisé en plusieurs images distinctes (on appelle ce procédé le « split screen »).

Sur les bords de la scène, des miroirs rectangulaires. Au-dessus, trois médaillons où s'imprime l'ovale de trois visages de femmes. Au fond, un grand rideau qui laissera, en bout de course, apparaître les coulisses.

Les cadres sont partout dans l'espace et ils sont essentiels. Pas seulement parce qu'ils contiennent les fictions qui, pendant trois heures, circulent de l'un à l'autre en présentiel et en virtuel (sous forme, par exemple, de visioconférences), mais parce qu'ils sont emblématiques du geste esthétique de l'artiste. Elle n'exploite pas les cadres, mais elle cadre le théâtre à la manière d'un cinéaste. Elle envisage d'ailleurs de poursuivre *Lacrima* par la réalisation d'une série filmée. Ne serait-ce que pour prolonger sa réflexion sur les vertus (et les ratés) de la transmission (d'un métier, d'un art, d'une lignée), on lui souhaite de passer derrière la caméra et d'y accomplir ce qu'elle réussit sur la scène : élever l'artisanat au rang d'art. ■

JOËLLE GAYOT

Lacrima, écrit et mis en scène par Caroline Guiela Nguyen.

Avec Dan Artus, Dinah Bellity, Natasha Cashman, Charles Vinoth Irudhayaraj, Anaele Jan Kerquistel, Maud Le Grévellec, Liliâne Lipau, Nanii, Rajarajeswari Parisot, Vasanth Selvam, et en vidéo : Nadia Bourgeois, Charles Schera, Fleur Sulmont.

Au gymnase du lycée Aubanel, à Avignon, jusqu'au 11 juillet. Reprise au TNS, Strasbourg, du 24 septembre au 3 octobre. Puis tournée jusqu'en mars 2025. Le texte est publié aux éditions Actes Sud-Papiers.

Frédéric Ferrer pose un regard érudit et drolatique sur les JO

L'auteur, comédien et metteur en scène conte les épreuves sportives comme des épopées

SPECTACLE

Après avoir assisté à l'*Olympicorama* de Frédéric Ferrer, vous ne regarderez plus les compétitions olympiques comme avant. Et ce, que vous aimiez ou non le sport. Géographe de formation, directeur artistique de la compagnie Vertical Détour, ayant à son actif de très bonnes performances théâtrales sur le changement climatique, Frédéric Ferrer s'est fait une spécialité d'imaginer des conférences-spectacles à la fois érudites, pédagogiques et drolatiques. A la demande de l'équipe de la Grande Halle de La Villette, à Paris, il s'est lancé dans une « *entreprise de célébration et de questionnement des JO, l'une des manifestations les plus importantes de l'espèce humaine* ». Soit une série de quinze épreuves (expliquées avec moult slides, photos et vidéos) et contées telles des épopées historiques et sportives. Pour *Olympicorama. Le final*, (jusqu'au samedi 6 juillet à La Villette, puis en intégralité en Seine-et-Marne, dans le cadre de l'Olympiade culturelle d'Ile-de-France, Frédéric Ferrer a retenu six sports (marathon, handball, tennis de table, 100 mètres, etc). Nous avons assisté à la séance consacrée au saut en hauteur, et cette soirée nous a mise en joie.

Art de la digression

Sur la scène de la Grande Halle, l'auteur, comédien et metteur en scène navigue entre son pupitre, son grand écran, une barre et un matelas sautoir. Avec une élocution aussi rapide que précise, une écriture peaufinée et un humour pince-sans-rire irrésistible car jamais moqueur, il nous parle de barre, de pied d'appel, de ciseaux, de rouleau ventral, de fosbury et de records imbattables. Frédéric Ferrer a choisi de sélectionner le saut en hauteur notamment parce que c'est l'épreuve qui a le plus révolutionné ses techniques tout au long du XX^e siècle.

Des incroyables sauteurs tutsi au Rwanda jusqu'au Cubain Javier

Sotomayor (détenteur du record du monde de la discipline avec 2,45 mètres), de la « *logique du crabe* » au saut en rouleau dorsal inventé par l'Américain Dick Fosbury, la conférence-spectacle se révèle à la fois encyclopédique et instructive. La force de ces séances théâtrales inclassables tient dans l'art de la digression de ce conférencier si particulier et dans sa façon de créer une dramaturgie du PowerPoint. Derrière son apparence sérieuse (chemise blanche, jean repassé, mocassins à lacets), il se régale des informations insolites qu'il a découvertes avec sa coautrice, Clarice Boyriven, au fil de son travail de documentation.

Avec une malice non feinte, Frédéric Ferrer parvient à capter son auditoire et à ne jamais le lâcher. Son introduction sur les origines des Jeux olympiques et la liste des disciplines passées aux oubliettes (croquet, cricket, grimpé de corde...) démontrent à quel point ce rendez-vous sportif est aussi un miroir de l'évolution du monde. Depuis quand saute-t-on, comment saute-t-on, d'où vient cette idée de faire comme les kangourous ou les antilopes, alors qu'on ne parviendra jamais à les égaler ? Le conférencier-acteur nous explique tout sur ce drôle de sport où l'athlète finit toujours les compétitions par un échec.

Pour clore chaque représentation, Frédéric Ferrer convie sur scène trois sportifs pour éclairer son propos et dialoguer avec le public. Le soir du saut en hauteur, le jeune Dorian Hugonnet, espoir de la discipline, a offert une belle démonstration de fosbury flop. Lorsque cette technique révolutionna ce sport, en 1968 aux JO de Mexico, les commentateurs l'avaient jugée inédite mais « *moche* », rappelle le comédien. La preuve que les spécialistes peuvent se tromper ! ■

SANDRINE BLANCHARD

Olympicorama, de Frédéric Ferrer, jusqu'au 7 juillet à la Grande Halle de La Villette, Paris 19^e. Puis en tournée en Seine-et-Marne.

LAURENCE PAR PARIS 2024
OLYMPIADE CULTURELLE

CIE KÄFIG ET I3E ART PRÉSENTENT
DU 3 AU 20 JUILLET 2024

BO>BOXE
Brasil

DIRECTION ARTISTIQUE ET CHORÉGRAPHIE
MOURAD MERZOUKI
AVEC LE QUATUOR DEBUSSY

Le théâtre de la place d'Italie

I3eART

Infos et réservations : LEI3EMEART.COM
01 48 28 53 53
30 PLACE D'ITALIE 75013 PARIS

käfig Society Le Monde Télérama

Les expérimentations du trio jazz Bada-Bada

Le groupe parisien, en tournée à travers la France, s'est produit au festival Marseille Jazz des cinq continents

MUSIQUE
MARSEILLE

Pour se changer les idées, rien de tel qu'un peu d'insouciance marseillaise. Près du Vieux-Port, l'heure est à l'apéro et les terrasses sont bondées pour suivre les matchs de l'Euro de football. Et le festival Marseille Jazz des cinq continents a pris ses quartiers jusqu'au samedi 13 juillet.

Direction la Friche la Belle-de-Mai, dans le quartier populaire du même nom, pour assister, entre un skatepark et des terrains de basket-ball, le long de la ligne de chemin de fer, aux débuts phocéens du trio parisien Bada-Bada. Dont le premier album, *Portraits* (Gum Club/Virgin Records), paru en janvier, confirme l'excellence d'une scène instrumentale française issue des musiques improvisées.

Evidemment, le mistral s'en est mêlé : prévue sur la terrasse de l'ancienne manufacture des tabacs, la soirée a été déplacée au Cabaret aléatoire, d'ordinaire réservé aux musiques électroniques. Et transformée, pour l'occasion, en club de jazz si l'on se fie à l'instrumentarium. Soient un saxophone (Leo Fumagalli), une trompette (Lilian Mille) et une batterie (Tiss Rodriguez) – ils sont augmentés à la scène de la basse électrique de Tao Ehrlich.

Rencontre en 2013

Les trois musiciens ont pris tout leur temps puisque leur rencontre remonte à 2013. Ils étaient en première année au Centre des musiques Didier Lockwood, ouvert une décennie plus tôt à Evry-Courcouronnes (Essonne) par le violoniste – il est mort en 2018 à l'âge de 62 ans. Et, de leur propre aveu, ne comptèrent pas parmi les « bons élèves ». « On étudiait beaucoup le hard bop et la tradition du jazz », explique Leo Fumagalli, mais ce que l'on préférerait, c'était rester après les cours pour expérimenter, en modifiant ensemble le son du sax et de la batterie. Par provocation, tu as envie de montrer que ce que l'on attend de toi n'est pas la seule solution. »



Tiss Rodriguez, Leo Fumagalli et Lilian Mille, du trio Bada-Bada, en 2024. FÉLIX CORNU

« On a appris à se connaître en même temps que l'on a appris à connaître la musique », complète Tiss Rodriguez. Le trio se rode ensuite dans des sessions d'improvisation au Baiser Salé, le club de la fameuse rue des Lombards, à Paris, puis réfléchit à un répertoire. « Le processus de création vient de l'improvisation, tout a été composé sur scène jusqu'à ce que le thème prenne », précise Lilian Mille. Un tremplin remporté à Frosinone, en Italie, permet de financer un mini-album. Qui n'est jamais sorti. Il a été baptisé « numéro zéro », comme ces exemplaires-tests précédant la première parution d'un journal.

En voilà qui sont exigeants avec eux-mêmes. « C'était acoustique

et déjà daté, ne regrette pas Tiss Rodriguez. On voulait ajouter de la production, mais on ne savait pas faire. La seule chose que l'on avait étudiée, c'étaient nos instruments. On a dû apprendre à composer sur ordinateur et aussi à enregistrer. » Deux mini-albums numérotés ont fini par voir le jour, en 2020, comprenant déjà des titres qui figureraient quatre ans plus tard sur *Portraits*. Mais dans des versions entièrement réenregistrées.

Esthétique cinématographique

Le nom Bada-Bada, cette « onomatopée infantile », n'est pas un hommage à la chanson du film de Claude Lelouch *Un homme et une femme* (1966). Quoique leur

« On a dû apprendre à composer sur ordinateur et aussi à enregistrer »

TISS RODRIGUEZ
batteur et compositeur

album se pare d'une esthétique toute cinématographique, renforcée par les clips. Que ce soit dans *Portraits*, avec son lamento de guitare slide sur un piano lui-même mélancolique, ou *Maria Joao*, splendide élégie sans paroles à la croisée de la musique baroque et du film noir, construite à partir d'une dizaine de sons de saxophone.

« On est presque plus intéressés par la recherche que par l'aboutissement », affirme Tiss Rodriguez. Il n'est pas simple, en conséquence, de qualifier la musique de tels laborantins. Ici, aucun emprunt évident ni « exercice à la manière de ». Puisque rien ne vient de nulle part, Bada-Bada indique tout de même comme réfé-

« Le processus de création vient de l'improvisation, tout a été composé sur scène jusqu'à ce que le thème prenne »

LILIAN MILLE
trompettiste et claviériste

rences le saxophoniste de jazz Guillaume Perret, auprès duquel s'est formé Leo Fumagalli, et des Américains : Son Lux, autre trio prouvant que l'expérimentation n'est pas incompatible avec l'amour de la mélodie ; le maître du minimalisme Steve Reich ou Bon Iver, pour le traitement feutré des textures électroniques. Pour *El Yunke*, il leur fallait une voix. Celle de Paloma Pradal, une chanteuse de flamenco.

A la scène, cet étrange « trans-jazz » aux rythmes binaires accentue ses fondations rythmiques. Secondé aux percussions, Tiss Rodriguez, qui a accompagné Catherine Ringer, a tout loisir pour secouer ses dreadlocks sur le bien nommé *Rage*. Les tambours qui grondent proviennent de la batucada ou du Burundi. Quand le saxophone de Leo Fumagalli décolle vers le free, en réponse à Lilian Mille, une main pour la trompette, l'autre sur le clavier. ■

BRUNO LESPRIIT

Festival Marseille Jazz des cinq continents, jusqu'au 13 juillet.
Bada-Bada en concert :
le 18 juillet au Boplicity Jazz Festival, à Rambervillers (Vosges) ; le 25 août à Rock en Seine (Hauts-de-Seine) ; le 14 septembre au Label Suisse Festival, à Lausanne ; le 18 octobre à Jazz sur son 31, au Taquin, à Toulouse ; le 31 octobre aux Primeurs de Massy (Essonne) ; le 2 novembre aux Primeurs de Castres (Tarn).

A Compiègne, une étonnante collection de vases grecs

Les céramiques anciennes, acquises par l'architecte-entrepreneur Antoine Vivenel, ont été récemment restaurées

EXPOSITION

Alors que s'allonge l'inventaire des musées français qui font feu de tout bois et de toute œuvre pour surfer sur la vague olympique de cet été 2024, on pourrait considérer que l'exposition « So Greek ! », présentée au Centre Antoine-Vivenel de Compiègne (Oise), n'est qu'un item de plus dans cette liste. Ce serait là un jugement un peu court. Car si la sélection de céramiques antiques proposée au public commence effectivement par des amphores offertes jadis à Athènes aux vainqueurs des compétitions du cru – les Jeux panathéniques –, elle ne se réduit pas à cela. Elle est d'abord l'occasion de remettre en lumière la personnalité de l'homme qui rassemble ces objets, un collectionneur hors norme, Antoine Vivenel (1799-1862).

Né à Compiègne, cet architecte entrepreneur fait fortune sous la monarchie de Juillet, et en profite pour courir les salles de ventes aux enchères. « Il a l'ambition de réaliser un musée dédié à tous les arts et à toutes les civilisations », retrace Delphine Jeannot, directrice des Musées de Compiègne. Il amasse à peu près quatre mille

pièces allant de la préhistoire jusqu'au milieu du XIX^e siècle, qu'il va léguer à sa ville natale. Il les choisit pour leur intérêt esthétique – il a du goût –, mais aussi par souci pédagogique car, pour lui, un musée n'est pas un lieu de déambulation mais un lieu d'étude. »

Antoine Vivenel construit sa collection « universelle » avec une approche scientifique : « On a des fiches de sa main accompagnées de dessins ainsi qu'un catalogue par catégorie », souligne Delphine Jeannot. Il acquiert des œuvres touchant tous les continents mais, comme tout collectionneur de son temps, il a une attention particulière pour les antiquités méditerranéennes. » Et au premier rang de celles-ci, quelque trois cents céramiques grecques. Dans ce domaine, la coutume consiste à dire que la collection Vivenel est « la plus importante de France après celle du Louvre », même si, de fait, la comparaison n'a guère de pertinence tant est écrasante la collection Campana du musée parisien.

Il ne faut néanmoins pas boudier son plaisir à Compiègne, ne serait-ce que pour admirer des vases qui n'étaient plus visibles depuis deux ans, en raison de la rénovation du musée. Ce qui a per-

mis de dresser un bilan de santé des céramiques dont plusieurs dizaines sont passées entre les mains de la restauratrice Claire Gonnier : certains collages ne tenaient plus et les objets risquaient de s'effondrer sous leur propre poids. Nettoyage, démontage, dessalement des poteries ont été à l'ordre du jour.

L'occasion aussi de corriger des restaurations un peu trop invasives effectuées au XIX^e siècle, époque où les céramiques grecques étaient avant tout considérées comme des objets d'art et non pas comme des vestiges archéologiques. Les restaurateurs anciens ne se privaient donc pas de combler les lacunes que présentaient les vases après leur long séjour

L'exposition « So Greek ! » met en valeur la double fonction du vase peint : d'une part objet usuel et de l'autre support pictural

sous terre, se permettant des rehauts importants pour leur rendre un aspect esthétique agréable – et une meilleure valeur marchande. La pratique a aujourd'hui changé et les grands manques restent vides. « Bien sûr on rend discrètes les altérations », précise Claire Gonnier, mais on ne restitue que les décors connus ou répétitifs, pour être sûr de ne pas inventer quoi que ce soit. »

Héraclès et Dionysos

Avec une soixantaine de pièces présentées au public, « So Greek ! » met en valeur la double fonction du vase peint : d'une part objet usuel – l'amphore pour conserver l'huile, le cratère pour mélanger le vin, l'hydrie pour chercher de l'eau, l'alabastre pour le parfum, etc. – et, d'autre part support pictural, témoignage graphique d'une époque éteinte. Les scènes représentées nous font toucher du doigt le quotidien, les activités mais aussi la culture et la religion des Grecs antiques.

Côté mythologie, à défaut de faire défiler la ribambelle de dieux et de héros hellènes, l'exposition s'attarde sur deux « chouchous » des peintres, le musculeux Héraclès, reconnaissable à sa peau de

lion et à sa massue, et l'ambivalent Dionysos, dieu du vin et de la perte de contrôle mais aussi dieu de la renaissance. Ce personnage indissociable de la vigne permet d'illustrer la thématique du banquet, qui n'était pas un simple repas, mais un moment répondant à un rituel bien codifié, entre libations aux dieux, chants et discussions philosophiques.

Si l'on trouvait des courtisanes et des danseuses à ces banquets, les femmes de la maisonnée en étaient exclues. L'exposition met l'accent sur la dichotomie de la société grecque en fonction du sexe : « La femme était éloignée de la vie publique », insiste Delphine Jeannot. Elle avait pour rôle d'être une bonne épouse, de gérer le foyer, de faire l'éducation des jeunes enfants. » Aux hommes les banquets, la formation pour devenir un guerrier et – on n'y échappe décidément pas – la compétition sportive. Aux Jeux olympiques d'alors, les femmes n'étaient pas admises, ni à concourir ni même à regarder les athlètes. ■

PIERRE BARTHÉLÉMY

« So Greek ! », au Centre Antoine-Vivenel à Compiègne (Oise), jusqu'au 29 décembre.

ART

Le projet new-yorkais du Centre Pompidou suspendu

Le projet d'antenne américaine du Centre Pompidou a été « suspendu jusqu'à nouvel ordre », a indiqué l'établissement à l'AFP. Alors que l'établissement parisien s'apprête à fermer ses portes pour travaux pour une durée de cinq ans, une antenne devait ouvrir en 2027 à Jersey City, dans la banlieue de New York. L'administration de la ville a justifié sa décision par une importante hausse des coûts du projet, depuis la crise du Covid-19. Cet arrêt constitue un écueil financier pour Beaubourg, en quête de fonds pour financer ses travaux. – (AFP)

CINÉMA

La suite de « Beetlejuice » ouvrira la Mostra de Venise

Beetlejuice Beetlejuice, la suite du film réalisé par Tim Burton sorti en 1988, ouvrira la 81^e édition du festival de Venise, qui se tiendra du 28 août au 7 septembre, a annoncé, mardi 2 juillet, la direction de la Mostra. Trente-six ans après, l'acteur Michael Keaton y reprend, à 72 ans, le rôle-titre du démon grimaçant, entouré de Winona Ryder et de Willem Dafoe. – (AFP)

Des histoires de sons chez les Ponti, de père en fille

Claude Ponti et Adèle Ponticelli signent une fiction originale pour enfants

ARTE RADIO
À LA DEMANDE
PODCAST

Ce n'est pas un conte de fées, mais c'est encore mieux, tant l'histoire est merveilleusement contée. Tant, aussi, est belle sa genèse. Chaque soir, celui qui a enchanté plus d'une génération d'enfants, celui qui a inventé le poussin Blaise, imaginé *La Venture d'Isée* (L'Ecole des loisirs, 2012), écrit le *Catalogue de parents pour les enfants qui veulent en changer* (L'Ecole des loisirs, 2008), Claude Ponti, 75 ans (et quelque 8,6 millions de livres vendus en France depuis 1986), chaque soir donc, voici comment il commençait l'histoire échafaudée pour sa fille: « Cette nuit, pendant que tu dormiras, tout d'un coup... »

Devenue grande (et, depuis peu, mère), Adèle Ponticelli avait l'envie d'imaginer quelque chose avec son père. Mais en apportant son grain de sel et de compétence: auparavant productrice de podcasts à Europe 1, elle travaille dorénavant au *Monde*. Elle parle donc à son père de ses histoires de sons, et l'aventure commence. Avec, très vite et dans la boucle, Sabine Zovighian. La réalisatrice (notamment de *De guerre en fils* et de *La Dernière Nuit d'Anne Bonny* sur Arte Radio) élabore des stratagèmes pour que s'entende – et c'est-à-dire aussi et tout simplement se comprenne – la langue Ponti, pleine de jeux de mots, de géniales trouvailles langagières et de facétieux néologismes (faites l'essai: tapez du Ponti et votre correcteur orthographique vous le rata-

« L'île aux Blablas » réunit un très beau casting, dont les chanteurs Oxmo Puccino et Camille

touille en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire).

Elle a aussi réuni un très beau casting: François Pérache joue les oiseaux couturiers et Blaise le poussin; Oxmo Puccino fait la fourmi à grosse voix qui sait tout sur tout, tandis que Phia Ménard prend en charge la narration et India Hair – vue notamment dans *Camille redouble* (2012), de Noémie Lvovsky, et *Petit paysan* (2017), d'Hubert Charuel – met son talent au service du premier rôle, le Doudou Dodu – assez futé, avouons-le.

Ajoutons enfin que l'utilisation particulièrement judicieuse de la musique permet de plonger véritablement dans cette histoire incroyablement (et doublement, donc) pontiesque: tandis que Camille (qui, sans rien divulguer, joue un rôle essentiel dans l'aventure) a composé une chanson qui se déploie dans toute la fiction, Lexie T met son talent de beatboxeuse pour donner du rythme à l'ensemble.

Un empereur de la peur

Il est également possible que vous reconnaissiez les voix de Claude Ponti (l'arbre) et d'Adèle Ponticelli (l'étoile de mer). D'ailleurs, en ce mardi 5 mars, elle est là, avec Olympe, 3 mois et demi. Elle est venue assister, par curiosité, à l'enregistrement d'un épisode dans l'un des studios d'Arte Radio à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). India Hair est au micro, et Sabine Zovighian lui demande d'y aller franchement: « *Le plus dépoitraillé possible.* »

Et la réalisatrice d'expliquer: « *Tout passe par la voix. Il faut prendre et les mouvements et les émotions et les pensées par la voix.* » D'ailleurs, complète Samuel Hirsch, qui participe avec elle à la réalisation, « *pour cette fiction, les comédiens seront toujours face micro (45 degrés max), car on s'est rendu compte que les enfants écoutent sur n'importe quoi [entendez ni au casque ni grâce à de super enceintes, mais plutôt sur ordinateur, voire, parfois, sur téléphone]. Donc il faut une ligne claire.* ».



L'actrice India Hair, la réalisatrice Sabine Zovighian et le réalisateur Samuel Hirsch, lors d'un enregistrement, le 5 mars, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). PAULINE TRARIEUX

Mais en parlant de ligne claire, de quoi ça parle, au juste, cette *Île aux Blablas*? Disons d'emblée que sur un pitch point trop il ne fallait compter, tant une grande partie de ce qui fait l'essentielle saveur des Ponti se blottit dans le langage et dans l'extraordinaire au sens premier du terme. Mais posons quelques cailloux pour les Poucet et Pétronille en devenir.

Disons que c'est l'histoire d'un enfant et de son meilleur allié, le Doudou Dodu. Qu'il y a une île avec un arbre, des rochers, des plantes inconnues et des chuchotis mystérieux. Mais aussi une baleine, des poulpes champions de kung-fu, une fourmi à grosse voix que seuls les enfants et les doudous peuvent enten-

dre, et un empereur de la peur qui a interdit aux autres habitants de l'île de rire et de vivre en paix et n'est heureux que quand les autres souffrent. Ajouter Blaise – doudou pontiesque en diable –, une Sakatou joufflue et plusieurs Blablas.

Bref, et vous l'aurez compris, le tout est merveilleusement perché, et tient l'une des plus belles promesses: celle de permettre aux enfants, après chacun des sept épisodes, de s'endormir paisiblement après avoir vécu des aventures littéralement « olympiques ». ■

ÉMILIE GRANGERAY

L'Île aux Blablas, d'Adèle Ponticelli et Claude Ponti, réalisée par Sabine Zovighian (Fr., 2024, 7 × 12 min).

Un voyage baroque dans les vestiges d'un amour défunt

Michel Gondry imagine les retrouvailles contrariées de deux amoureux amnésiques

CINÉ+ EMOTION
JEUDI 4 - 20 H 50
FILM

« **Eternal Sunshine of the Spotless Mind** » est à la fois l'autopsie d'une liaison et la mise en scène d'une mémoire

C'est un conte d'hiver qui commence sur une plage glaciale de Long Island. Sans bien savoir pourquoi, Joel (Jim Carrey) s'est fait porter pâle auprès de son employeur et est parti pour Montauk, équivalent new-yorkais de Berck-sur-Mer. Sur la plage, il croise une fille aux cheveux bleus. Elle s'appelle Clementine (Kate Winslet), elle est fagotée comme l'as de pique. Joel résiste d'abord à ses avances. Finalement, il y succombe.

Pendant ces premières séquences, plutôt réalistes, très sobres, on oublie chez qui l'on se trouve. Michel Gondry, le réalisateur de vidéos vertigineuses, et Charlie Kaufman, scénariste fêru de mise en abyme débridée, laissent tout l'espace et tout le temps qu'il faut aux deux acteurs pour souffler sur les braises de leur idylle, pour repousser la grisaille qui les entoure. C'est par un éloge de l'amour romantique que commence *Eternal Sunshine of the Spotless Mind*. Sans lui, sans l'intérêt très fort qu'il suscite pour les personnages, on ne marcherait sans doute pas dans ce labyrinthe baroque qu'annonce le titre, emprunté à un poème d'Alexander Pope (1688-1744).

Gravité tranquille

Car Joel et Clementine ne le savent pas mais ils se connaissent, ils ont vécu plusieurs mois ensemble jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus se supporter. Clementine a profité d'une offre commerciale avantageuse pour faire effacer de sa mémoire tous les souvenirs qu'elle avait gardés de Joel. Et quand celui-ci a pris conscience de l'opération, il s'est précipité à son tour chez le docteur Mierzwiak et a demandé qu'on extraie Clementine de sa mémoire.

Le film devient à la fois l'autopsie d'une liaison et la mise en scène d'une mémoire, avec ses replis, ses pièges, ses angles morts. Il alterne les tribulations des scientifiques et la plongée

dans les souvenirs de Joel. *Eternal Sunshine of the Spotless Mind* ressemble un peu au *Voyage fantastique* (1966), de Richard Fleischer. Sauf qu'au lieu d'explorer un corps humain en compagnie de médecins miniaturisés, le spectateur est invité à voyager dans les vestiges d'un amour défunt.

En choisissant l'hiver comme saison des amours, Michel Gondry imprime à son film une gravité tranquille, qui résiste aux fantaisies les plus burlesques, sans, par ailleurs, les rendre moins efficaces. Sa banlieue de New York, toute grise, vibre d'une lumière douce, les personnages s'y déplacent un petit peu trop lentement, tant ils sont emmitoufflés, et pourtant on devine très exactement les corps. Celui de Jim Carrey, d'habitude mu par une énergie irrépressible, semble engourdi par la douleur, comme si la vivacité de Kate Winslet l'avait drainé de son surplus d'allant. Plus la nuit de l'opération avance, plus la lutte de Joel pour conserver sa mémoire s'accroît, plus le spectateur régresse, jusqu'à encourager les amoureux amnésiques à se retrouver, comme on acclamait la cavalerie des Etats-Unis afin qu'elle arrive plus vite au secours des héros. C'est là que se situe la magie très particulière d'*Eternal Sunshine of the Spotless Mind*, histoire d'amour entre adultes destinée aux enfants de tous âges. ■

THOMAS SOTINEL

Eternal Sunshine of the Spotless Mind, de Michel Gondry (EU, 2004, 108 min). Avec Jim Carrey, Kate Winslet, Mark Ruffalo.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 155
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 154

HORIZONTALEMENT I. Porte-manteau. II. Avant. Vernit. III. Lait. Diverti. IV. Ile. Asséna. V. Ne. Est. Sciai. VI. Hess. VII. Remmenée. Rta (art). VIII. Ota. Oa. Tiarb (braît). IX. Mendias. Ciel. X. Externalisée.

VERTICALEMENT 1. Palindrome. 2. Ovale. Etex. 3. Raie. Amant. 4. TNT. Dé. 5. Et. Asseoir. 6. DST. Naan. 7. Avis. Ré. SA. 8. Névés. Et. 9. Trench. Ici. 10. Enraierais. 11. Ait. Astrée. 12. Utilisable.

HORIZONTALEMENT

I. Leurs gaz libérés sont toujours toxiques. **II.** Très marrante mais fatigante. Espace de culture. **III.** Une belle qui a su inspirer Offenbach. Approchai du bout des doigts. **IV.** Dame de la côte. Tous. Dans l'ignorance. **V.** Rapporte en détail. Points en opposition. Cours autrichien. **VI.** Entrent dans l'histoire. Vise toujours plus haut. **VII.** A fait dangereusement voyager. Cours du Nord. Dans tout. Ses crues ne sont pas dangereuses. **VIII.** Article. Têtes chercheuses. En haut de l'affiche. **IX.** Condamnée à rembourser. Triplé romain. **X.** Soutient pour éviter que tout s'écrase.

VERTICALEMENT

1. Débarrassée des processionnaires. **2.** Attaquent parfois en profondeur. **3.** Lancer un appel. En droit et en devoir. **4.** Salut romain. Dieu à tête de faucon. A perdu un E à Maastricht. **5.** A bout de souffle et palpitants. **6.** Roule en train. Seul, il aura du mal à conserver le pouvoir. **7.** Fait la liaison. Personnel. Met son grain partout. **8.** Passent leurs vêtements. Article de Bilbao. **9.** Paresse dans les arbres. Joyau des Cyclades. **10.** Pianiste français. Entrent en piste. Support de quille. **11.** Facile à suivre en se laissant aller. **12.** Ensemble des droits féodaux rattachés à une terre.

SUDOKU

N°24-155

5	6	8	9	7	3	1	2	4
1	4	3	2	8	6	9	7	5
7	9	2	1	4	5	3	6	8
3	1	7	6	2	4	8	5	9
2	8	4	7	5	9	6	3	1
6	5	9	3	1	8	7	4	2
9	3	5	4	6	1	2	8	7
8	2	1	5	3	7	4	9	6
4	7	6	8	9	2	5	1	3

Moyen

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)



En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40. Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

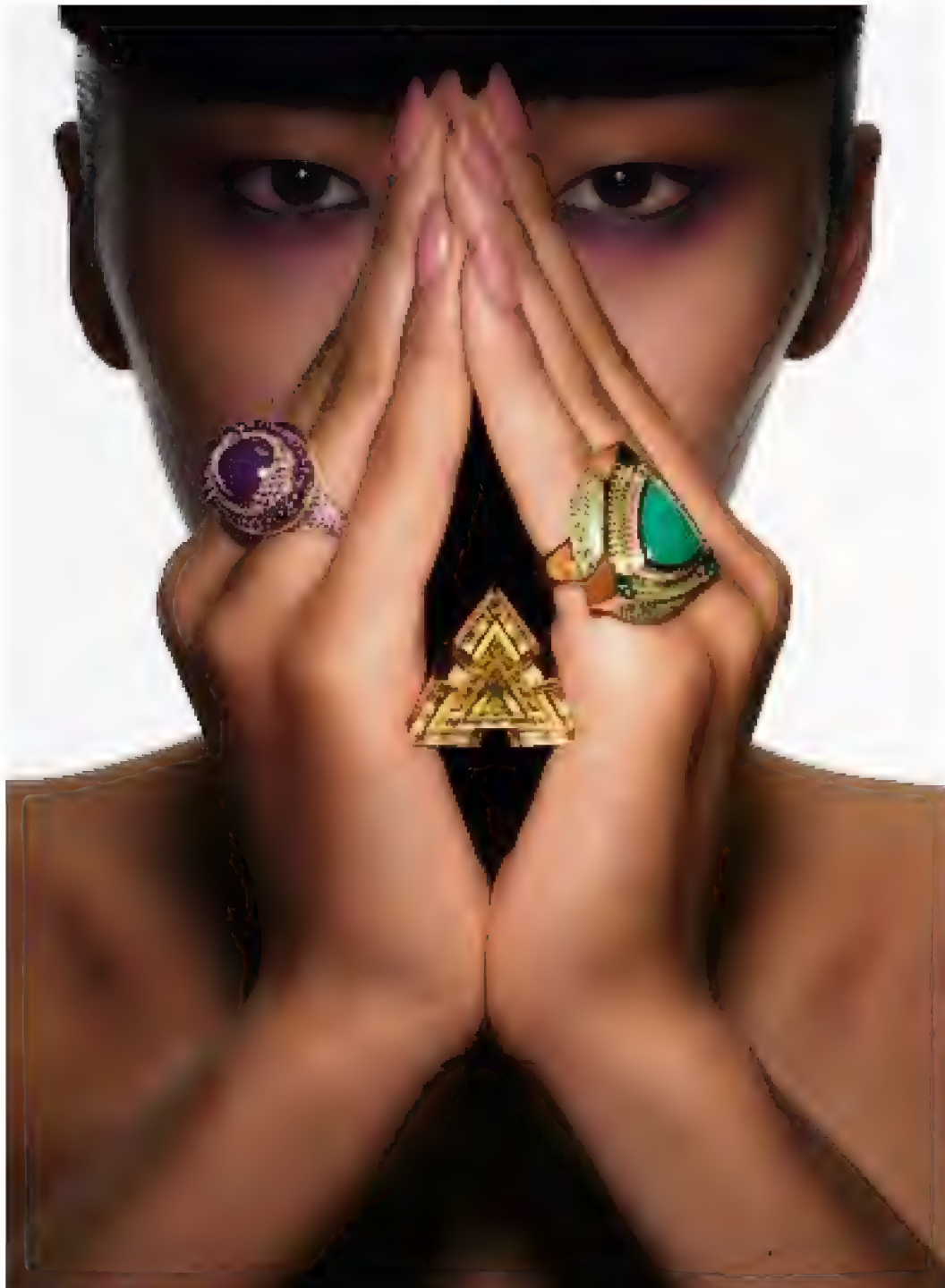
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

Directrice générale
Elisabeth Cialdella

PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : P_{lot} = 0,0083 kg/tourne de papier



Hermès. HERMÈS



Bulgari. BULGARI



Boucheron.
BOUCHERON

Tiffany & Co.
TIFFANY & CO.

Chanel. CHANEL

Les pierres sur tous les tons

Du collier arc-en-ciel d'Hermès au torque en émeraude de Piaget, les pièces de haute joaillerie présentées à Paris, du 24 au 27 juin, ont fait la part belle aux gemmes de toutes les couleurs

JOAILLERIE

Un des écueils de la haute joaillerie, c'est de proposer une harmonie limitée aux pierres précieuses : blanc du diamant, bleu du saphir, rouge du rubis, vert de l'émeraude. Ce qui peut être exaltant, c'est d'aller vers d'autres nuances. Le constat, articulé par Pierre Hardy, directeur de la création haute joaillerie chez Hermès, résume le ton de la saison. Fantaisies multicolores, quête de pierres acidulées ou, à l'inverse, réduction maximale au noir et blanc : du 24 au 27 juin, place Vendôme, à Paris, une quinzaine de maisons de luxe ont affûté les coloris dans leurs nouvelles collections. Des séries de bijoux aux tarifs démentiels mais fabriqués à la main en atelier à partir d'or et de gemmes, et qui constituent, pour les esthètes, « l'expression suprême de la vision artistique de chaque joaillier », comme le formule Charles Leung, PDG de Chaumet. Saphirs bleu glacier, aigues-marines lagon, améthystes ultraviolettes, spinelles cerise, diamants jaune vif : chez Tiffany & Co., la structure habituelle platine-or jaune sert à valoriser des gemmes qui, par leurs tons tranchants, ne passent pas inaperçues. Comme de coutume depuis que LVMH a racheté la maison, en 2019, l'héritage de Jean Schlumberger, joaillier très coté qui a œuvré de 1956 à la fin des années 1970, est exploité dans le design. On retrouve ses motifs typiques de plumage majestueux ou de flammes et, bien sûr, de nouvelles itérations de sa fameuse broche Bird on a Rock, un oiseau posé sur une monumentale pierre taille émeraude. Aussi efficace qu'attendu. Gucci, qui n'est arrivé dans la haute joaillerie qu'en 2019 et dont l'approvisionnement en gemmes n'était pas le point fort, dégaîne du gros morceau rayonnant, avec une tour-

Chez Boucheron, l'eau est représentée en iceberg - une parure en gouttes volumineuses de cristal de roche dépoli

maline verte de 26 carats, une tanzanite indigo de 60, une aigue-marine de 62, une opale taillée en poire aux reflets disco... Les tailles en forme de cœur et les motifs feuillage de jardins italiens demeurent. Et, avec de nouvelles pièces dont l'ossature anguleuse s'inspire d'un labyrinthe - dans lequel on peut aussi distinguer le « GG » de Gucci, pour le plus grand bonheur du service marketing -, la marque de Kering muscle doucement son jeu. Le Londonien Graff, nec plus ultra des collectionneurs fortunés, se concentre, lui, sur les pierres précieuses, montées avec classicisme : rubis vermillon, émeraude menthe à l'eau, diamants jaunes allant du pastel au « fancy » (foncé). Le nuancier qui en met plein les yeux ? Bulgari s'en fait une spécialité clivante, qui ravit les amateurs de tons chaleureux ou fait tourner de l'œil ceux qui y sont allergiques. La collection de son 140^e anniversaire ne fait pas exception. Collier fleur de lotus en billes de turquoise, améthystes, rubellites et émeraude ; parure orientaliste aux coussins de saphirs d'un bleu égyptien ; chaîne tubogas soutenant une énorme émeraude de Zambie gravée ; grenats mandarins orange vif et citrines jaune safran serties en alternance

pour suggérer un lever de soleil... Le clou du spectacle est un collier en vague tout en diamants blancs : 140 carats, 2800 heures de travail et 40 millions d'euros, indique Bulgari avec son goût des superlatifs. L'attrait de Piaget s'était un peu fané au cours des dernières saisons : pour ses 150 ans, la maison suisse assume un millésime réjouissant, généreux et hédoniste. « Nous avons souhaité nous inspirer du patrimoine en insistant sur nos signatures : les chaînes très travaillées, le mélange entre pierres fines et pierres dures, le traitement de l'or, qui peut être martelé, ciselé, gravé, froissé... Et renouer, surtout, avec un esprit affranchi, une douce extravagance », commente la directrice artistique, Stéphanie Sivrière. D'un collier-cravate en or jaune « décor palace » (finement strié) et perles de turquoise à un torque en émeraude et quartz rutilé, en passant par des plaques d'opales bordées d'or torsadé pendantes sur le décolleté et des montres joaillères aux cadrans ultrasertis, tout flaire bon la flamboyance et l'insouciance des années 1970. **Sable compacté et imprimé en 3D** C'est cette gaieté et cette nonchalance seventies que Mellerio, le plus ancien joaillier indépendant français, fondé en 1613, encapsule également, à sa façon, dans une médaille massive en forme d'étoiles superposées. Sa surface, mi-polie, mi-sablée, est incrustée de pierres multicolores. « Un homme ou une femme pourrait tout à fait porter ça torse nu et tongs aux pieds, en festoyant sur la plage », s'enflamme le directeur général, Christophe Mélard. « Lorsque j'ai décidé de consacrer une collection à l'eau, j'ai su que ce ne serait pas celle des Maldives, dit au contraire Claire Choisne, la directrice des créations de Boucheron. J'ai choisi celle de l'Islande, où j'ai voyagé, et ai eu

envie d'une collection comme un instantané de paysages. » Le résultat, concis et maîtrisé, se révèle d'une beauté stupéfiante, entièrement épurée au noir et blanc. Les plages de sable noir deviennent un torque pavé sur une structure de véritable sable compacté et imprimé en 3D, ou se retrouvent évoquées dans un bracelet sur lequel s'épanouit une impression à l'eau-forte ou sur des boucles taillées dans un marbre ariégeois. L'eau - ou l'« or bleu », comme Boucheron nomme la collection - est représentée dans tous ses états : en cascade (un collier comme un long trait d'or blanc de 1,48 mètre et pavé de 1373 diamants), en iceberg (une parure en gouttes volumineuses de cristal de roche dépoli), en stalactites (une broche d'épaule tout en coulures de perles et de diamants), en éclaboussures (deux broches en aluminium et palladium pavés qui se posent sur les épaules comme des ailes d'ange) et, bien sûr, en vagues (une manchette d'obsidienne). Preuve que l'épure totale peut payer autant que la débauche de teintes. Chanel, pour qui le noir et blanc forme une combinaison identitaire, s'aventure cette saison en dehors de son terrain minimal et BCBG. Après avoir traduit le tweed en joaillerie dans des tons pastel, le directeur du studio, Patrice Leguereau, choisit pour thème le sport, son allure et son décorum, ce qui l'autorise à embrasser des couleurs primaires et pétillantes, aussi éclatantes que des maillots d'athlètes. Les colliers et boucles à œillets et chaînes qui imitent des cordons de serrage de hoodies sont relevés de rubis groseille, de diamants et de laque bleu et rouge façon drapeau français. Les plastrons ou bagues grillagées esquissent des « 5 » laqués dans une graphie de chronomètre. Les bijoux dotés de fermoirs en forme de mousqueton mélangent éme-

Les perles confortent leur rang

On les retrouve en collier collerette chez Mikimoto, en bracelet de cheville chez Messika ou sur des bagues cocktail chez Buccellati



Mikimoto. MIKIMOTO

raudes et aluminium vert, tandis qu'une manchette confronte rubis profonds, diamants blancs et carbone, cette fibre noire qui compose habituellement les raquettes de tennis, les crosses de hockey ou les prothèses des athlètes en situation de handicap.

Enfin, Hermès épouse l'arc-en-ciel tout entier dans une cinquantaine de pièces détonantes. « Dans la collection précédente, j'avais exploré l'ombre et la lumière. Cette fois, je voulais prendre le contrepoint, élargir le spectre », explique Pierre Hardy. Lui qui d'ordinaire se vit plutôt « en formaliste », dessinant et faisant exécuter ses intentions, a laissé davantage les pierres le guider. On déniche ainsi des tanzanites ou des améthystes bordées d'une succession d'ondes pavées de couleurs. Suivent des parures arc-en-ciel, d'élégantes boucles d'oreilles monochromes imitant une coulure de peinture ou des broches verticales aux gemmes comme pixelisées « à la manière des néons ou des feux que l'on voit de loin dans la nuit ».

Pierre Hardy réinterprète des codes maison (têtes de cheval gravées; fermoirs chaîne d'ancre; mini-sacs Kelly en or et pierres), mais flirte aussi avec des théories scientifiques. La diffraction de la lumière en ondes colorées, comprise en 1660, se voit traduite dans un collier sur lequel perles de pierre de lune et de spinelle noir relient un triangle central de platine d'où dévalent des perles multicolores. Les hypothèses sur la forme des couleurs de Kandinsky? Les voilà concrètement appliquées sur des bagues cocktail ultragraphiques. Comme le théorisait le peintre russe dans *Point et ligne sur plan* (1926), le rouge est ici de forme carrée, le bleu rond, le jaune triangulaire... Et les pierres aux teintes fruitées ou pastel pas moins poétiques que les pigments d'une huile sur toile. ■

VALENTIN PÉREZ

Les archives de Van Cleef & Arpels compilées dans un beau livre

AU PREMIER ABORD, l'ouvrage impressionne par son épaisse pagination. Mais l'introduction tranquillise: « Livre au lecteur de varier les focales, entre promenade contemplative et plongée dans les détails. » C'est en effet le plaisir qu'autorise *La Collection Van Cleef & Arpels – 1906-1953* (Xavier Barral, 668 pages, 220 euros), un beau livre majeur par lequel le joaillier parisien offre un aperçu complet de son fonds patrimonial sur cette période.

« Cela faisait longtemps qu'un catalogue raisonné nous tentait, et il nous a fallu trois ans de travail avant d'achever cette première partie », retrace le directeur général, Nicolas Bos (par ailleurs promu en mai directeur général de la maison mère Richemont, établie en Suisse, qui coiffe aussi les marques Cartier, Piaget, Montblanc, Chloé ou encore Alaïa).

Garnie chaque année de « quelques dizaines » de spécimens, la collection patrimoniale de Van Cleef & Arpels embrasse aujourd'hui 2700 pièces, dont ses hits romantiques: clips (broches) ballerines, fleurs ou oiseaux... Patiemment répertoriées et photographiées, elles remontent jusqu'à 1906, année où, à Paris, le courtier en diamants Alfred Van Cleef s'associe à Charles, Louis et Julien Arpels, négociants en pierres précieuses et frères de sa femme, Estelle, épousée en 1895.

« Dès le début des années 1970, la troisième génération des Arpels a compris l'importance des archives, à un moment où la plupart des marques les jugeaient encombrantes, s'en débarraient ou les léguaient à des musées », souligne Nicolas Bos. La pièce la plus ancienne de 1906 n'est pas un bijou, mais la reproduction en or et émail du *Varuna*, un voilier à vapeur hissé sur un bloc de jaspe: selon les souhaits de son propriétaire, Eugene Higgins, l'objet dissimule « une sonnette électrique qui [lui] permettait d'appeler son majordome ».

Mosaïque de rubis ou de saphirs

Suivent dans les années 1920 d'autres fantaisies telles que ces poudriers précieux ou ces étuis à cigarettes – pour frimer par exemple aux courses hippiques, comme les Arpels. Un vent orientalissant souffle ensuite sur Paris: apparaissent alors des nécessaires japonisants, des clips et bracelets égyptiens, des pierres gravées « hindoues »... Autant de trésors applaudis: « L'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels à laquelle la maison participe en 1925 marque un tournant, le signe d'une première reconnaissance à l'étranger », rappelle Alexandrine Maviel-Sonet, directrice du patrimoine et des expositions chez Van Cleef & Arpels.

L'événement précède des années 1930 éblouissantes, du bracelet Ludo de 1934 (une maille de briques d'or à fermoir ceinture) au clip Chardon de 1937 (une sphère aux épines piquées de gemmes). « C'est aussi, souligne Alexandrine Maviel-Sonet, l'ère de la naissance des bijoux transformables et du Serti mystérieux », mosaïque de rubis, saphirs ou émeraudes sertis sur des rails d'or invisibles, technique brevetée dès 1936.

Les bijoux ont beau former une bulle de luxe, le surgissement de la seconde guerre mondiale se ressent au fil des pages. Non seulement Van Cleef & Arpels « vend de nombreux bijoux patriotiques », lit-on page 343 – clips bleu-blanc-rouge ou breloques en forme de char ou de parachutiste –, mais doit aussi faire le deuil du platine, réservé à un usage militaire, pour privilégier l'or jaune, traité en billes généreuses ou en chaînes tubogas.

Pour les curieux avides de se plonger dans une telle somme mais qui seraient rebutés par son poids et son prix, la maison le démocratise en un site Internet (The-collection.vancleef-arpels.com) plus digeste, ludique, gratuit et bien fourni. Tout en préparant un deuxième tome qui embrassera les années 1954 à 2000, à paraître dans quelques mois. ■

V. PÉ.



Pomellato. POMELLATO

toujours le rôle principal, qui habille le cou, le décolleté et dégouline jusqu'aux coudes...

Mais la perle, désormais, s'invite bien au-delà de ces spécialistes japonais. La voilà, par exemple, en bague ou en collier chez le joaillier milanais Pomellato. Après quelques parures multicolores fantaisistes aux pierres polies sans être aplaties, semblables à des galets imparfaits, le deuxième temps de la collection est largement dominé par la teinte grise, à travers des spinelles profonds et des perles de Tahiti. Ce gris, censé évoquer le ciel milanais plombé ou l'architecture de fer de la galerie Vittorio Emanuele II, s'avère peu à peu l'une des singularités du travail de Vincenzo Castaldo, le directeur artistique de la marque de Kering, qui ne propose de la haute joaillerie que depuis 2020. Quand les autres créateurs laissent le gris à distance, lui l'embrasse avec force.

Valérie Messika, elle, ose les perles pour la première fois avec de volumineux spécimens d'Océanie en double rang. Leurs reflets dorés résonnent avec les

années 1970 débridées et disco au cœur de la copieuse collection qu'elle alimente depuis 2023. Par-delà les bagues ultra-réfléchissantes et les chaînes en or blanc poli façon miroir et pavées de diamants en veux-tu en voilà, des perles de turquoise, des perles Akoya ou des perles vertes de Sannan Skarn constituent diverses babioles mode pour hédonistes ultra-privilegiées: bracelets de cheville, bijoux de tête, broche pour col de chemise...

Chez Buccellati, magistral joaillier italien qui a fêté ce printemps son centenaire par une exposition anniversaire à Venise, les quelques nouveautés dévoilées sont présentées aux côtés d'archives afin de souligner la cohérence esthétique établie de génération en génération. Alvéoles, or « *rigato* » (strié pour suggérer le tombé d'un tissu), motifs byzantins et bagues cocktail... On reconnaît les signatures maison, mais la marque, rachetée par Richemont en 2019, rappelle aussi à dessein son passé dans les perles en exposant des bijoux historiques. Un diadème Art déco, des boucles rococo, et surtout de réjouissantes broches moins connues où les perles baroques composent le corps d'animaux: libellule dans les années 1930, papillon en 1965, lapin de profil en 2010.

Rareté et préciosité

Chez Chaumet, on rappelle opportunément, aussi, que Joseph Chaumet usait de perles baroques dès le début du XX^e siècle, et qu'un salon de la maison, place Vendôme, était entièrement dédié aux enfileurs de perles. La propriété de LVMH révèle une collection inspirée par les arts du spectacle. Un collier en entrecroisement de cinq lignes pavées suggère une partition de musique désordonnée; un autre, où rubellites et tourmalines bleues sont rhabillées d'or torsadé en d'infinies spirales, s'inspire des tourbillons d'un torride tango argentin.

Mais c'est un collier « négligé » – doté de pampilles asymétriques, qui peuvent ici faire penser à celles d'un lourd rideau de théâtre –, très graphique, en mosaïque de diamants et perles noires de Cortez, qui étonne le plus. « Cette pièce a beaucoup plu et s'avère une réussite commerciale, savoure le nouveau PDG, Charles Leung. Après tout, si les clients apprécient notre aptitude à leur proposer de très belles pierres précieuses [diamant, rubis, émeraude, saphir], notre créativité nous pousse à les amener vers d'autres gemmes ou matériaux. »

Plus convoitées que jamais, « les perles sont l'objet d'un approvisionnement qui se complique pour tout le secteur », constate Toshikazu Tajima, chez Tasaki, maison qui a l'avantage de détenir deux fermes perlières en propre au Japon et s'apprête à en ouvrir une troisième. « Et il m'en faudrait encore deux ou trois dans un futur proche... », reconnaît le PDG. Aux enchères, le prix des perles s'est envolé de 50 % par an ces cinq dernières années. Même à ce tarif-là, la demande demeure insatisfaite. » Il est toutefois peu probable que les perles se tarissent pour la haute joaillerie, milieu qui raffole de rareté et de préciosité. De même que les maisons sont jugées sur leur aptitude à sourcer les plus belles pierres, le futur est à celles qui avanceront les perles les plus singulières. ■

V. PÉ.

Marc Ambroise-Rendu

Ancien journaliste au « Monde »



En 1985. FONDATION HENRI CARTIER-BRESSON

Passionnément engagé pour la protection de la nature et de l'environnement, homme de conviction et de cœur, le journaliste Marc Ambroise-Rendu est mort à Paris, le 24 juin, à l'âge de 94 ans. Issu d'une famille qui connut des pédagogues fameux, des hommes politiques comme des artistes, Marc Ambroise-Rendu, bien que né à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), le 20 décembre 1929, s'estimaient né « *au cul des vaches* », touché d'emblée par la vie animale et végétale et soucieux de la préservation de la nature.

Diplômé de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille en 1954, il commence sa carrière à *Paris-Presse*, quotidien né au lendemain de la Libération, puis intègre comme reporter la revue mensuelle *Constellation* (janvier 1970-février 1971), avant qu'elle ne fusionne avec *Lectures pour tous*, où Marc Ambroise-Rendu est rédacteur en chef adjoint, jusqu'à la disparition du titre, en mars 1974.

Il s'agit d'un moment capital pour le journaliste. Il transforme dans le même temps le magazine destiné aux associations d'environnement *Mieux vivre*, qu'il a fondé en 1971, en un trimestriel, *Combat Nature*, publié de 1974 à 2005, contemporain de la lente émergence de l'enjeu écologique dans la conscience collective française. Ce même printemps 1974, Marc Ambroise-Rendu entre au *Monde*, comme rédacteur au service Société. La préoccupation de la question environnementale, qui le conduisit à lancer une rubrique spécifique dirigée de 1974 à 1982, le désignait pour suivre la campagne présidentielle de 1974, où pour la première fois l'écologie est représentée par René Dumont.

Regard lucide

Lors de la première conférence de presse du candidat écologiste, Ambroise-Rendu se substitue ainsi au représentant du service Politique, qui n'a pas prévu de se déplacer. L'humour et le ton, les propos comme l'entourage de Dumont tranchent et font finalement admettre au quotidien que le phénomène était important, donc impératif. Trois ans après la reconnaissance d'un ministère de la protection de la nature et de l'environnement, confié au gaulliste Robert Poujade, l'apparition de l'agronome qui porte les couleurs de l'écologie achève de convaincre Jacques Fauvet, successeur d'Hubert Beuve-Méry, de l'importance de ce nouveau champ d'actualité.

20 DÉCEMBRE 1929 Naissance à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)
1971 Fonde le magazine d'environnement « Mieux vivre »
1974-1995 Rédacteur, puis reporter au « Monde »
24 JUIN 2024 Mort à Paris

A la charge d'Ambroise-Rendu d'en définir les modalités : parts égales, pour nourrir les articles, entre les informations fournies par les associations et celles des institutions. C'est une vraie révolution pour *Le Monde*, qui accueille ainsi des reportages, restitue la voix jusque-là inaudible de ceux qui protestent contre la pollution des eaux, le bruit, la défiguration des littoraux par des programmes immobiliers funestes...

Il s'agit moins de journalisme militant que d'une information critique pour changer les choses, comme le regard de chacun. Dans une stricte position de témoin, Ambroise-Rendu refuse tout engagement, jusqu'à son retrait du *Monde*, en 1995. Ainsi l'entorse apparente qu'on peut lire dans sa remise de Légion d'honneur, « au titre de l'environnement », au siège du journal, dans le bureau même de Jacques Fauvet, se justifie-t-elle comme un acte militant en interne, destiné aux 40 % de la rédaction qui refusent la reconnaissance de sa rubrique, y voyant le signe d'une « *décadence du journal* », témoigne le récipiendaire, pointant la fronde menée par les économistes du titre.

Dans un entretien au *Temps des médias*, en 2015, Marc Ambroise-Rendu analysait l'origine de ces réticences : « *Le thème de la crise écologique déroutait les journalistes. Ça touche à tout (politique, économie, affaires étrangères, culture, social, science), mais ça ne rentre dans aucune case. (...) Ça reste dans le marais des "faits divers".* » L'esprit fin et le regard lucide du journaliste l'ont mis dans la délicate posture de celui qui voit les périls s'annoncer, puis grossir, sans garantir que son apport soit entendu. Mais jamais il ne désarma, poursuivant son engagement, enfin marqué lorsqu'il cesse d'être journaliste, pour cette protection de l'environnement qui fut le combat de sa vie. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

[Marc Ambroise-Rendu a été pionnier au journal dans la couverture des questions environnementales. « Le Monde » présente ses plus sincères condoléances à sa famille, ses proches, et toutes celles et ceux qui ont eu la chance de le côtoyer J. Fe.]

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Yann Allainmat, son époux, Erwan et Ludovic, ses fils et leurs compagnes, Ses petits-enfants, Sa sœur et ses frères, Sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Elisabeth ALLAINMAT, née HUBERT-RODIER, agrégée de lettres, professeur au lycée de Sèvres,

survenu à Clamart, le jeudi 27 juin 2024.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 5 juillet, à 15 heures, en l'église Saint-Étienne d'Issy-les-Moulineaux, suivie de l'inhumation, au cimetière de Saint-Martin-la-Garenne (Yvelines).

Son fils, Sa famille, Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Christine AULAS, née FAURE,

journaliste, députée européenne,

survenu jeudi dernier, à Marseille, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie se tiendra dans l'intimité.

Carima et Thomas, sa nièce et son neveu,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Philippe BOGGIO, journaliste et écrivain,

survenu le 25 juin 2024.

Il participa à l'aventure du *Monde* de 1976 à 1996. Il nous aurait demandé de serrer les rangs et de parier sur les lendemains qui chantent. Nous nous y emploierons.

L'inhumation a lieu ce mercredi 3 juillet, à 15 heures, au cimetière de Vigneux-sur-Seine.

Marie France, son épouse, Marie Claire, Florence, ses filles, Ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants, Marguerite, Marie Madeleine, Jean Pierre, ses sœurs et frère, Sa famille Et ses amis,

ont le regret d'annoncer le décès de

Michel GAZEAU, professionnel de l'audiovisuel public, conseiller au ministère de la culture,

survenu le 28 juin 2024, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Une cérémonie aura lieu le 6 juillet, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

84, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris.
florence.gazeau@u-paris.fr

Paris.

Sa famille

a la tristesse d'annoncer le décès de

docteur Roland GÖPEL, médecin anesthésiste réanimateur, spécialisé en gestion de la douleur,

survenu le 19 juin 2024, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), à l'âge de soixante-quatorze ans.

Le président Et les membres de l'association La Châtaigneraie, Les équipes des centres hospitaliers de réadaptation et de rééducation fonctionnelles de La Châtaigneraie, à Paris et à Menucourt,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Noël HEULEU, fondateur et directeur médical de La Châtaigneraie de 1977 à 2001,

survenu le 29 juin 2024.

Nous avons la tristesse de faire part du décès, survenu le 18 juin 2024, de

Anne-Marie LAVAL-JEANTET, née VERGÈS,

chercheuse au CNRS, politicienne féministe et écologiste.

Une cérémonie a eu lieu ce 3 juillet, à 10 h 30, en l'église du Saint-Esprit, Paris 12^e.

Véronique et Olivier, ses enfants, Shirine, Joseph et Chrismaël, ses petits-enfants, Julien et Karl, ses gendres, Philippe, son frère et Nathalie

Ainsi que ses proches amis Et sa famille,

partagent leur émotion, suite au décès de

Christine MARTY, née JAEGER,

survenu dans sa soixante-quatrième année, à Paris, le mardi 25 juin 2024.

Elle nous a quittés en paix après plusieurs années de lutte ardente contre la maladie.

Maman, moumoune, mamie, mamishou, Christine, Christoune, Chris, tu resteras pour toujours en nos cœurs et nos pensées.

Nous pensons tous à ton mari,

Didier,

papa, disparu dans sa trente-neuvième année le 13 juin 1986, que tu as follement aimé et vas désormais retrouver.

L'enterrement aura lieu au cimetière de l'Orme, à Moineaux, à Courtaboeuf, aux Ulis, ce jeudi 4 juillet, à 9 h 45.

Le capitaine de vaisseau (er) Jean-Yves Béquignon, son époux, Laurence Mazevet, sa sœur et son conjoint, Patrick Schargrod, Gabrielle, Mael (†), Pierre, sa nièce et ses neveux,

ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Dominique MAZEVET, praticien hospitalier à l'APHP,

survenu à l'âge de soixante ans, le 28 juin 2024.

La cérémonie aura lieu le vendredi 5 juillet, à 10 heures, au crématorium du Mont-Valérien, rue du Calvaire, à Nanterre.

Ni fleurs ni couronnes.

Selon son souhait, un don peut être adressé à la Société protectrice des animaux (www.la-spa.fr).

dominique.mazevet@gmail.com

Paris.

Véronique, Emmanuel et Jean, ses enfants ainsi que leurs conjoints, Pauline, Antoine, Marie, Gabriel, Alexis, Elise, Alice, Baptiste, ses petits-enfants ainsi que leurs conjoints, Jeanne, son arrière-petite-fille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Françoise RAISON-JOURDE,

survenu le 25 juin 2024, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Une cérémonie religieuse a eu lieu à 10 h 30, ce mercredi 3 juillet, en l'église Notre-Dame-d'Espérance, 47, rue de la Roquette, Paris 11^e.

L'inhumation aura lieu ce jeudi 4 juillet, au cimetière de La Férée (Ardennes).

La Flèche. Carrouges. Sélestat.

Josette Rebel, son épouse, Catherine, Nathalie, Véronique, ses filles, Ses petits-enfants Et les familles Rebel, Ménard,

font part du décès de

docteur Gabriel REBEL, vétérinaire inspecteur ENV Alfort 1958,

survenu le 26 juin 2024, à l'aube de ses quatre-vingt-douze ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 2 juillet, en l'église de Carrouges (Orne).

Thérèse Revel-Mouroz, son épouse, Antoine Revel-Mouroz (†), son fils, Coralie et Marc Bodin, sa fille et son gendre, Juliette, Mathilde, Mayeul, ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès, survenu à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, de

Jean REVEL-MOUROZ, géographe, ancien directeur de recherche au CNRS.

Ses obsèques ont été célébrées le 24 juin 2024, dans l'intimité familiale.

175, avenue Napoléon-Bonaparte, 92500 Rueil-Malmaison.
Therese.rm@orange.fr

M^{me} Deborah Parnes-Salem, son épouse, Jérôme, Coralie, Bethsabée, Victoria, Matthieu, Benjamin, ses enfants, Ses petits-enfants, M^{me} Emmanuèle Maupas, sa sœur, Ses neveux et nièces, Ses collègues Et amis,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

professeur Lionel SALEM, chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite, directeur de recherche au CNRS, membre de l'Académie internationale des sciences moléculaires quantiques,

survenu le 29 juin 2024, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

L'inhumation aura lieu le 5 juillet, dans la plus stricte intimité.

Souvenirs

Nous pensons à

Jean DENIAUD (1913-2004)

et

Annick DENIAUD, née DANIEL (1929-2022),

morts tous les deux en juillet.

Jean-Louis, François, Mina, Victor, Anne, Sabine, Barbara.

Danielle Hertzog, Boris et Katia Hertzog, Jérémie, Sacha et Max Hertzog,

vous demandent d'avoir une pensée affectueuse pour leur époux, père et grand-père,

Jean-François HERTZOG,

à l'occasion du dixième anniversaire de son décès, le 3 juillet 2023.

« *Gémissons, Gémissons, Gémissons, Espérons.* »

« *Tu n'es plus là où tu étais mais tu es partout là où je suis.* » Victor Hugo.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevalierau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Harold Thibault
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Événements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuelle Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Le Monde
en vente actuellement

► En kiosque

Le Monde
40 CARTES
ISRAËL
PALESTINE

Hors-série

Le Monde
L'EAU DANS LA VILLE

Hors-série

Le Monde
L'HISTOIRE DU SPORT

Hors-série

Le Monde
300 QUESTIONS
DE CULTURE GÉNÉRALE

Hors-série

Le Monde
Franz Kafka

Hors-série

Le Monde
LES ANNÉES
cabu
LE GRAND DUDUCHIE

Hors-série

Le Monde
100 PHILLES
MOTS CROISÉS

Magazine

Nos services

Lecteurs

► Abonnements
Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71 de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

► Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS

Jan-Werner Müller

« Par le passé, ce n'est jamais le peuple qui a abandonné la démocratie, mais les élites »

Le philosophe allemand resitue le RN dans la constellation des populismes européens. Face à eux, le défi pour les autres partis est, selon lui, de parvenir à ne plus les ignorer sans pour autant les adouber

ENTRETIEN

Professeur de théorie politique à l'université de Princeton (New Jersey), le philosophe allemand Jan-Werner Müller est à Paris, invité par le Collège de France à donner une série de conférences intitulée « L'Europe démocratique ». L'auteur de *Liberté, égalité, incertitudes* (Premier Parallèle, 2022) analyse pour *Le Monde* la progression des populismes en Europe, sensible dans les résultats des élections européennes, et la place du Rassemblement national dans cette nouvelle galaxie politique.

Le Rassemblement national mérite-t-il, selon vous, l'étiquette de parti populiste qu'on lui accole ?

Oui, mais attention, l'étiquette « populiste » est souvent mal utilisée. Le populisme, à mes yeux, est avant tout une stratégie qui consiste pour un acteur, un mouvement ou un parti politique à prétendre représenter le « vrai peuple ». Cette stratégie comporte deux volets. Le premier est la critique des élites, le fameux « *tous pourris* » – avec notamment pour conséquence un fort discrédit jeté sur le reste de la classe politique, considérée comme corrompue. Le deuxième volet est l'exclusion du « peuple » de tous les individus ne correspondant pas à la définition symbolique du « vrai peuple », en particulier les étrangers, les minorités ou les opposants. Un exemple : en 2002, après sa défaite aux élections législatives qui lui coûte le pouvoir, Viktor Orban harangue la foule en clamant que « la patrie ne peut être dans l'opposition » : on entend bien dans cette déclaration que, pour le premier ministre hongrois, « la patrie » n'inclut pas ses adversaires politiques, considérés comme des étrangers, des traîtres.

Ce que nous appelons l'extrême droite, en revanche, est une idéologie : le terme désigne des positions très claires concernant l'immigration, les réfugiés, l'écologie – car, en Europe, les extrêmes droites se singularisent par leur rejet du pacte vert. Ces deux phénomènes sont distincts, même s'ils peuvent bien sûr aller de pair, et la facilité avec laquelle l'idéologie d'extrême droite se combine avec la stratégie populiste n'est plus à démontrer – la façon qu'ont les populistes de

droite de placer la nation au cœur de leur discours est leur manière de définir le « vrai peuple ». J'ajouterais même que la stratégie populiste n'est pas neutre politiquement : parce qu'elle est antipluraliste, elle est toujours antidémocratique et porte en elle un imaginaire et des pratiques autoritaires.

La stratégie populiste est-elle seulement une stratégie de conquête du pouvoir, ou peut-elle être une stratégie pour l'exercer ?

Tout d'abord, un mouvement ou un parti populistes ont tendance à le rester. L'idée court souvent que ces acteurs politiques, parce qu'ils passent dans le camp des élites en accédant au pouvoir, seraient contraints d'abandonner ce type de discours excluant. C'est évidemment faux, car le populisme est un antipluralisme avant d'être un antiélitisme. Rien de plus facile que de trouver un nouveau bouc émissaire, que l'on désigne responsable des déboires du pays parce qu'il empêcherait la volonté populaire authentique de se réaliser : ainsi Viktor Orban, une fois devenu président, a-t-il remplacé la critique des élites nationales par le dénigrement du financier hongro-américain George Soros.

Un autre préjugé tend à dire que les populistes, parce qu'ils portent des idées politiques extrêmement simplistes, ne seraient pas en mesure de comprendre la complexité de notre monde, qu'ils n'auraient pas les clés pour gouverner et qu'un gouvernement populiste est donc voué à périr. Pourtant, on constate chez Narendra Modi, Recep Tayyip Erdogan, Hugo Chavez ou Nicolas Maduro l'existence d'un certain art populiste de gouverner. Celui-ci se caractérise par la négation de la légitimité des opposants, mais aussi de la légitimité des juges, des journalistes et de tous les pouvoirs indépendants, sous le prétexte que, n'étant pas élus, ils ne sauraient donc représenter la volonté populaire.

Les populistes ont aussi tendance à « capturer » l'Etat pour servir leurs propres intérêts – c'est-à-dire à placer des partisans du nouveau régime à tous les niveaux de la bureaucratie. Une pratique qu'ils justifient par l'idée que l'Etat existe pour servir le peuple, que les dirigeants populistes représentent. En outre, ils s'appliquent à délégitimer la société civile protestataire en prétendant que ses acteurs, bien sûr exclus du « vrai peuple », sont financés par des étrangers.

Remarquons enfin que cette stratégie et cet art populiste de gouverner sont faciles à reproduire, et donc à importer. C'est l'une des raisons pour lesquelles on observe des reconfigurations politiques similaires à travers le monde : les populistes se copient les uns les autres.

Quelle dynamique lisez-vous dans le résultat des élections européennes en ce qui concerne les populistes ?

Je ne vois pas, en ce qui les concerne, de dynamique homogène. Les partis d'extrême droite n'ont pas remporté les élections partout en Europe. Lorsqu'ils l'ont emporté, ce fut parfois au détriment d'autres formations d'extrême droite, par exemple en Italie : la victoire de Giorgia Meloni [cheffe du parti Fratelli d'Ita-



YANN LEGENDRE



LES PARTIS DE CENTRE DROIT ET CHRÉTIENS-DÉMOCRATES EUROPÉENS SONT DÉSORMAIS PRÊTS À COPIER OU MÊME À COLLABORER AVEC L'EXTRÊME DROITE. UN TEL OPPORTUNISME FINIRA PAR LEUR COÛTER CHER

lia] a été accompagnée d'une large défaite du parti de Matteo Salvini [la Ligue]. On ne peut donc parler d'un triomphe de l'extrême droite, car il s'est plutôt agi d'une redistribution des votes entre des partis qui, après tout, sont assez similaires. Le cliché de la « vague » ou d'un « tsunami populiste », pour reprendre l'expression utilisée par Nigel Farage en 2016, est un fantasme.

Au regard de ces résultats, une autre dynamique européenne me frappe, tout aussi dangereuse : l'opportunisme dont font preuve les partis de centre droit et chrétiens-démocrates, désormais prêts à copier ou même à collaborer avec l'extrême droite. Voilà la rupture. En France, le moment-clé intervient selon moi en 2022, lorsque Valérie Pécresse reprend dans un discours l'idée de « grand remplacement », venue de l'extrême droite. Une fois le « cordon sanitaire » aboli, plus rien ne retient l'électeur bourgeois, gaulliste ou chrétien de préférer l'original à la copie.

La raison de ce dévoiement est, à mon avis, à chercher du côté des idées, ou plutôt de l'absence d'idées : car qui est en mesure aujourd'hui de donner une définition de la démocratie chrétienne, du gaullisme, du centre droit ? La vérité est que ce courant ne possède pas – ou plus – d'idéologie, sinon la technocratie et la capacité à gouverner. Cela a certes permis à ces acteurs politiques de s'adapter à de nombreux contextes, mais, en ce qui concerne leurs relations avec l'extrême droite, un tel opportunisme finira par leur coûter cher.

Quels enseignements peut-on tirer de cette séquence politique européenne ?

Tout d'abord qu'il est encore temps de montrer aux élites centristes que leur rapprochement avec l'extrême droite a un prix politique, et pas nécessairement celui qu'elles espéraient. Prenons un exemple : le Parti populaire européen [PPE] a longtemps toléré, voire défendu, la présence de Viktor Orban en son sein. S'il a pu le faire, c'est en partie parce qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, d'opinion publique à l'échelle européenne : les élections européennes se jouant sur des questions de politique nationale, les membres du PPE ont été en mesure de « cacher » cette alliance entre le centre et l'extrême droite. Depuis, de nombreuses

études et sondages ont clairement montré que les électeurs du PPE n'approuvaient pas cette stratégie, ce qui a conduit le parti de Viktor Orban à quitter le groupe. Si l'on est en mesure de signaler aux électeurs du centre les trahisons dont leurs représentants politiques se rendent coupables, cela peut influencer leur calcul électoral.

Un autre élément de réponse peut être trouvé dans l'histoire du XX^e siècle, si l'on accepte de voir que ce n'est jamais le peuple qui a abandonné la démocratie, mais les élites. Cette leçon historique renforce l'idée que surveiller de près ce que font les élites et informer les peuples de leurs compromissions est de la plus haute importance.

S'il existe une stratégie populiste, peut-il y en avoir une antipopuliste ?

C'est l'une des questions les plus difficiles de notre temps en matière de jugement politique : celle de l'équilibre à trouver entre deux attitudes extrêmes. D'un côté, l'exclusion totale, qui consiste à refuser absolument de s'adresser aux populistes ou de négocier avec eux, pose problème. D'abord sur le plan stratégique, parce que d'une certaine façon nous jouons ainsi leur jeu – il leur est alors d'autant plus facile de se poser en victimes des élites.

Mais cela pose aussi problème sur le plan normatif, c'est-à-dire des normes politiques que l'on souhaite promouvoir, car on ne peut pas nier le droit à la représentation des citoyens qui ont voté pour ces acteurs politiques. A l'inverse, considérer que les populistes sont les véritables représentants des « oubliés », de la « France périphérique », revient à se condamner à courir après eux.

A mes yeux, une autre attitude est possible : celle qui consiste à accepter de parler avec les populistes, tout en refusant de parler comme eux. La stratégie antipopuliste n'est donc pas le symétrique de la stratégie populiste : il ne s'agit ni de nier leur légitimité à s'exprimer, ni de collaborer avec eux, ni de renoncer à garantir les conditions du débat démocratique. Il est crucial de reconnaître le succès des populistes, et donc d'accepter la représentation politique dont ils sont porteurs, tout en expliquant pourquoi nous ne serons jamais prêts à collaborer avec eux. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARION DUPONT

Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen

Le front républicain à la merci des abstentionnistes

Les deux politistes soulignent qu’après une forte participation au premier tour l’abstention pourrait faire son retour au second. Certains électeurs indiquent en effet qu’ils boudent les urnes si leur candidat n’est plus en lice le 7 juillet

Le Rassemblement national (RN) est aux portes du pouvoir, après un scrutin marqué par une remobilisation massive des électeurs. On n’avait jamais autant voté pour des législatives depuis 1997 : 32,9 millions de citoyens se sont rendus aux urnes, soit 66,7 % des inscrits quand, depuis vingt ans, moins d’un citoyen sur deux prenait part au choix de son député. Le regain de participation a eu pour premier effet l’élection, dès le premier tour, de 76 députés, contre seulement 5 en 2022 et 4 en 2017. Symboliques des dynamiques portées par une campagne éclair, ces victoires immédiates donnent à voir la force des espoirs soudainement placés en l’imminence d’une alternance politique par des électeurs dont les projets de société sont aux antipodes. Elles consacrent ainsi 38 députés RN et 32 députés du Nouveau Front populaire (NFP), élus dès le 30 juin dans des territoires dont certains enregistrent pourtant régulièrement des records d’abstention. Massive, la mobilisation a donc aussi été moins marquée que d’ordinaire par les inégalités sociodémographiques de participation électorale. Pour être significative de la recomposition du paysage politique en train de se produire, la capacité du RN et du NFP à faire bastion ne doit cependant pas créer de trompe-l’œil quant à l’issue du scrutin. Dans 307 circonscriptions, la forte participation a profité aux trois camps politiques, permettant à chacun de maintenir son candidat au second tour. Sans désistement destiné à faire barrage, ces territoires où le second tour aurait toutes les chances de ressembler au premier en termes de rapports de force verraient, dans la plupart des cas, le RN l’emporter. Il bénéficierait en moyenne de plus de 4 points d’avance sur la gauche et bien plus encore sur les candidats d’Ensemble. Le mode de scrutin y aurait donc pour effet qu’à l’Assemblée

CE SONT LES REPORTS DE VOIX DU NFP VERS ENSEMBLE ET D’ENSEMBLE VERS LE NFP QUI FERONT, OU NON, LE BASCULEMENT DU PARLEMENT

la majorité d’électeurs de gauche et du centre serait désormais représentée par un député d’extrême droite. Si, malgré cela, l’issue du scrutin reste à ce jour très incertaine, c’est d’une part parce que le nombre de triangulaires a drastiquement baissé du fait des désistements. C’est d’autre part parce que le comportement des électeurs dont le candidat a été éliminé à l’issue du premier tour ou se sera désisté reste très hésitant. Dans tous les cas cependant, ce sont les reports de voix du NFP vers Ensemble et d’Ensemble vers le NFP qui feront, ou non, le basculement du Parlement. Interrogés la veille du 30 juin par l’institut Cluster 17 sur ce que pourrait être leur comportement au deuxième tour dans l’hypothèse où leur candidat ne serait plus présent, environ 6 électeurs de la majorité présidentielle sur 10 envisageaient de s’abstenir, 3 de voter en faveur du NFP et 1 en faveur du RN. De manière assez symétrique, plus de 5 électeurs du NFP sur 10 envisageaient de ne pas choisir entre un candidat RN et un candidat Ensemble dans un second tour sans candidat issu de leur camp, contre 4 qui se déclaraient disposés à activer la logique du barrage répu-

blicain. Il faut bien se rendre compte du nombre d’électeurs concernés : les abstentionnistes faisant pour l’instant défaut au front républicain représentent près d’un quart des électeurs. Réalisée juste avant le premier tour, donc sans prendre en compte ni l’effet de l’annonce des résultats ni celui des appels à désistement ou à ralliement émanant des candidats, cette enquête a le mérite de montrer que, en l’absence de tout dispositif d’incitation ou de correction des résultats du 30 juin, la logique de l’abstention politique au deuxième tour conduirait inévitablement à une majorité absolue pour le RN associé aux ciottistes. Mais si ces électeurs qui imaginaient jusqu’à dimanche soir s’abstenir décidaient finalement de voter en faveur du candidat républicain resté en lice, alors le rapport de force politique pourrait encore totalement s’inverser. **Complexité des messages** Dans un contexte où les frontières des organisations sont brouillées et où les repères fournis aux citoyens pour se prononcer font défaut, rien ne garantit que les appels au désistement puis au vote républicain émanant des états-majors politiques seront suivis d’effets : les premiers par les candidats de chaque camp dans les circonscriptions, les seconds par leurs électeurs du premier tour. A gauche, si les principaux leaders du NFP ont annoncé le désistement systématique des candidats arrivés en troisième position, l’étape supplémentaire de l’appel au vote en faveur du candidat républicain qui fait face au RN reste difficile à franchir, quand bien même elle est indispensable pour faire barrage. Echaudés par la pratique du front républicain dans les urnes en 2017 et en 2022, les électeurs de gauche ont nourri un fort rejet à l’égard du président de la République et de son évolution qu’ils perçoivent comme droitière, ce qui ac-

croît sans doute, pour nombre d’entre eux, le coût à payer en 2024 pour empêcher le RN d’accéder au pouvoir. Au sein de l’espace centriste, la présence persistante de Jean-Luc Mélenchon sur le devant de la scène nuit au report de l’électorat modéré sur les candidats du NFP. Le RN l’a d’ailleurs bien compris, qui cherche à imposer comme narratif de second tour l’idée d’un duel qui l’opposerait à Jean-Luc Mélenchon et à « l’extrême gauche ». La complexité des messages adressés par plusieurs figures de la majorité présidentielle au soir du premier tour est sans doute aussi insuffisante à contrebalancer le narratif d’équivalence construit au cours des trois semaines de campagne entre l’union de la gauche et l’extrême droite ; ce narratif étant bien évidemment porteur d’abstention au moment où les électeurs modérés sont amenés à choisir entre un candidat du RN et un candidat du NFP. Reste donc à savoir si les messages adressés au cours de la semaine à venir seront suffisamment clairs et efficaces pour convaincre une partie de ces nombreux électeurs déboussolés et encore très hésitants de donner vie dans les urnes à un front progressiste et démocrate seul à même d’empêcher le RN d’accéder au pouvoir. Tous ces hésitants vont-ils rester abstentionnistes ou se décideront-ils à voter dans une logique de moindre mal ? Là est la question. ■

Céline Braconnier est professeure de science politique, directrice de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, chercheuse au CESDIP/CYU ; Jean-Yves Dormagen est professeur de science politique à l’université de Montpellier, président de l’institut Cluster 17

Dominique Eddé Le rendez-vous électoral du 7 juillet est celui du « oui » à la vie, du « non » à la mort

L’heure n’est pas à l’affirmation des identités, mais à permettre leur cohabitation en France, ainsi que dans le reste du monde, sous peine d’être atteint de « confusion mentale », estime l’écrivaine libanaise

Le raz de marée du mensonge a asséché la langue. Un mot, au contenu tragique, incarne, à lui seul, l’étendue du désastre. Ce mot, c’est « antisémitisme ». Utilisé à tort et à travers, il est en train de rater sa cible, une fois sur deux, et cette seconde fois est une calamité pour la première. Le mot est insulté. L’histoire est insultée. La haine des juifs gagne du terrain pendant que le vocable censé la dire sert à souffler sur le feu, au lieu de l’éteindre. Nous en sommes arrivés au point inimaginable où Serge Klarsfeld, figure par excellence de l’antnazisme, se dit prêt à voter pour le Rassemblement national (RN). Face à un tel record d’invraisemblance, le modèle de confusion mentale qu’est le Liban est en passe de pâlir. Quand un mot, au lieu de parler, devient un moyen de faire taire, on est en droit de s’interroger. Ce mal – l’antisémitisme, responsable, il y a huit dé-

cennies, de six millions de morts en l’espace de quatre ans – est en train d’être recouvert et trahi par son vocable. Il sert d’invective au lieu de servir d’alarme. Il a pour mission d’en appeler à la conscience, il est en train d’enflammer les nerfs, d’alimenter les surenchères et les polémiques électorales, de faire oublier le danger qu’il représente. **Le parti de la haine** Pendant ce temps, la peur envahit et dévaste les esprits. Les intelligences se planquent au profit de la mauvaise foi. Elles dressent des murs au lieu d’ouvrir des fenêtres. Et sur ce fond de cécité paranoïaque se joue, en cette première semaine du mois de juillet, l’avenir des valeurs humaines de la France. Avec lui, l’avenir de l’Europe. Et, avec ce dernier, celui de la démocratie. L’état des lieux est alarmant. L’Amérique se prépare à choisir entre la brutalité et la sénilité.

L’Ukraine souffre sans gagner. Un enfant meurt tous les quarts d’heure dans Gaza réduite à un tas de ruines. Les otages israéliens croupissent dans le noir sous une pluie de bombes. Mené par l’extrême droite, Israël se suicide pour détruire la Palestine. Les Israéliens se divisent. Le Liban est menacé d’être bombardé alors même qu’il fait naufrage. Le

fondamentalisme islamiste se renforce au lieu de s’affaiblir. Partout, l’impuissance de la pensée n’a d’égale que la toute-puissance des armes. A moins d’un énorme sursaut, le parti de la haine est susceptible d’envahir l’Assemblée nationale en France : chacune, chacun de nous porte une responsabilité dans l’issue du bras de fer engagé entre la vision mortifère du RN et celle, humaniste, du Nouveau Front populaire. Ce dernier est tenu, toutes composantes confondues, d’être à la hauteur de sa mission : empêcher le RN d’avoir la majorité absolue à la chambre. **Mettre nos ego de côté** Aussi Jean-Luc Mélenchon est-il urgemment appelé à prendre acte de l’entrave qu’il constitue et à laisser parler les voix qui apaisent et fédèrent. Rima Hassan, confrontée à plus d’une injustice critique, n’en est pas moins appelée, elle aussi, à ne pas confondre

le droit de résister avec celui de provoquer inutilement, en un moment où les nerfs sont à vif. Quel sens avait son apparition, dimanche, au côté du chef de LFI, un keffieh autour du cou ? La question n’est plus d’affirmer les identités, mais de les faire cohabiter. N’avons-nous pas assez de mal à faire entendre la cause des Palestiniens pour ne pas tomber dans les travers que nous accusons ? Pourquoi apporter de l’eau au moulin de ceux qui se fichent des souffrances qui ne sont pas les leurs ; de ceux qui n’ont que l’accusation d’antisémitisme pour argument fallacieux contre le Nouveau Front populaire ? N’est-il pas temps de mettre nos ego de côté, alors que nous assistons aux ravages que produit la mégalomanie partout dans le monde ? Ne nous laissons pas griser par le sentiment d’avoir raison. Plus personne n’a raison, à l’heure qu’il est. Nous sommes

tous menacés par le triomphe de l’incohérence. Le rendez-vous électoral du 7 juillet est celui du « oui » à la vie, du « non » à la mort. Il appartient aux représentants politiques en guerre contre la guerre à Gaza de ne pas singer leurs ennemis, de ne pas tomber dans le piège des postures infantiles, agressives. Il incombe à tous les partisans de l’ouverture et de la paix de faire le maximum pour limiter la déferlante du RN, qui troque, au gré de ses intérêts, la haine du Juif et celle de l’Arabe. ■

Dominique Eddé est une écrivaine et essayiste libanaise. Elle est notamment l’auteur d’« Edward Said. Le roman de sa pensée » (La Fabrique, 2017) et de « Le Palais Mawal » (Albin Michel, 224 pages, 19,90 euros)

ABSTENTION DIFFÉRENTIELLE

Aujourd’hui omniprésente dans les sondages d’opinion, la notion, mobilisée depuis plus d’un siècle pour interpréter les résultats électoraux, est un facteur-clé à chaque scrutin, mais difficile à saisir

HISTOIRE D’UNE NOTION

Concept permettant d’éclairer les élections législatives des 30 juin et 7 juillet, l’abstention différentielle se matérialise lorsque, le jour du scrutin, un camp politique s’abstient plus qu’un autre. Ou, variante définitionnelle, lorsqu’une catégorie sociale se mobilise moins qu’une autre : les ouvriers moins que les cadres ; les jeunes moins que les vieux... « Dans une France de plus en plus abstentionniste, les écarts de participation entre électors jouent un rôle crucial », analyse Patrick Lehingue, professeur à l’université de Picardie. Le 28 décembre 2021, un article de *Libération* titrait ainsi : « L’abstention différentielle, clé de la présidentielle 2022 ».

L’intérêt pour le phénomène n’est pas nouveau. Dès 1913, dans son *Tableau politique de la France de l’Ouest* (Armand Colin), le pionnier de la sociologie électorale, André Siegfried, remettait en cause les conclusions tirées après les élections de 1881, 1893 et 1898. « La victoire des républicains [gauche de l’époque] n’est pas due tellement au progrès vérita-

ble de la gauche qu’au découragement de ses adversaires », écrivait-il. La question resurgit en mai 1981, lorsque François Mitterrand, fraîchement élu président, dissout l’Assemblée nationale et organise des élections législatives anticipées. La participation y est nettement inférieure à celles de 1978, la validation du scrutin présidentiel intéressant moins.

« Le raz de marée socialiste suscite alors une vive controverse », relève le politiste Bernard Dolez, maître de conférences à Paris-I Panthéon-Sorbonne. La dispute oppose François Goguel, l’un des fondateurs de la géographie et de la sociologie électorales, à Jérôme Jaffré, analyste politique. « François Goguel, dans des termes proches de Siegfried, explique la victoire de la gauche par un effondrement de la participation à droite. Jérôme Jaffré soutient, au contraire, que l’abstentionnisme différentiel – il est le seul des trois à employer le mot – est voisin dans les deux camps : la victoire de la gauche résulte bien, selon lui, d’un ralliement de l’électorat giscardien », décrypte Bernard Dolez.

Derrière ces divergences s’opposent en fait des méthodes/définitions. Goguel adopte une approche temporelle : il constate

L’ABSTENTION DIFFÉRENTIELLE SE MATÉRIALISE QUAND UN CAMP POLITIQUE S’ABSTIENT PLUS QU’UN AUTRE. OU QUAND UNE CATÉGORIE SOCIALE SE MOBILISE MOINS QU’UNE AUTRE

qu’en 1981 le nombre total de voix à gauche n’a pas augmenté par rapport à 1978. La mobilisation d’un camp est comparée à un attendu lié aux précédents scrutins. Jaffré raisonne le jour J, en s’appuyant sur les enquêtes d’opinion qui se développent : il recoupe une question sur la proximité partisane avec une autre sur l’intention de voter. Cerner l’abstention différentielle est un enjeu de taille. « Il s’agit, ni plus ni moins, de s’accorder sur la lecture politique des résultats », insiste Bernard Dolez.

Problème démocratique

Depuis les années 1980, l’éclatement du paysage politique, la montée de l’abstentionnisme et la moindre fidélité partisane rendent la seconde approche plus pertinente. En outre, les sondages postélectoraux se sont massifiés. Pour autant, en matière d’abstention différentielle, « les sondages d’opinion restent très fragiles et très variables d’un institut à l’autre », déclare Patrick Lehingue. D’après le sondage Ipsos du 9 juin 2024, 46 % des électeurs qui avaient voté Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle 2022 se sont abstenus aux européennes, contre 47 % pour l’électorat de Jean-Luc Mélenchon et 40 % pour l’électorat de Marine Le Pen. Le sondage Elabe du même jour donne respectivement 31 %, 30 % et 32 %. Et celui d’IFOP 36 %, 48 % et 37 %. « On peut difficilement en tirer des conclusions, observe Patrick Lehingue. En cause, la taille des échantillons, mais aussi la dimension déclarative : les abstentionnistes ont parfois honte de se déclarer comme tels... » A cela s’ajoute qu’un abstentionniste ayant voté pour un parti en 2022 ne voterait plus nécessairement pour ce dernier s’il se mobilisait. Tout cela nourrit une grande confusion dans le débat public.

« En revanche, l’abstentionnisme différentiel en fonction des catégories sociales est systématiquement constaté dans les enquêtes », poursuit l’universitaire. D’après l’enquête Insee sur la présidentielle et les législatives de 2022, 23,6 % des ouvriers non qualifiés se sont abstenus, contre 7,4 % chez les cadres et professions intellectuelles supérieures ; 30,1 % chez les non-diplômés, contre 9,6 % pour ceux qui ont au moins le bac ; 16,4 % des 18-24 ans ont voté à chaque fois, contre 53,4 % des 75-79 ans.

De tels écarts posent un problème démocratique, d’autant que le vote partisan est corrélé aux catégories sociales – même si, depuis les années 1970, le vote de classe a été remis en cause par un vote plus individualisé. La montée du RN est liée à une recomposition sociologique de son électorat. Historiquement plus populaire, plus ouvrier, moins diplômé, plus urbain, le RN s’est récemment élargi aux classes moyennes, aux retraités et aux mondes ruraux, comme l’expliquent les politistes Jean-Yves Dormagen et Cécile Braconnier.

A chaque élection, les politiques cherchent non seulement à convaincre de nouveaux électeurs, mais aussi, et parfois surtout, à mobiliser leur électorat. Globalement, les différentiels sont plus marqués aux élections législatives et aux européennes qu’aux présidentielles, détaille Patrick Lehingue. Mais, dans notre contexte électoral postdis-solution, les législatives mobilisent davantage (66,71 %). Au premier tour, Ipsos donne un différentiel supérieur à 20 points entre vieux (plus de 70 ans) et jeunes (18 à 24 ans), à 10 points entre riches (plus de 3 000 euros) et pauvres (moins de 1250 euros), mais faible entre les trois principales coalitions. ■

ARIANE FERRAND



CHRONIQUE

PAR JEAN-BAPTISTE FRESSOZ

Economie, logement et xénophobie

Dans tous les pays, le logement constitue la part la plus importante du capital des ménages. La France n’échappe pas à cette règle : les maisons et appartements représentent quatre années de produit national brut, le double ou presque de tous les autres capitaux : actions, bâtiments professionnels et terres agricoles. Ce capital est récent. En France, presque les trois quarts des logements ont été construits après 1945. Ce capital est composé de béton, de briques, de parpaings, de verre, d’acier et de bois. Et s’il s’est accumulé grâce à des techniques simples (bétonnières, brouettes, truilles, pelles, Placoplatre), reposant essentiellement sur la force musculaire.

Contrairement aux clichés sur la modernisation et la fin du travail manuel, entre 1950 et 1980, le nombre d’employés dans le BTP a doublé en France, pour atteindre 1,7 million de personnes. Avec des fluctuations, les effectifs sont restés à des niveaux importants, si l’on inclut les intérimaires.

Cette force musculaire, la France l’a tirée pour une part non négligeable de l’étranger. Au milieu des années 1960, les entrepreneurs du BTP peinent à fixer la main-d’œuvre française et font face à l’augmentation des salaires. La substitution des nationaux par les étrangers s’intensifie. A la fin des années 1960, 30 % des ouvriers du BTP sont immigrés. En 1965, dans la région parisienne, le BTP emploie 78 % de Portugais, des hommes jeunes, certains fuyant le service militaire et les guerres coloniales. A cette époque, on retrouve énormément d’immigrés, algériens, marocains et portugais, sur les chantiers du périphérique, du RER et du quartier d’affaires de la Défense. « La main-d’œuvre portugaise est une main-d’œuvre banale, explique un rapport de la préfecture de la Seine, l’ouvrier portugais concurrence rarement l’Espagnol et encore moins l’Italien, il se trouverait plutôt au niveau du Marocain ou de l’Algérien. »

Quarante ans plus tard, dans sa remarquable enquête en immersion

Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment (La Découverte, 2009), le sociologue Nicolas Jounin a retrouvé le même type de hiérarchie ethno- raciale, reposant aussi sur la date d’arrivée en France. Aux manœuvres sans qualifications, souvent noirs et parfois clandestins, reviennent les tâches les plus éreintantes : porter les échafaudages, charger les brouettes de ciment, ou encore faire de la démolition à la masse et au marteau-piqueur.

Angle mort du vote RN

Selon Jounin, le racisme dans les chantiers ne vient pas de préjugés archaïques, mais sert à y maintenir la hiérarchie et l’obéissance. Par exemple, un maçon noir qualifié ne sera jamais traité de « Mamadou », à l’inverse d’un manœuvre intérimaire. Le racisme est une manière de justifier la position subalterne de certains travailleurs. La présence d’un Blanc surprend parfois les camarades de travail cités par Jounin : « Normalement les Français, ils ne sont pas ferrailleurs... Les Français disent que les Arabes prennent leur travail, mais tout ce qu’on prend c’est la merde. »

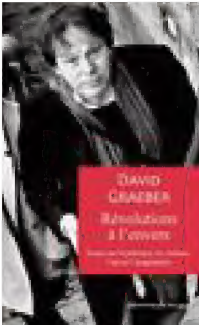
Détestable en soi, la xénophobie est aussi critiquable d’un point de vue économique. Actuellement, les travailleurs immigrés représentent 27 % des ouvriers du BTP en France. A titre de comparaison, les immigrés représentent 10 % de la population active. Notons encore que la moitié des travailleurs immigrés en France travaillent dans la région parisienne, qui est de loin la plus dynamique économiquement : la main-d’œuvre immigrée représente même 60 % des ouvriers non qualifiés du BTP en Ile-de-France ! Le capital des Franciliens, leurs appartements à plusieurs centaines de milliers d’euros, repose majoritairement sur du muscle importé.

La crise du logement est, dit-on, un des motifs du vote RN. Pourtant, la politique migratoire d’extrême droite renforcera probablement les difficultés des Français à se loger. La préférence nationale en matière de logement oublie que les logements sont en partie construits grâce à des étrangers. Si l’extrême droite surfe sur le sentiment de déclin national, ses politiques migratoires pourraient bien transformer ce fantasme en réalité. ■

Jean-Baptiste Fressoz est historien, chercheur au CNRS

ACTUELLEMENT, LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS REPRÉSENTENT 27 % DES OUVRIERS DU BTP EN FRANCE

DAVID GRAEBER, ANTIDOTE AU DÉFAITISME



RÉVOLUTIONS À L’ENVERS. ESSAIS SUR LA POLITIQUE, LA VIOLENCE, L’ART ET L’IMAGINATION de David Graeber, traduit de l’anglais (Etats-Unis) par Vassily Pigounidès, Rivages, 272 p., 19 €

La pancréatite aiguë qui a emporté l’anthropologue américain David Graeber en septembre 2020, à seulement 59 ans, a privé le XXI^e siècle d’un de ses plus brillants esprits. Depuis, le lecteur français se console avec les textes posthumes qui lui parviennent, pour certains d’importance majeure. Ainsi de *La Fausse Monnaie de nos rêves* (2022), où il approfondissait l’une de ses grandes préoccupations (une théorie anthropologique de la valeur), de *Sur les rois* (2023), étude avec son maître Marshall Sahlins concernant la royauté sacrée, et surtout de la grande synthèse historique *Au commencement était...* (2021), avec David Wengrow.

Révolutions à l’envers (Rivages, 272 pages, 19 euros) ne boxe pas dans cette catégorie théorique : il s’agit d’un recueil de six textes rédigés entre 2004 et 2010, dans cet « interrègne confus » qu’a été la période creuse entre les premières fièvres altermondialistes et les grandes indignations citoyennes, comme le mouvement Occupy Wall Street, auquel David Graeber participa en 2011. L’at-

mosphère de cette décennie qui avait un goût de défaite nimbe cet ensemble hétéroclite – précédé par une très utile préface du traducteur Vassily Pigounidès – mêlant réflexions stratégiques et considérations politico-anthropologiques, le tout livré dans sa prose caractéristique, où l’éclair d’intelligence côtoie l’humour.

« Capitalisme kamikaze »

Deux décennies plus tard, ou presque, la pertinence de ces textes stimule et désespère. Les problèmes sont toujours les mêmes, mais la clairvoyance de Graeber ravit. L’intellectuel y poursuit sa réflexion marxiste sur la valeur, fondement de son autre grand projet : déployer des affects alternatifs. Autrement dit, débloquer les imaginaires pour conjurer le constat de défaite perpétuelle. Face à un « capitalisme kamikaze » piloté par un néolibéralisme devenu une machine à « maintenir le désespoir », David Graeber oppose sa rafraîchissante créativité. Quitte à écorner de grands révolutionnaires, comme lorsqu’il s’attaque à des figures comme celle de Toni

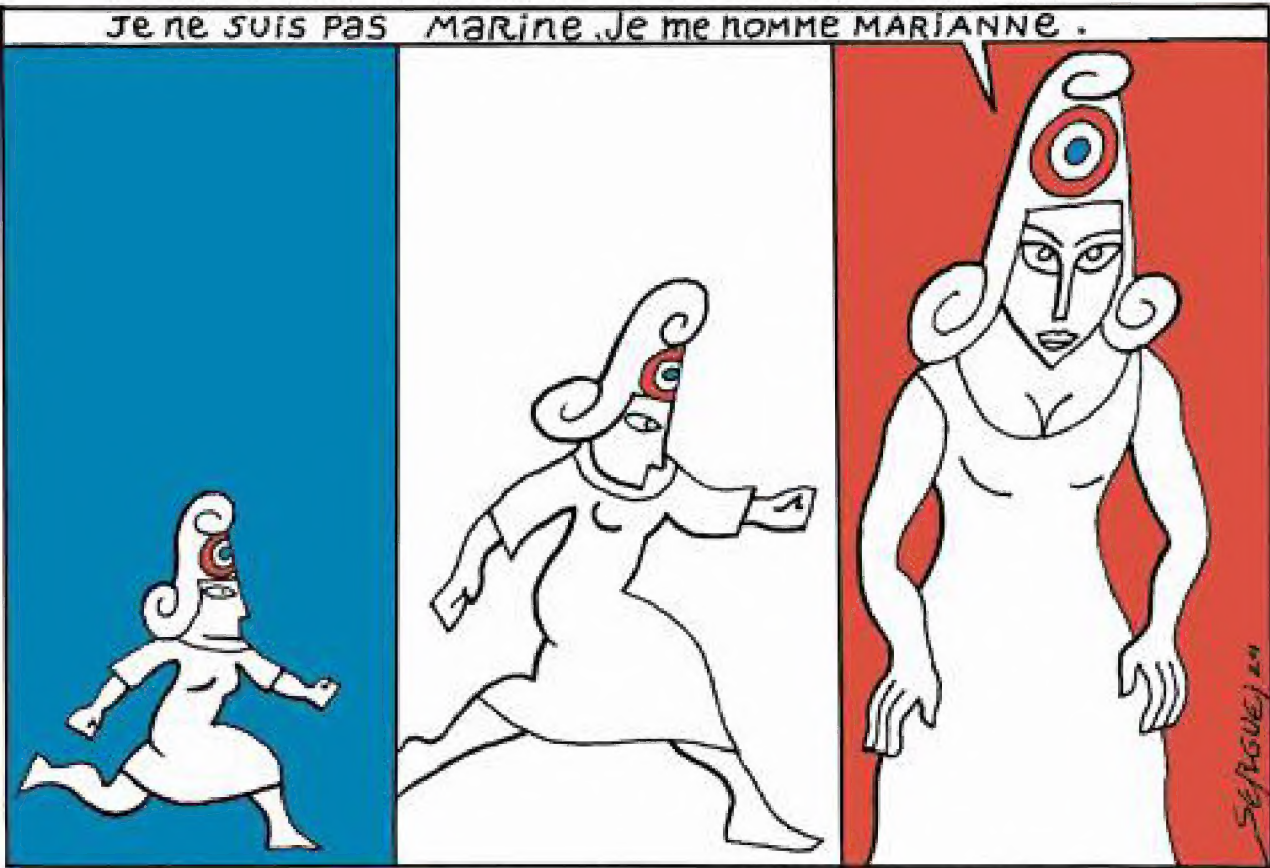
Negri dans le savoureux texte intitulé « Misère de l’opéraïsme ».

« Nous vivons déjà sous le communisme, à condition que nous puissions nous en rendre compte », clame l’anthropologue : le capitalisme n’est, à ses yeux, qu’une « force purement parasitaire » qui extorque de la plus-value grâce au travail gratuit qu’est celui des femmes au foyer comme au vivant qu’il marchandise, et sans lesquels il ne pourrait exister.

Ainsi, contre notre « présent qui s’effondre » faute de perspectives, David Graeber requalifie ce qu’on nomme victoire. Selon lui, la pratique a avancé plus rapidement que la théorie : celle-ci ne sait que faire des gains intermédiaires – comme l’amélioration des droits des femmes – car elle attend l’absolu de la révolution. Fidèle à sa tradition libertaire, l’anthropologue puise dans les acquis de l’action directe pour déceler les bases d’un « projet de réimagination ». Aux vieilles lunes du grand soir, David Graeber rappelle que les ferments d’un grand midi sont déjà là – mais qu’il faut apprendre à les voir. ■

YOUNESS BOUSENNA

Course pour la démocratie | PAR SERGUEÏ





GÉOPOLITIQUE | CHRONIQUE
PAR SYLVIE KAUFFMANN

Avis de tempête à l'Ouest

Mardi 9 juillet, si tout va bien, au lendemain du second tour d'une élection qui aura ébranlé la France et son système politique, le président de la République s'envolera pour Washington, où il doit participer, avec 31 autres chefs d'Etat et de gouvernement, au sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), les 10 et 11 juillet.

Si tout va bien... sauf que, à une semaine de l'échéance, rien ne va bien. Dans la foulée du G7 en Italie et du récent sommet européen en juin, ce 75^e anniversaire de l'Alliance atlantique, préparé de longue date pour célébrer la remarquable résilience de la plus puissante alliance militaire du globe, se tient dans un climat politique particulièrement houleux pour les grandes démocraties qui la composent.

L'incertitude qui entourera encore l'organisation du pouvoir à Paris affaiblira, inévitablement, le rôle que peut jouer la France au sommet. Depuis sept ans, ses partenaires internationaux se sont habitués à cette voix française portée par un président volontiers disrupteur mais ambitieux, engagé, force de proposition appuyée sur un gouvernement à sa main et un appareil diplomatico-militaire compétent et loyal. Quelle que soit l'issue du second tour, le chef de l'Etat français qu'ils retrouveront la semaine prochaine sera dans une situation nettement moins confortable.

Pour les acteurs majeurs de l'OTAN, inquiets de la montée d'une extrême droite nationaliste aux appétences étrangères à rebours des positions actuelles de Paris, ne plus savoir sur quel pied danser avec la France sera un problème. Une France qui fasèye serait un problème en temps de paix, elle le sera d'autant plus face à un pouvoir russe en guerre qui redouble d'agressivité et se félicite ostensiblement des remous dans les démocraties occidentales.

Solidité de l'article 5

Plus grave, le pays le plus important de l'OTAN, les Etats-Unis, première puissance militaire mondiale, est englué dans un duel électoral délétaire entre deux hommes qui ont dépassé depuis longtemps l'âge de la retraite, l'un habitué des tribunaux, «à la moralité d'un chat de gouttière», pour reprendre l'expression de l'autre, dont la moralité est certes moins douteuse mais la forme physique cruellement chancelante. Le débat télévisé qui a opposé Donald Trump et Joe Biden le 27 juin et la fragilité du président de 81 ans qu'il a révélée ont semé la panique dans le camp démocrate. Ils ont aussi notablement élevé le niveau de stress des responsables de l'OTAN.

La vulnérabilité de la candidature démocrate, que Joe Biden se maintienne ou qu'il soit remplacé si tardivement dans la course, n'est pas non plus de nature à rassurer les Européens : vu l'expérience de son mandat de 2017 à 2021, ils ont quelque raison d'appréhender le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en 2025. L'obstruction des élus républicains trumpistes au Congrès

POUR LES
AUTRES MEMBRES
DE L'OTAN, NE
PLUS SAVOIR SUR
QUEL PIED DANSER
AVEC LA FRANCE
EST UN PROBLÈME

qui a retardé de plus de six mois l'adoption de l'aide à l'Ukraine cet hiver, mettant les forces ukrainiennes en grande difficulté sur le front, a gravement entamé la crédibilité des Etats-Unis dans l'est de l'Europe.

Même sous l'administration Biden, considérée comme la plus atlantiste depuis longtemps, des doutes planent aujourd'hui sur la solidité de l'article 5 de la Charte Atlantique, qui prévoit la défense collective. «*Beaucoup d'Etats européens sont engagés dans une politique d'acquisition d'équipement militaire américain sans pour autant avoir la garantie d'un soutien des Etats-Unis à long terme*», observe la chercheuse Tara Varma, à la Brookings Institution, à Washington.

En fait, plusieurs dirigeants anticipent déjà le retour de Trump. Certains le souhaitent même, comme le premier ministre hongrois, Viktor Orban, qui a obtenu de l'OTAN d'être exempté d'aide à l'Ukraine. Trump «*veut faire la paix*» avec la Russie, nous explique Balazs Orban, directeur politique (et homonyme) du leader hongrois. «*Il dit qu'il y arrivera en vingt-quatre heures... S'il le fait en trente-six heures, c'est bon pour nous aussi!*» Bien moins enthousiastes, d'autres Européens – dont les Français – redoutent surtout d'être tenus à l'écart d'une éventuelle négociation entre Washington et Moscou qui réglerait le sort de l'Ukraine sur leur dos, comme au bon vieux temps. Pourront-ils alors compter sur la solidarité du nouveau venu au club, le travailliste Keir Starmer, qui selon toute vraisemblance représentera le Royaume-Uni à Washington, à l'issue des élections du 4 juillet ?

Autre ombre au tableau transatlantique : l'Allemagne, dont le chancelier Olaf Scholz, lui-même fragilisé par une coalition gouvernementale ingérable, voit avec horreur son pire scénario en passe de se réaliser – la perte de son grand allié Biden et le saut de son partenaire français dans l'inconnu. Autrement dit, l'effondrement de deux piliers de la politique étrangère de Berlin, qui a déjà dû sacrifier son autre pilier, la relation avec la Russie.

A Kiev, où on affirme avoir tiré parti d'une présidence Trump, notamment en matière de livraison d'armes, on ne voit pas forcément d'un mauvais œil un deuxième mandat Trump et sa diplomatie transactionnelle, tant la désillusion à l'égard des Etats-Unis est grande. Dans l'immédiat, les dirigeants ukrainiens cherchent à obtenir du sommet de l'OTAN des garanties de sécurité. L'administration Biden leur propose «*un pont*» vers l'OTAN, avec des mesures de soutien pour leur défense. «*Nous n'avons besoin ni d'un pont ni d'une autoroute, ironise un haut responsable à Kiev, mais de l'adhésion.*» Ils ne la décrocheront pas à Washington. Paris souhaite arracher au sommet au moins un engagement d'irréversibilité du rapprochement de l'Ukraine avec l'Alliance atlantique, pour éviter les promesses creuses des sommets précédents. Ce sera un bon moyen de tester l'influence française. ■

ÉTATS-UNIS : COUR SUPRÊME VERSUS DÉMOCRATIE

ÉDITORIAL M

Donald Trump ne cesse de pérorer à propos des biais supposés de la justice de son pays. On ne peut lui donner tort : une partie de cette justice lui est outrageusement favorable. La plus haute instance judiciaire des Etats-Unis en a apporté la preuve dans un arrêt très attendu, rendu le 1^{er} juillet. La Cour suprême, dominée par six juges nommés par des présidents républicains, dont l'ancien homme d'affaires, avait été saisie par ce dernier, inculpé de «*complot contre l'Etat*» en août 2023. Il est accusé d'avoir tenté d'invalides les résultats de la présidentielle de 2020 qui l'opposait à Joe Biden, notamment en incitant ses partisans, le jour de la

certification de ces résultats, à marcher sur le Capitole qu'ils avaient tenté, en vain, de prendre par la force.

Une accusation aussi grave exigeait qu'elle soit tranchée avant l'élection présidentielle du 5 novembre, pour laquelle il est candidat. La Cour suprême en a décidé autrement, en renvoyant à une cour intermédiaire la charge de définir plus précisément si les actes de Donald Trump, au cours de cette contestation sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis, relevaient ou non de ses fonctions officielles et entraient de ce fait dans le champ d'une immunité présidentielle.

Cette réponse dilatoire, qui a déjà pour effet de décaler au mois de septembre l'annonce prévue en juillet de la peine consécutive à sa condamnation au pénal dans une affaire de falsification comptable, va rendre impossible la tenue d'un procès avant le scrutin. Elle n'a pas surpris celles et ceux qui avaient déjà été alarmés par la lenteur spectaculaire adoptée par la Cour suprême dans ce dossier. Elle avait été sollicitée en urgence en décembre 2023 pour trancher cette question d'immunité, mais elle a attendu le tout dernier jour de son année judiciaire pour y répondre.

Alors que Donald Trump ne fait pas mystère de ses intentions de régler ses comptes avec tous ceux et celles qui ont fait barrage à sa tentative de coup de force, et de mettre

au pas les contre-pouvoirs américains, la Cour suprême a jugé bon, en outre, de profiter de ce dossier pour définir l'immunité présidentielle de manière particulièrement extensive. Au point de remettre en cause un principe essentiel de la démocratie aux Etats-Unis : nul n'est au-dessus des lois.

L'arrêt rendu le 1^{er} juillet ne pourra que renforcer la défiance de la majorité des Américains à l'égard de la plus haute instance judiciaire des Etats-Unis, dont l'image est déjà au plus bas. Ce risque est accentué par le fait que l'entourage immédiat de deux juges conservateurs avait défendu publiquement la contestation des résultats de la présidentielle, sans que ces derniers estiment préférable, pour l'intégrité de leur institution, de se déporter de ce dossier.

L'affaissement de la Cour suprême des Etats-Unis a été confirmé cette année par un nombre record d'arrêts adoptés par les seuls juges conservateurs. Cette dérive est le produit d'une stratégie de longue haleine visant à promouvoir les juges considérés comme les défenseurs les plus intransigeants d'une lecture étroitement conservatrice des textes. La suppression de la protection fédérale de l'avortement, en 2022, portait déjà leur marque. La manière de blanchir accordée à Donald Trump confirme un aveuglement dont les victimes collatérales sont la démocratie et l'Etat de droit. ■

PHOENIX

3 VOLS/SEMAINE

AU DÉPART DE PARIS



AIRFRANCE

PHX
PHOENIX SKY HARBOR
INTERNATIONAL AIRPORT